

LE HARFANG

POUR LA RECONQUÊTE DE NOTRE PEUPLE

VOL. 12, NO. 2 HIVER 2024



LA CHUTE DE L'EMPIRE

BlackRock

BOEING



HALLIBURTON



VERS UN EFFONDREMENT DE L'EMPIRE AMÉRICAIN? - ENTRETIEN AVEC JOHN W. WHITEHEAD
LES CANADIENS-FRANÇAIS EN AMÉRIQUE • L'IMPÉRIALISME CULTUREL DANS LA MUSIQUE
LE GABARIT DE LA TERREUR. JFK ET LE 11 SEPTEMBRE • LA FIN D'UNE ÈRE

Sommaire

- 3 Éditorial
- 4 Choisir tes potes? Dans tes rêves
- 5 La déception Musk
- 6 L'offensive municipale
- 7 Pas de chicane dans ma cabane
- 8 Amnisties, manifestations et ventes de votes
- 9 À l'heure de Genève - Entretien avec Alexandre Bender
- 10 Salut mon Karl!
- 11 Justice et sécurité au Québec : entre fusillades et profilage
- 17 La fin d'une ère
- 18 Le déclin de l'Empire américain
- 20 À l'ombre du colosse
- 21 L'impérialisme culturel dans la musique
- 22 Le gabarit de la terreur, JFK et le 11 septembre
- 25 Les Canadiens français en Amérique
- 27 Vers un effondrement de l'Empire américain? - Entretien avec John W. Whitehead
- 29 Renégats au pouvoir, la suite
- 31 Souvenirs 6 - Les grandes déceptions (1980-1985)
- 35 À considérer
- 37 La Guerre froide, une exportation canadienne
- 43 Bella ciao? Avanti ragazzi di buda! Entretien avec Erga
- 45 Le Franc-Canada
- 46 Anesthésie dans l'Empire américain
- 47 Alexandre Belliard, un chanteur patriotique québécois à découvrir
- 48 Radiographie du régiment Azov
- 49 Aux origines de leur plan
- 50 Un Noël avec les aïeux
- 51 Du FN au RN, la lettre qui change l'ADN
- 52 Les mémoires de notre ami Rolinat
- 53 Doctrine du fascisme catholique
- 54 Revue d'histoire européenne, no 16
- 55 Une terre volcanique contrastée



LE HARFANG

SUR LE FRONT DE LA RÉINFORMATION DEPUIS 2012
POUR LA RECONQUÊTE DE NOTRE PEUPLE

RÉDACTEUR EN CHEF : Rémi Tremblay

RÉDACTION : Candide Lefranc, Marie Groulx, Jérémie Plourde, Charles Danten, CE Boilard, Rock Tousignant, Pierre Simon, Simon Préseault, Alexandre Peugeot, Émilie P., Pierre-Antoine Pastédéchouan, Pierre Trépanier, Jérôme Boily, Robert Marleau

MISE EN PAGE : Simon Préseault
COUVERTURE : Alex du Rang 5 et 6
COURRIEL : leharfang@protonmail.com

ABONNEMENT

Abonnements par Paypal ou Interac à
leharfang@protonmail.com.

Tarifs en vigueur, abonnement 1 an
(4 numéros)

10\$ numérique

35\$ papier

40\$ papier et numérique

50\$ soutien papier

55\$ soutien papier et numérique

Adresse de correspondance:

Le Harfang
CP 201
Succ Bureau chef
Drummondville, Qc.
J2B 6V7

Les articles publiés dans Le Harfang sont la responsabilité exclusive de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement les valeurs ou prises de position de la rédaction. L'objectif de cette revue est d'offrir une voix à ceux qui ne peuvent s'exprimer dans les médias de masse pour susciter des débats.

ÉDITORIAL

RÉMI TREMBLAY

Qui l'eut cru?

Certains ne le réalisent pas encore, mais la Pax Americana fait maintenant partie de l'histoire, au même titre que la Pax Britannica ou la Pax Romana. On étudiera cette période relativement courte dans l'histoire du monde et sa chute abrupte comme on étudie la chute de l'Empire romain : de façon complètement détachée, mais surtout, osons le terme, stérile, en analysant et en dissertant sur les causes, mais en refusant d'apprendre et de tirer des leçons utiles. Ce qui s'est passé à Rome il y a un millénaire et demi se rejoue sous nos yeux sans que nous ayons appris des erreurs des anciens.

Espérons que nos descendants seront mieux avisés que nous.

On le savait, le multiculturalisme, la tolérance, la luxure, l'embourgeoisement, la soif de pouvoir, la croyance que la force peut l'emporter sur la démographie; tous ces éléments ont poussé Rome à sa perte. Aujourd'hui, c'est « l'Empire du Bien », Washington elle-même, qui croule, incapable de maintenir ses propres frontières. On assiste enfin à une accélération de l'histoire. Après des années de stagnation qui semblaient éternelles du point de vue myope de l'homme, le monde s'embrase sans que le gendarme aux pieds d'argile ne puisse réagir : Ukraine, Arménie, Gaza... Et comme si ce n'était pas suffisant, à ces conflits « inter-nationaux », il convient d'ajouter les tensions croissantes au sein des populations civiles d'Europe (Crépol et Dublin) qui prennent soudain conscience que le melting pot à l'américaine n'a pas rempli ses promesses de paradis sur terre et a plutôt amené ghettoïsation et insécurité.

Comme le disait récemment Simon Préseault dans un échange de courriels, « l'immigration de masse est avant tout une idéologie américaine de dilution des particularismes européens (le nôtre compris) dans le grand melting pot de la culture de masse américaine, le but étant le consommateur sans racine ni culture. Quand les Irlandais attaquent la police et les médias c'est la police de la pensée du big control qui a son siège à New York, Langley et Hollywood qu'ils attaquent. C'est la tour de Babel qui s'effrite. »

On ne peut que le constater, ni le hard power militaire du Pentagone, ni le soft power d'Hollywood ne parviennent plus à maintenir la Pax Americana. La fin de l'histoire du politicologue Francis Fukuyama fut une brève parenthèse dans l'histoire du monde, le temps d'un soupir. Ce fut un recul qui servit d'élan pour une nouvelle propulsion en avant.

Faut-il s'en réjouir ou s'en désoler?

Tout comme il est futile de se réjouir ou de s'attrister de la météo, il s'agit d'en prendre bonne note. Les règles du jeu viennent de changer, irrémédiablement, il nous faut donc aller de l'avant et profiter de la nouvelle marge de possibilités qui s'offrent à nous.

En plus d'un dossier sur ce déclin de l'empire américain, C.E. Boilard revient sur l'insécurité pour le moment bien cantonnée dans la région montréalaise. Seulement, comme le meurtre gratuit du jeune Thomas dans un petit village français par des racailles nous le démontre, les plans de régionalisation de l'immigration vont aussi régionaliser l'insécurité à moyen terme. Ce n'est qu'une question de temps avant que le reste de la province goûte aux joies du vivre-ensemble.

Tandis qu'Ottawa se démène avec le scandale lié à l'espionnage chinois au Canada, nous vous proposons un article sur l'espionnage soviétique au Canada, quand notre « ami et allié » Staline profitait des réseaux communistes pour voler des secrets militaires. C'est ici à Ottawa que la Guerre froide débuta. D'un côté plus léger, nous vous présentons ce mois-ci une chansonnière patriote française, Erga, qui vient tout juste de sortir un premier disque, dont la production est digne des grands labels. Et puis, comme à chaque parution, vous retrouverez les chroniques habituelles, de nos brèves d'actualité jusqu'à notre coup d'œil sur la Francité des quatre coins du globe.



CHOISIR TES POTES? DANS TES RÊVES

MARIE GROULX



CEUX QUI CROIENT QUE NOUS SOMMES COUPABLES D'ENFLURE VERBALE LORSQUE NOUS DÉNONÇONS LE RÉGIME LIBÉRAL TOTALITAIRE DE JUSTIN TRUDEAU DEVRAIENT PRENDRE UN INSTANT POUR RÉFLÉCHIR À CE PETIT FAIT DIVERS DE COLOMBIE-BRITANNIQUE, PUBLIÉ ENTRE UN VOL À MAIN ARMÉE ET UN ACCIDENT DE LA ROUTE.

Fin septembre, des affiches sont apparues à Port Coquitlam, en Colombie-Britannique, à la recherche de personnes intéressées à joindre un groupe de mamans et d'enfants de race blanche.

Rappelons que dans cette partie de la mosaïque canadienne, les Blancs sont devenus une minorité comme les autres. Mais pas tout à fait. Car si les groupes communautaires noirs, asiatiques et arabes sont encouragés, promus et même subventionnés, les groupes blancs sont évidemment suspects, même dans un contexte minoritaire.

Le courageux maire de Port Coquitlam Brad West a immédiatement qualifié ces affiches d'« ignobles détritits » et a lancé une enquête contre ces Blancs qui ne veulent pas se métisser dès la plus tendre enfance. Ces gens qui voulaient inculquer un « sens du bien-être et de l'identité raciale » doivent se terrer pour que leurs enfants jouent aux blocs entre leucodermes. Et parions qu'ils ont même le mauvais goût de choisir des poupées et des figurines manquant de mélanine.

Alors, totalitaire notre système? Quand l'État veut vous dicter avec qui vous jouez dès vos premiers balbutiements et que la police s'en mêle, on peut logiquement en conclure que oui. Même les Soviétiques n'avaient jamais pensé légiférer dans un tel domaine.



LA DÉCEPTION MUSK

MARIE GROULX

UNE FOIS N'EST PAS COUTUME. POINT ADEPTE DE L'HOMME PROVIDENTIEL, QUEL QU'IL FUT, JE M'ÉTAIS NÉANMOINS LAISSÉ PORTER PAR LA VAGUE D'ESPOIR SUSCITÉE PAR L'EXCENTRIQUE MILLIARDAIRE ELON MUSK QUI AVAIT PROMIS EN SEPTEMBRE DERNIER DE POURSUIVRE L'ANTI-DEFAMATION LEAGUE (ADL), UN ORGANISME NORD-AMÉRICAIN POSSÉDANT AVEC DES TENTACULES AU CANADA.

Au Québec, cette organisation liée à une loge franc-maçonne juive B'nai Brith, avait défrayé les manchettes il y a une dizaine d'années de cela, pour avoir tenté de forcer Pauline Marois à se débarrasser de sa candidate Louise Mailloux. Cette militante lesbienne laïcarde était plutôt bien appréciée quand elle se contentait de dénoncer le voile, l'abattage et la certification halal, mais cette dernière - assez franche, nous devons lui concéder - avait eu le mauvais goût de lier halal et cachère, ce qui relevait du délire antisémite. Marois était bien avisée de s'entourer de gens dénonçant le halal, mais tout parallèle avec la cachérouse se devait d'être sévèrement puni. L'ADL se lança donc dans une croisade pour que le Parti québécois largue Mailloux, ce que Marois refusa de faire, ce qui est tout à son honneur. Le fait que le B'nai Brith soit une organisation intrinsèquement fédéraliste qui ne risque pas de soutenir le PQ, même si celui-ci s'aplaventrissait, a peut-être joué dans la balance.

Pour en revenir à l'ADL, elle fut créée il y a 110 ans cette année, en défense de Léo Frank, un industriel juif condamné pour le viol et le meurtre d'une jeune adolescente qu'il employait. Déjà, avec ce début prometteur, on sent que l'ADL n'est pas du côté de la morale universelle, mais de l'ethnocentrisme. L'auteur Kaïter Enless, dans son court mais percutant réquisitoire *Defamation Factory*, avait analysé les différentes méthodes employées par l'officine pour faire taire quiconque est critique de la communauté juive ou quiconque n'est pas un ardent sioniste. Le bilan est sombre : interférences avec des enquêtes criminelles, espionnage de particuliers, liens avec la pègre, campagnes de salissage, intimidation, atteintes à la liberté d'expression, mensonges éhontés, etc. L'ADL est conséquente avec ses sombres origines.

Si l'ADL n'avait pas des amis puissants et bien placés, elle aurait été interdite par l'État depuis longtemps comme association de malfaiteurs. On imagine mal une autre officine accumuler autant de crimes avec une telle impunité. Le pire, c'est que malgré son bagage gênant, elle donne volontiers des leçons de moralité. Notons qu'en plus de ses relations, elle est parvenue à convaincre le public que quiconque oserait émettre le moindre soupçon sur sa moralité est nécessairement un antisémite forcené méritant l'échafaud et la damnation éternelle.

Alors quand Elon Musk menaça, le lundi 4 septembre, de porter plainte contre l'Anti-Defamation League, j'ai débouché une bouteille de mousseux. Un cidre mousseux pour être plus précise; le champagne étant réservé pour la victoire en cour. Pierre Simon et moi pourrions bien porter plainte contre l'ADL, mais jamais nous ne trouverions un avocat assez courageux pour un tel combat et si d'aventure nous en trouvions un et que celui-ci était sain d'esprit, nous devrions nous ruiner, tout ça pour apparaître devant un juge probablement copain-copain avec les avocats de l'ADL. Bref, on rejouerait Don Quichotte et les moulins à vent, avec des probabilités de victoire encore plus minces que celles du héros de Cervantès.

Mais Musk, c'est une autre paire de manches. Le truculent magnat sud-afro-canadien expliqua que la perte d'annonceurs de son réseau social X (anciennement Twitter) était le fruit de l'action de l'ADL. « Pour blanchir le nom de notre plate-forme d'accusations d'antisémitisme, il semble que nous n'ayons pas d'autre choix que de porter plainte en diffamation contre l'ADL », écrivit-il.

Mais ô malheur, la menace resta lettre morte et derrière les coulisses, Musk continue de s'entretenir régulièrement avec les responsables de l'ADL, si on se fie à leurs dires. Bref, on repassera pour ce combat qui, peu importe l'issue, aurait forcé les ADL, Anti-Hate Network, Southern Poverty Law Center et autres officines du même acabit à modérer leur diffamation à l'encontre des dissidents, identitaires, anti-vax, cathos tradis, protestants hétéro, etc.

Le public aura droit au gala amical Zuckerberg-Musk, mais pas au combat de MMA ADL-X.

Certes, certes, diront les plus optimistes de nos lecteurs, Musk poursuit présentement le Center for Countering Digital Hate (CCDH), organisme anglais responsable de la campagne de peur pour que les annonceurs abandonnent la plateforme X. Le CCDH présentait cette dernière comme un terreau fertile pour l'antisémitisme, et ce sans aucune retenue. Mais le CCDH n'est que du menu fretin. L'influence de ce groupe est limitée en comparaison à celle de l'ADL.

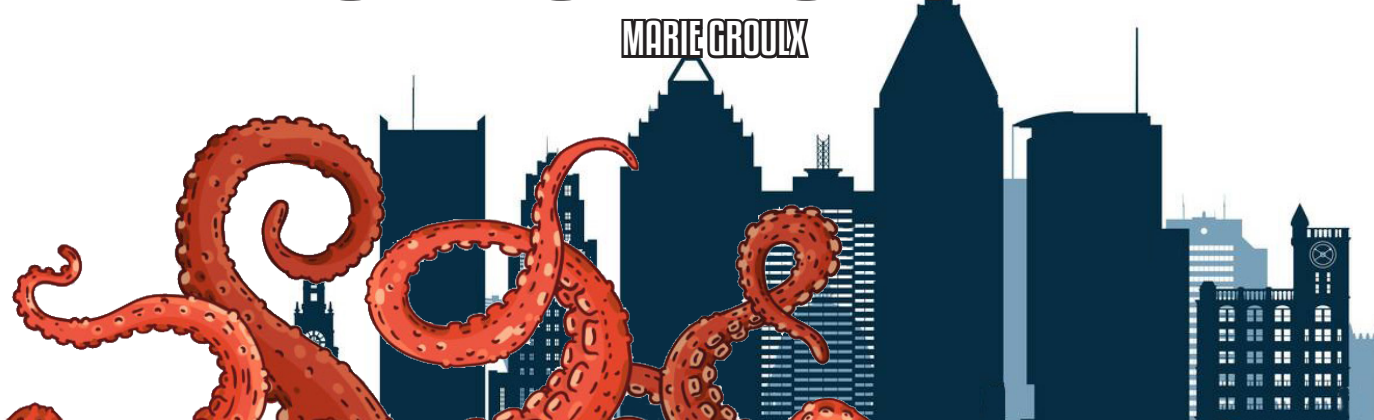
Certains pourraient être portés à croire que cette dernière affaire permettra une jurisprudence pouvant être utilisée contre l'ADL, mais ce serait là se faire de vains espoirs. La victoire n'émanera pas de milliardaires excentriques.

Infime lueur à l'horizon : l'ADL est bien poursuivie pour la somme de 25 millions, mais par un vétéran de la marine, John Sabal, fondateur du Patriot Voice, groupe de patriotes chrétiens américains. Le combat sera semblable à celui de David contre Goliath, avec l'ADL dans ce dernier rôle, alors que face à Musk, elle aurait dû prendre le rôle plus modeste du chétif David. Le champagne risque de rester au frigo.



L'OFFENSIVE MUNICIPALE

MARIE GROULX



LE TRAIN DU MONDIALISME VA DE L'AVANT ET SI LA GRANDE MAJORITÉ DÉCOUVRE CE QUI SE TRAMAIT AVEC LES DÉCLARATIONS FRACASSANTES DE KLAUS SCHWAB SUR LE GRAND RESET, FORCE EST DE CONSTATER QUE L'ÉDIFICE MONDIALISTE CONTINUE DE SE BÂTIR BRIQUE PAR BRIQUE, SANS QUE PERSONNE NE S'EN ÉMEUVE OU S'EN PLAIGNE.

Pendant que les conspis s'inquiètent des réunions secrètes pédo-sataniques dans les sous-sols des pizzérias, les mondialistes travaillent à visage découvert, avançant leurs pions sans se cacher, ni se gêner. Et puis pourquoi se gêner? De toute façon tout le monde regarde et personne ne semble voir.

Du Houdini institutionnel.

On a ainsi complètement passé sous silence la réunion Bilderberg tenue à Lisbonne au Portugal en mai dernier. Si la réunion n'est pas secrète, le contenu l'est. Les participants, dont Chrystia Freeland, y discutent ouvertement de leurs objectifs pour le monde de demain, mais ce, entre personnes de bonne compagnie seulement. Interdit de divulguer le contenu des conversations. La pauvre plèbe n'a qu'à spéculer sur ce qui s'y dit. Mais plus souvent qu'autrement, la plèbe préfère imaginer ce qui se dit dans le vestiaire du CH que dans ces réunions de haut niveau.

Tout ça pour en venir à un nouveau machin qui doit réjouir Valérie Plante au plus haut point : le g7u7. Non, il ne s'agit pas d'une nouvelle molécule ou d'un nouvel additif pour le soya végane, mais d'une nouvelle organisation mondialiste créée comme excroissance du G7 en 2021, l'Alliance Urban (sic) 7 (U7), soit la rencontre des maires des grandes agglomérations du G7.

Désormais, les maires des grandes villes occidentales peuvent agir comme des dirigeants de Cités-États et se rencontrer à l'internationale, comme de véritables chefs d'État. Plante, qui refusait d'arborer le drapeau du Québec et voulait parler directement d'homme à homme avec Trudeau, en court-circuitant Québec, doit avoir débouché son champagne.

Toutefois, ce n'est pas Plante qui représente le Canada, mais l'illustre Taneen Rudyk, qui nageait dans un anonymat le plus complet avant de devenir présidente de la Fédération des municipalités du Canada (FMC). Elle a le profil parfait pour représenter l'état « post-national » trudeauesque : issue de la diversité, elle s'engagea dans le NPD albertain et défend depuis

les causes justes, représentant notamment l'organisme Vers la parité en politique municipale. L'an dernier, elle expliqua que son objectif à la FMC était de « construire des communautés plus fortes, plus inclusives et plus résilientes partout au Canada. »

De retour à l'échelle internationale, en mars, les représentants du U7 se sont rencontrés et ont pondu un communiqué dans lequel ils s'engageaient pour l'Ukraine, la démocratie et l'environnement, bref, les mots d'ordre mondialistes actuels. En réunion, entre deux biscottes sans gluten avec caviar ukrainien, ils ont parlé de développement durable, de la création de liens avec le « Sud global », de désarmement, etc.

On pourrait être tenté de croire qu'il s'agit d'une simple magouille pour se payer des voyages et des hors-d'œuvre sur le dos des contribuables en ayant bonne conscience, mais c'est bien plus que ça. Depuis des années, Pierre Hillard nous met en garde : le verrou que les mondialistes veulent faire sauter, c'est celui de l'État-nation.

Lorsqu'on met ce projet de mondialisation des villes, qui jouiront d'une autonomie accrue et d'une indépendance vis-à-vis de l'État, en parallèle avec le projet de ville intelligente, où les moyens de surveillance seront décuplés, on peut craindre pour l'avenir.

Les gouvernants nous rassurent : le concept de ville intelligente ne limitera pas les libertés individuelles. Ce sont ces mêmes gouvernants qui ont instauré le passeport vaccinal, les couvre-feux, les assignations à domicile, le gel des comptes en banque des dissidents, la triangulation par des compagnies privées de nos téléphone cellulaires et la mise en place des mesures de guerre pour faire taire la dissidence.

Alors, oui bien sûr, nous voilà rassurés. Vraiment rassurés. Et si vous ne l'êtes pas, vous êtes un conspi. Et un conspi n'a pas le droit ni à la liberté d'expression, ni à rien d'autre d'ailleurs. Alors, soyez rassurés et souriez. Vous êtes filmés.

PAS DE CHICANE DANS MA CABANE

MARIE GROUX



JE NE ME SENS AUCUNE SOLIDARITÉ PARTICULIÈRE AVEC CES PEUPLES. CERTAINS CLAMENT QUE LES ISRAÉLIENS SONT NOS FRÈRES PARCE QU'ILS ONT UNE DÉMOCRATIE LIBÉRALE, MAIS LÀ ENCORE, JE NE ME SENS NI TROP DÉMOCRATE, NI TROP LIBÉRALE, NI ASSEZ AVEUGLE POUR CONSTATER QUE LE HAMAS A LUI-AUSSI ÉTÉ ÉLU DÉMOCRATIQUEMENT PAR LES PALESTINIENS, CE QUI FERAIT DE NOUS UNE GRANDE FAMILLE À TROIS (UN PEU DÉCOMPOSÉE SUR LES BORDS) AVEC DE BEAUX MOMENTS À PARTAGER.

Enfin, me solidariser d'un peuple qui habite à l'autre bout de la terre, je veux bien, d'ailleurs quand les Arméniens chrétiens se sont fait amputer leur territoire du Haut-Karabagh par les Musulmans de l'Azerbaïdjan, le 20 septembre, je me suis tout de suite déclarée solidaire. Un peuple chrétien envahi par des Musulmans, voilà qui appelait à un appui de tout cœur. Mais, entre vous et moi, même dans le camp nationaliste tout le monde se fout de l'Arménie chrétienne, tous trop occupés à justifier leur appui aux Palestiniens musulmans ou aux Israéliens juifs.

Mais bon... pour ne pas perdre mon lectorat, je ne parlerai plus de cette guerre en Arménie qui n'est pas assez médiatisable pour être discutable. Revenons à notre conflit de l'année qui a complètement occulté la question du Donbass. J'ai beaucoup de misère à me sentir solidaire de la communauté israélienne. Par extension, la communauté israélienne n'est pas et n'a jamais été notre alliée. Ici, son extension est la branche sioniste de la communauté juive. Je vois difficilement, même avec beaucoup de bonne volonté comment je pourrais faire preuve d'ouverture.

Je me vois très mal expliquer à mes amis, que je plaque tout sens critique, toute notion de modération pour me lancer en appui à notre communauté « amie ». Cette communauté amie qui vit à Outremont et ne respecte pas les lois québécoises? Cette communauté qui taxe Legault d'extrémisme de droite? Cette communauté qui a voté à l'unanimité contre notre indépendance en plus de financer le camp adverse? Cette communauté qui a favorisé l'immigration de masse? Cette communauté qui nous impose la taxe cachère et qui censure tout débat sur la question? Cette communauté qui diabolise les identitaires et nationalistes nord-américains depuis des décennies? Cette communauté qui a poussé les théories de l'École de Frankfort? ... »

Et moi je dirais « Oui, je les supporte sans réserve, ce sont nos frères de destin! Nos potes démocrates depuis toujours! »

Même avec beaucoup de bonne volonté j'ai de la misère à y parvenir. Ça me semble une relation malsaine. Le syndrome de la femme battue sans même avoir droit aux excuses et aux larmes de crocodile.

Ce clair manque d'empathie de ma part me pousse-t-il à étreindre et épouser la cause palestinienne?

Un esprit simple et manichéen acquiescerait. Mais, au final, si tout le monde refuse de prendre partie pour les victimes arméniennes, pourquoi moi-même

devrais-je choisir un camp dans ce conflit qui ne me regarde pas. Ce conflit n'est pas le mien. Et le problème commence justement à déborder des frontières israéliennes et palestiniennes pour nous tomber dessus.

On a eu droit à des tirs de coups de feu à Montréal... Comme si on n'avait pas assez de tous ces « organisateurs communautaires talentueux et plein d'avenir » qui tirent ces « rappeurs émergents mais tourmentés » dans les quartiers nord, il fallait que ça commence à tirer sur des écoles en plein cœur de Montréal.

Alors, revenons-en à ce dernier point : les sionistes ont tout à fait raison quand ils condamnent cette double allégeance de leurs ennemis qui se sentent plus Palestiniens que Canadiens. L'ironie est que la première communauté à avoir agi ainsi fut la leur. Les affiches électorales de l'ancien ministre libéral Irwin Cotler avec les drapeaux israéliens ne disent peut-être rien aux plus jeunes... Mais passons...

Toujours est-il qu'on ne peut que condamner cette violence. Elle était inévitable. À inviter tous les peuples de la terre à venir s'installer ici, on ne pouvait que s'attendre à des conflits. Non seulement on s'y attendait, mais les nationalistes l'avaient prédit mille et une fois, cassandres éternelles de l'époque moderne. Que leur cause leur tienne à cœur, on en convient aisément. Qu'ils soient prêts à se battre pour leurs idées, chapeau! Je respecte le courage et admire l'esprit combattif, surtout dans notre époque de mollesse. Je salue ces gens pour qui les idéaux priment sur le reste. Mais je tiens à vous rappeler que Jérusalem se trouve à 8 604 km vers l'Est. Nous vous invitons à y terminer votre combat.

Ici, pas de chicane dans ma cabane, le Québec n'est ni palestinien, ni israélien. Certes, suivant l'adage sur la pelouse bien verte du voisin, les guerres des autres ont toujours l'air moralement plus justifiées que notre propre lutte pour notre survie, mais nous n'avons rien à gagner à nous déchirer une fois de plus sur des conflits étrangers. Le bon sens canadien-français a toujours été de ne pas s'impliquer dans ces luttes étrangères où l'on risquait beaucoup et n'avions rien à gagner sinon un peu de plomb pour nos fils et une place sous terre pour l'éternité.

Depuis la guerre des Boers, nous avons refusé de nous mouiller pour les drapeaux des autres. Et ici, maintenant, si on me demande un sacrifice, je serai prête à le faire pour mon peuple, ou pourquoi pas, pour l'Arménie chrétienne.

AMNISTIES, MANIFESTATIONS ET VENTE DE VOTES

COMPRENDRE LA CRISE QUI TRAVERSE L'ESPAGNE AVEC NOTRE CORRESPONDANT RAMON BAU, DE *DEVENIR EUROPEO*



Aujourd'hui l'information n'existe pas, elle se crée. Ce sont la presse, la télévision, les médias d'information, ce sont eux qui « créent » l'information, la rendent importante ou l'ignorent.

Ici, depuis quelque temps, la guerre en Ukraine a été presque oubliée, l'agression brutale d'Israël contre les Palestiniens a été considérée comme plus importante, mais, sans aucun doute, depuis un certain temps, l'actualité « créée » est le conflit après l'élection du nouveau gouvernement espagnol.

Lors des dernières élections, la situation était très compliquée pour élire un gouvernement. La droite du Parti Populaire et de VOX a obtenu plus de députés (169) que la gauche socialiste (PSOE) et (Sumar) (153), mais pas la majorité absolue de 176. La droite avait donc besoin de 7 voix supplémentaires, et la gauche également de beaucoup plus de voix. C'est alors qu'a commencé un misérable marché des votes, un spectacle des plus dégoûtants, basé sur l'achat de voix d'autres partis pour un camp ou pour l'autre.

La droite avait un problème insoluble, elle avait besoin des voix des partis basques ou des indépendantistes catalans, chose impossible à réaliser en raison de la nature centraliste radicale de VOX. VOX a essayé d'établir des liens avec les Basques du Parti nationaliste basque (PNV) mais il n'y est pas parvenu malgré toutes les offres favorables.

Il appartenait désormais à la gauche du PSOE de remporter les voix des indépendantistes catalans. Le problème est que les revendications des séparatistes étaient très dures et en partie contraires à la Constitution. Le prix de leurs votes était compliqué, notamment sur deux questions :

- Une amnistie complète pour tous les séparatistes condamnés pour les événements d'octobre 2017, lorsqu'il y a eu une sorte de rébellion contre les ordres des tribunaux et que l'argent public a été dépensé pour une sorte de référendum illégal. Cela a été possible, même si les conditions énoncées dans la Constitution pour permettre une amnistie étaient discutables et que les tribunaux s'y sont opposés.

- Un référendum pour l'indépendance, ce qui est impossible car la Constitution ne le permet pas. Et donc il était impossible d'être accepté. C'est une condition qui ne pouvait pas être remplie, et les séparatistes ont finalement renoncé à y parvenir.

Bref, pendant un temps, et avec des protestations même au sein du PSOE, les votes ont été achetés sur la base de faveurs et de promesses.

Après avoir conclu un pacte avec les séparatistes, Sánchez a réussi à être élu président du nouveau gouvernement. Cette vente de voix et les pactes avec les séparatistes de gauche ont indigné la droite et de nombreuses personnes normales, ce qui a donné lieu à de grandes manifestations de protestation.

Il est curieux que des protestations aussi massives aient eu lieu autour de la question de l'amnistie, comme si c'était le problème essentiel de l'Espagne, et sans même aborder la véritable question de l'amnistie, qui ne laisse que 400 personnes

en Catalogne sans sanctions pour leurs actes de désobéissance et quelques émeutes sans victimes graves.

Il serait donc bon de méditer sur ces deux questions :

1- L'amnistie est-elle un problème en soi si grave qu'elle suscite autant de manifestations ?

Avec ou sans amnistie, la situation en Espagne et dans le monde européen est la même, rien ne change, le règne des puissants est le même, la dette, la finance, la décadence et l'invasion, tout est pareil... L'amnistie n'est pas en soi rien de vital.

Ce qui est important dans cette question, c'est de vérifier qu'en démocratie, la vente des votes n'est qu'une autre « affaire », sans valeurs ni principes, les votes sont vendus comme s'ils étaient des marchandises. Le PP a également tenté d'acheter les voix du PNV.

L'important est de voir que les démocrates n'ont aucune éthique, ce sont des marchands. C'est là vraiment le centre dégoûtant de cette amnistie, ou plutôt de tout le processus électoral entre Feijó (PP) et Sánchez (PSOE), une démonstration démocratique d'impudeur et d'échange de voix.

2- Quels sont les effets les plus désagréables de l'amnistie sur le plan purement juridique ?

La réalité est que les personnes concernées n'ont pas commis de crimes horribles, de violences graves ou d'actes véritablement répugnants à un degré extrême. La stabilité de l'État n'a jamais été en danger et ceux qui l'ont indiqué n'ont jamais cru à l'indépendance (en réalité, ils ne l'ont pas officiellement déclaré de manière claire et efficace).

Il y a eu des émeutes mais sans gravité particulière. Même les policiers accusés de manière insensée de violence « excessive » sont également amnistiés. Mais il y a quelque chose de répugnant dans cette question : c'est une chose de décriminaliser la conduite politique et une autre d'effacer les dettes, c'est-à-dire d'effacer l'argent qui appartenait au peuple et qui a été utilisé sans autorisation par les condamnés.

Cet argent n'appartient pas au gouvernement, mais à tout le monde, et il n'est pas raisonnable de le « voler » au peuple pour obtenir l'amnistie en échange de votes.

Conclusion : ces protestations sont de la pure politique démagogique, ceux du PP auraient également été d'accord s'ils avaient été acceptés. Il n'y a rien de grave dans cette question, juste un mécontentement qui ferait mieux de se concentrer sur la domination de la finance et l'invasion massive de l'immigration, plutôt que sur cette petite question d'amnistie.

Il est triste de voir que même les camarades s'inquiètent autant de cette question et ne se concentrent pas sur le véritable ennemi, le pouvoir de l'argent, l'invasion de l'immigration, la décadence éthique, l'esclavage pour dettes, la mondialisation des marchés...

À L'HEURE DE GENÈVE

ENTRETIEN AVEC ALEXANDRE BENDER



INUTILE DE COMMENCER AVEC LES CLICHÉS SUR LES BANQUES, LES MONTRES ET LES CHOCOLATS. QUAND NOUS PARLONS DE LA SUISSE, CE QUI NOUS INTÉRESSE EST ÉVIDEMMENT LA QUESTION DÉMOGRAPHIQUE, MAIS AUSSI DÉMOCRATIQUE, CAR RAPPELONS-LE, LA SUISSE EST LE PAYS DES RÉFÉRENDUMS. C'EST LÀ QUE LES CITOYENS PUREMENT SE PRONONCER SUR L'INTERDICTION DE MINARETS ET SUR L'EXPULSION DES CRIMINELS ÉTRANGERS! CETTE SEULE IDÉE DONNE L'URTICAIRE À JUSTIN TRUDEAU. POUR EN PARLER, NOUS AVONS APPROCHÉ ALEXANDRE BENDER, DU FRONT NATIONAL SUISSE, QUI N'EST PAS, VOUS LE CONSTATEREZ UNE COPIE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL DE MARINE LE PEN.

Le Harfang - Le Front national est un parti bien connu au Québec; le Front national suisse (FNS), beaucoup moins. Pourriez-vous présenter brièvement son historique?

Alexandre Bender - J'ai consulté avec plaisir sur internet les lignes directrices du Front national du Québec que voulait créer l'excellent Daniel Boucher avant de se voir contraint de changer de nom. Le Front National Suisse également, que j'ai lancé en 2019 mais qui reprend une ancienne dénomination, celle d'un parti frontiste suisse fondé dans les années 1930 et interdit en 1943 par le Conseil fédéral, n'aime pas les concessions. Savez-vous qu'en Suisse, et c'est le cas dans nombre de pays du Vieux Continent, il est encore interdit aux Européens de sang de se réunir en parti politique, un critère de race intervenant ? Le FNS, parmi ses revendications, entend mettre fin à cette interdiction faite aux Européens depuis

des décennies de pouvoir défendre leurs intérêts spécifiques.

H - Médiatisé partout en Occident, l'Union des démocrates du centre représente le parti « populiste » le plus connu de Suisse. En quoi le FNS se démarque-t-il?

AB - LE FNS n'est pas un parti à vocation électorale. C'est plutôt un mouvement qui cherche à donner un autre son de cloche par rapport à l'idéologie mondialiste dominante.

H - Au cours des dernières décennie, plusieurs référendums « controversés » ont défrayé l'actualité internationale, notamment à propos des minarets et du renvoi des criminels étrangers. Comment se fait-il que ces référendums soient restés sans effet?

AB - Les minarets sont trop voyants pour que l'on puisse contourner la loi, mais c'est l'exception qui confirme la règle. Pour le reste, la négation

des intérêts bien compris des citoyens est la preuve que les dirigeants de la Confédération sont tributaires d'intérêts inavouables comme partout ailleurs.

H - Et dans la même lignée, comment se fait-il qu'une majorité des gens se sont prononcés en faveur de mesures nationalistes et pourtant continuent à élire des politiciens résolument anti-nationalistes?

AB - Ces politiciens sont des Janus qui tiennent un double discours : ils ne tiennent pas ce qu'ils promettent avant les élections.

H - La France regorge de voix s'opposant au Grand remplacement, pourtant très peu d'échos nous proviennent de Suisse francophone. Qui donc sont les grands opposants au remplacement de population?

AB - Les gros médias parlent d'une seule voix. Les médias véritablement indépendants sont

diabolisés, ce qui revient à dire que simplement faire allusion à ce genre de sujet est assimilé à un crime contre l'humanité, si vous voyez ce que je veux dire !

H - Dans un tout autre registre, il semble que le fédéralisme suisse fonctionne très bien, contrairement au Canada. Est-ce une erreur? Et quelle est la recette de cette fédération multilingue?

AB - Le fédéralisme fonctionne bien quand tout va bien. C'est pourquoi les dirigeants cherchent à minimiser les problèmes pour éviter que les partis ne se livrent à une surenchère à vocation électoraliste susceptible de rompre la « formule magique », une clé qui détermine la répartition des partis au sein du Conseil fédéral depuis plus de cinquante ans et qui stérilise la vie politique

du pays. C'est pourquoi un clou chasse l'autre et les anciens « petits » problèmes politiques bien connus quoique non résolus, comme l'immigration de masse, sont supplantés par de nouveaux gros problèmes dont les enjeux planétaires deviennent prioritaires et qui ne souffrent aucune discussion. C'est ainsi que le Grand remplacement est minimisé par un réchauffisme à prétention « scientifique » et à vocation incapacitante.

H - Quel est le poids démographique des francophones et sont-ils menacés?

AB - La Suisse est à trois-quarts alémanique, les francophones comptent donc grosso modo pour un quart. Il y a en addition une minorité italophone et de dialecte romanche. Notre poids démographique n'est pas menacé, non, même avec le déversement du tiers-monde.

H - Finalement, pourriez-vous commenter le cas Alain Soral? Réfugié en suisse de par sa double nationalité, croyez-vous que l'essayiste sera expulsé?

AB - Il ne risque pas du tout d'être expulsé car il est double national franco-suisse. Le FNS n'entretient aucun contact avec lui. Soral défend l'idée d'une accession naturelle de l'immigration maghrébine à la classe moyenne française. Et un avenir en commun. Une idée aussi farfelue qu'asociale pour nous autres nationalistes qui défendons la restauration du christianisme en nos territoires et la substitution du pouvoir blanc au pouvoir juif qui nous voue à la disparition en tant que peuple depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

SALUT MON KARL!

SIMON PRÉSEAUT

Le 15 novembre dernier est décédé Karl Tremblay, chanteur du mythique groupe Les Cowboys fringants. Mythique n'est pas un mot utilisé à la légère, parce que dans l'histoire de la musique au Québec, le parcours des Cowboys Fringants est sans commune mesure. On n'avait jamais vu un groupe québécois chanter dans la langue d'ici remplir à ce point les amphithéâtres et festivals de la province et des vieux pays. Encore moins le faire à sa façon, sans jamais jouer la game du showbiz. Et avec le décès de Karl, c'est un chapitre qui se ferme, pour le groupe, mais surtout pour les millions de gens qu'ils ont touchés avec leur musique au fil du temps. La grande vague d'émotion qui a suivi l'annonce du départ de Karl, vient de là; tout le monde a son histoire avec le groupe. Qu'on les aime ou non, chaque québécois qui se respecte a un souvenir rattaché à leurs chansons. Pour l'auteur de ces lignes, les Cowboys resteront toujours la trame sonore d'un voyage formateur en 2003 à l'autre bout du pays et d'une St-Jean inattendue avec toute la diaspora québécoise de la vallée de l'Okanagan.

Pour ce qui est d'une analyse approfondie de l'œuvre collective des Cowboys Fringants, on vous réfèrera à l'excellent article paru dans la non moins excellente revue Zentromag (Année 4, no. 15). Pour ce qui est de l'aspect sociologique, les 12 jours qui menèrent au grand hommage national furent intéressantes à plusieurs égards. On a vu au Québec, pour se recueillir et partager sa peine, des rassemblements spontanés de gens qui deux ans plus tôt, sous le bolchévisme sanitaire, se regardaient en chien de faïence. On a reparlé de la fragilité de notre culture, de la déloyauté des radios commerciales qui trouvent le temps de passer sur leurs ondes de la musique francophone uniquement quand que le malheur frappe et que c'est payant médiatiquement parlant. On a été à même de constater le vide abyssal qui nous sépare des anglo-allogènes de la métropole. Leur incompréhension et leur indifférence non feinte devant le deuil collectif québécois fut un exemple de plus de l'irréconciliabilité de nos deux cultures. On a vu l'esprit de vautour de la meute politicienne prête à toute les singeries pour aller chercher la complaisance du corps électoral. La minute de silence du 20 novembre à Ottawa remporte la palme de l'hypocrisie crasse dont sont capables nos assimilateurs fédéraux. Et signe des temps, on a vu les grands médias de masse se faire montrer la porte par la famille lors de l'hommage national du 28, mettant en évidence pour la masse crédule, la déliquescence des anciens réseaux d'information.

Pour terminer, Karl était l'archétype du bon Jack, un gars accessible qui ne s'est jamais laissé monter à la tête par le succès. Un ardent défenseur de notre particularisme culturel qui prouva qu'il était possible de remplir les Plaines d'Abraham en étant sincère et intègre dans ses convictions d'artiste. Le deuil national qui suivit l'annonce abrupte de son décès nous prouva que nous avons toujours une culture commune, à nous de l'entretenir en soutenant les acteurs locaux qui continuent d'oeuvrer à son maintien.



JUSTICE ET SÉCURITÉ AU QUÉBEC : ENTRE FUSILLADES ET PROFILAGE

C-É BOILLARD

LA FAÇON DONT LES SYSTÈMES DE JUSTICE ET DE SÉCURITÉ PUBLIQUE S'ACQUITENT DE LEURS RESPONSABILITÉS FAIT L'OBJET DE CRITIQUES AU QUÉBEC, COMME DANS L'ENSEMBLE DES PAYS OCCIDENTAUX.

LA SITUATION ACTUELLE ET SES CAUSES

Il est difficile de se faire une idée juste de la situation de la sécurité publique et de la justice au Québec, car les médias agissent comme un prisme déformant. De la même façon qu'ils sont parvenus, à propos de la question de l'environnement, à persuader une part importante de la population que les fluctuations météorologiques cycliques sont le prélude d'une apocalypse imminente, leur traitement de l'actualité laisse l'impression que le Québec est submergé par une vague de criminalité sans précédent et que l'action des corps policiers se résume à la persécution des minorités visibles. Pourtant, malgré la couverture sensationnaliste de faits divers, les statistiques semblent indiquer que le vieillissement de la population dans les pays occidentaux s'accompagne d'une réduction des crimes crapuleux ou violents. Toutefois, cette tendance globale n'est pas uniforme, car la criminalité fleurit plus que jamais dans les grandes villes multiethniques, dont Montréal. Les gangs de rue recrutés parmi les minorités ethniques allogènes multiplient les fusillades, malmènent les citoyens et défient ouvertement les forces de l'ordre. Celles-ci doivent faire face à de nouvelles formes de criminalité et de délinquance. Il y a par exemple une augmentation de la criminalité en col blanc, favorisée par la généralisation d'internet, ainsi que des comportements asociaux ou criminels liés à des problématiques sociales ou de santé mentale, qu'ils soient bénins comme l'itinérance, ou extrêmement graves comme les meurtres multiples. Il y a également la violence politique, comme les manifestations qui tournent à l'émeute, l'intimidation contre les personnes d'opinions différentes et les attentats terroristes. On observe une banalisation de la violence dans les rapports sociaux de tous les jours, ainsi que

l'illustrent les cas de violence conjugale et les situations où les enseignants et le personnel de la santé sont victimes de comportements agressifs de la part des personnes confiées à leurs soins.

Au cours des dernières décennies, les critiques se sont multipliées à l'égard des systèmes de justice et de sécurité publique, souvent pour des raisons opposées. La gauche (par définition extrême, puisque le gauchisme est en soi un extrémisme) se montre hostile à l'institution policière, du moins tant qu'elle n'est pas à son service exclusif. Son aile antifa, qui s'attire l'attention des forces de l'ordre en raison de sa propension à la violence et au vandalisme, n'a de cesse de dénoncer la prétendue brutalité policière et organise annuellement des parades à cette fin. Récemment, la mouvance politiquement correcte et sa fraction woke ont multiplié les accusations de racisme systémique et de profilage racial contre la police. Certains, dans la foulée de leurs congénères du mouvement américain Black Lives Matter (BLM), se sont mis à réclamer une réduction des budgets de la police et il s'est même trouvé des élus municipaux pour endosser de telles revendications. À droite et dans la population en général, c'est plutôt un sentiment d'insécurité qui domine. On considère que la justice est laxiste, peu préoccupée du sort des victimes, et que la police n'est pas assez efficace. On trouve aussi que la justice est lente et coûteuse, peu accessible aux citoyens ordinaires. Quelles sont donc les causes de cette situation?

- LE TORPILLAGE DES VALEURS TRADITIONNELLES

La société traditionnelle a été remplacée, en Occident, par une société atomisée,

dont l'organisation et les valeurs ne permettent plus de contenir la criminalité et la délinquance. En théorie, dans une société bien organisée, c'est l'État qui a le monopole de la coercition, mais en pratique, l'usage de la force publique ne suffit pas à assurer la sécurité de la population. Il faut également qu'il existe une cohésion sociale, que les citoyens respectent l'autorité et obéissent spontanément à la Loi. Dans une société traditionnelle, l'autorité de l'État trouve ainsi son complément dans un ensemble de valeurs partagées transmises par la tradition et dans le contrôle social exercé sur les individus par divers corps intermédiaires, comme la famille, la paroisse et toutes les organisations où ils se retrouvent pour s'instruire, travailler, se divertir, ou se procurer des biens et des services. La société actuelle se caractérise plutôt par l'individualisme et l'anomie. La libre expression des individus et l'intérêt personnel priment désormais sur les devoirs envers la société et plusieurs en sont rendus à considérer que les obligations morales sont des contraintes arbitraires dont l'individu avisé peut s'affranchir, pourvu qu'il soit assez habile pour échapper au châtement. Les valeurs d'obéissance à un code moral, de sacrifice et de discipline ont cédé le pas à une conception selon laquelle les désirs des individus sont des absolus et doivent être satisfaits tout de suite. Dans une société où l'observance de la Loi ne repose plus sur le sens moral des citoyens, mais sur la crainte servile du châtement, il est clair que les organisations policières auront de grandes difficultés à empêcher les crimes et les délits. Le mouvement syndical a beaucoup contribué à cette démolition des rapports humains. Par leur glorification du recours à la grève, les syndicats ont habitué leurs membres à trouver parfaitement correct de désertir leurs responsabilités professionnelles (ou scolaires, dans le cas des étudiants) pour faire prévaloir leurs intérêts particuliers sur le bien commun.

Par ailleurs, l'emprise de la rectitude politique sur les institutions chargées de diffuser les connaissances et l'information et de transmettre les valeurs a fait en sorte que nous vivons actuellement dans une ère de confusion morale, d'inversion des valeurs. Ce qui représentait le bien dans la société traditionnelle est devenu le mal dans la société actuelle, et inversement. La famille patriarcale traditionnelle est désormais dénoncée comme une forme d'asservissement des femmes, les châtements corporels comme de la maltraitance, les comportements masculins naturels comme de la masculinité toxique. Les comportements faisant obstacles à la transmission de la vie, comme l'avortement et l'homosexualité, sont désormais exaltés et ceux qui s'y opposent sont traités de misogynes, d'homophobes ou de transphobes. De même, ceux qui défendent l'identité ethnique et culturelle de leur Nation sont traités de racistes, de suprémacistes blancs, de xénophobes ou d'islamophobes, tandis que ceux qui persistent à accorder la préférence à leur peuple pour l'emploi et le logement sont sanctionnés pour discrimination. La modification des lois en fonction de valeurs politiquement correctes en contradiction complète avec la morale naturelle leur a enlevé beaucoup de légitimité aux yeux des personnes de tendance conservatrice qui en sont normalement les soutiens les plus convaincus, tandis que ces mêmes personnes voient leur autorité morale contestée par leurs propres enfants, endoctrinés dans la rectitude politique par l'école et les médias. La prédominance de la rectitude politique, cette combinaison délétère de l'idéologie des droits, d'une vision hédoniste de la vie et d'un ensemble de revendications contre-nature, a eu pour effet de miner le sentiment d'appartenance à la Nation, la famille patriarcale stable et les rapports

sociaux traditionnels qui constituaient les plus sûrs remparts contre le crime et la délinquance.

- LA PERTE D'HOMOGENÉITÉ DE LA SOCIÉTÉ

L'immigration allogène massive qu'ont subie les pays occidentaux depuis les années 1970 en a détruit l'homogénéité. Dans une société homogène, le sentiment d'une appartenance commune inhibe les pulsions criminelles. Il est moins tentant de poignarder quelqu'un sur la rue pour le voler si la victime éventuelle a des chances d'être un cousin ou une personne avec qui on a étudié ou travaillé dans le passé. Dans une société multiethnique, l'appartenance des individus à la société est plus artificielle et donc plus fragile, car elle est guidée par l'intérêt personnel. Elle constitue donc un rempart beaucoup moins solide contre le crime, surtout lorsque la victime appartient à une autre ethnie. Quand on analyse les statistiques sur la criminalité, on constate que celle-ci est plus répandue chez les groupes minoritaires encore mal intégrés à la société. Ainsi, le taux de criminalité des Noirs américains est beaucoup plus élevé que celui des Blancs. Ce sont des groupes ethniques comme les Irlandais, les Italiens et les Juifs qui ont fourni l'essentiel des effectifs du crime organisé aux États-Unis au cours du 19^{ième} siècle et du début du 20^{ième}. Au Québec, il est à cet égard éclairant de comparer la situation des deux villes principales. À Montréal, qui s'enorgueillit d'être une ville multiethnique, il y a prolifération des fusillades et des crimes crapuleux imputables aux gangs de rue recrutant parmi les minorités allogènes. Québec par contre, qui est encore assez homogène (trop selon les wokes), est épargnée par ce phénomène et le taux de criminalité y est beaucoup plus bas. Détail révélateur : dans la liste, publiée il y a quelques années par le Journal de Québec, des personnes condamnées pour proxénétisme juvénile dans la région de Québec, les Noirs étaient très majoritaires. Certains prétendent que la plus forte criminalité des groupes ethniques allogènes résulterait de la discrimination qui les maintiendrait dans la pauvreté et du profilage racial par les policiers. On peut cependant douter du lien de causalité que certains établissent entre la pauvreté et la criminalité, quand on se rappelle des Canadiens français de l'époque traditionnelle, qui étaient pauvres, mais chez qui la criminalité était à peu près inexistante. En fait, c'est plutôt la criminalité d'un groupe ethnique qui cause sa pauvreté, en faisant obstacle à son intégration dans la société. Quant au profilage racial, qui est en réalité un profilage criminel, il est la conséquence et non la cause de la criminalité plus élevée chez certains groupes ethniques, les policiers s'appuyant sur l'expérience vécue dans l'exercice de leurs fonctions pour identifier préventivement les personnes les plus susceptibles de commettre un crime. Certes, la progression de l'intégration d'un groupe ethnique dans la société est susceptible de s'accompagner d'une criminalité moindre parmi ses membres. Ce fut le cas, par exemple, des Irlandais et des Italiens aux États-Unis : plus ils se sont assimilés à la majorité blanche de souche, plus leur rôle dans le crime organisé a décliné. Par contre, les minorités ethniques allogènes sont moins susceptibles de s'assimiler et elles ont souvent tendance à se replier sur elles-mêmes, à se ghettoïser. Un tel résultat est d'autant plus probable lorsque l'arrivée d'un groupe ethnique survient dans un contexte d'immigration massive, contribuant à une plus forte criminalité. Certes, la première génération d'immigrants, reconnaissante d'avoir été accueillie, se montre souvent très respectueuse de la Loi, mais c'est chez les générations

suivantes que le problème survient. Déçus dans leurs attentes peu réalistes, plusieurs sont alors conduits à se révolter contre la société d'accueil, ce qui peut prendre la forme d'une criminalité qu'aucun sentiment d'appartenance ne vient freiner. Cette révolte est d'ailleurs nourrie par les activistes wokes, qui s'emploient à conforter les minorités ethniques dans l'idée qu'elles sont victimes de racisme et d'exploitation.

- LA DOCTRINE LIBÉRALE SUR LA JUSTICE

Jean-Jacques Rousseau écrivait que l'homme est bon et que c'est la société qui le corrompt. La doctrine libérale en matière de justice a fait de cet aphorisme son paradigme. Elle considère que le criminel est une victime ou un malade et qu'il n'est pas vraiment responsable de ses actes. Ceux-ci seraient plutôt le résultat d'une éducation déficiente, de traumatismes de jeunesse, ou de la pauvreté. C'est pourquoi il faudrait mettre l'accent sur la réhabilitation plutôt que sur les châtiments et ceux-ci devraient être aussi peu sévères que possible. La façon dont est aujourd'hui traité le problème de la drogue est typique de l'approche libérale. La toxicomanie est désormais considérée comme une maladie plutôt qu'un crime et les personnes hospitalisées pour cette raison sont libérées dès que leur état le leur permet, sans être obligées de suivre une thérapie. Les usagers de drogues dures ont droit à des centres d'injections supervisées, sans que cela soit lié à une démarche de désintoxication. Pire encore, des gouvernements, dont celui du Canada, ont légalisé la consommation du cannabis, au grand plaisir des amis du Parti libéral ayant investi dans les entreprises qui le cultivaient, et sans égard aux conséquences pour la population, tandis que des gouvernements comme celui du Québec se sont empressés de mettre en place une société d'État pour en monopoliser la vente.

L'effet de cette philosophie d'indulgence est aggravé par l'insuffisance des ressources allouées aux tribunaux et au système carcéral, ce qui conduit à l'abandon d'accusations en cas de délais trop longs à tenir un procès (selon la jurisprudence de l'arrêt Jordan), même en cas de culpabilité manifeste, et à la libération anticipée de récidivistes pour réduire le surpeuplement des prisons. On aboutit ainsi à un système de justice qui se préoccupe davantage des criminels que des victimes, qui ne reconnaît pas le droit à la vie de l'enfant à naître, mais qui se montre plein de mansuétude pour les meurtriers.

La mouvance politiquement correcte a transposé cette façon de voir aux groupes raciaux, en prétendant que si les membres de minorités visibles sont plus souvent accusés de crimes et emprisonnés, ce serait en raison de la discrimination et du profilage dont ils sont victimes, et non parce qu'ils commettent plus de crimes. Si les gangs de rue se moquent de la Loi et agissent comme des prédateurs, la faute en reviendrait à la majorité blanche qui maintiendrait les minorités dans la pauvreté. D'où l'idée folle qu'il faudrait que le nombre de membres de minorités allogènes qui sont arrêtés ou emprisonnés ne dépasse pas le poids de leur ethnie dans la population, en faisant preuve de plus d'indulgence dans la répression des crimes qu'ils commettent. Les médias politiquement corrects se sont faits les promoteurs de cette conception, en propageant l'image d'une organisation policière rongée par le racisme et pratiquant le profilage racial. Toutefois, cela contient souvent une part de mystification. Ainsi, dans le cas de Tyre Nichols, ce Noir battu à mort au début de 2023 par des policiers noirs à Memphis aux États-Unis, les médias ont attribué cette mort au suprémacisme



blanc, alors que ce qui s'est passé ressemblait bien plus à une bagarre entre gangs de rue. En mettant en doute la légitimité de l'action des policiers, les médias les empêchent de défendre la société et encouragent les délinquants à leur résister, enclenchant ainsi un cercle vicieux où les policiers se voient contraints d'avoir plus souvent recours à la force.

- L'ATTITUDE AMBIGUË À L'ÉGARD DE LA VIOLENCE

La sélection naturelle qui s'est poursuivie depuis le début des temps a fait du mâle humain un guerrier. Dans la société traditionnelle, ce rôle s'exerçait dans le cadre des guerres, c'est-à-dire l'usage discipliné de la violence pour assurer la survie de la communauté. Dans les sociétés occidentales actuelles, par contre, la guerre est devenue rare et ne concerne plus qu'un nombre restreint de soldats professionnels. L'agressivité masculine naturelle doit donc être canalisée dans d'autres activités, comme le sport, car sinon, elle s'exprimera par la violence irraisonnée ou le crime. Or, les adeptes de la rectitude politique ne cessent de s'insurger contre la violence dans les sports; on parle d'en proscrire certains, comme la boxe, on veut interdire les mises en échec et les bagarres dans un sport de contact comme le hockey, ainsi que les rituels d'initiation. Cela pourrait conduire à une féminisation des sports masculins, qui les empêcherait de jouer leur rôle d'exutoire. Paradoxalement, les censeurs politiquement corrects tolèrent que leurs amis des médias, de l'industrie du spectacle et des jeux vidéo surexposent leur auditoire à la violence gratuite et au crime. Les émissions de télévision portant sur les enquêtes criminelles prolifèrent, les films d'action et les jeux vidéo mettent en scène dix meurtres à la minute. On peut penser que les gens sont capables, pour la plupart, de distinguer l'imaginaire du réel, mais il reste que cette banalisation du crime et de la violence ne peut que finir par déteindre sur les comportements. Cette attitude laxiste de la mouvance politiquement correcte à l'égard de la violence à l'écran contraste avec son

intransigeance sur la question des armes à feu. Il faut reconnaître qu'il arrive trop souvent que ces armes se retrouvent dans les mauvaises mains et que cela contribue à l'épidémie de crimes violents qu'on constate aujourd'hui. Toutefois, les adeptes de la rectitude politique abordent le problème par le mauvais bout, comme si c'étaient les armes qui étaient responsables des meurtres et non les criminels ou les déséquilibrés qui les utilisent. Les solutions qu'ils préconisent, comme l'enregistrement des armes et la restriction ou l'interdiction de leur vente, pénalisent les citoyens respectueux de la Loi, sans empêcher les criminels et les déséquilibrés de se procurer des armes illégalement.

- LE COMPORTEMENT CORPORATISTE DES ACTEURS DU SYSTÈME JUDICIAIRE

L'attitude des principaux acteurs du système judiciaire, juges et avocats, qu'on peut résumer par la formule « la justice n'a pas de prix », contribue à augmenter le nombre, la durée et le coût des procédures. Certains avocats s'ingénient à multiplier les recours, dont la longueur leur profite. Les juges s'efforcent de maximiser leurs honoraires et de minimiser leur tâche, aidés en cela par les jugements de la Cour suprême restreignant étroitement la capacité des gouvernements de limiter leur rémunération, en vertu du principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire. Les juges ont également laissé s'imposer une approche très formaliste de la justice qui fait en sorte qu'une technicalité peut suffire à faire rejeter des preuves ou avorter un procès. Tout cela se traduit par de nombreux délais dans le déroulement des procédures judiciaires, par des acquittements prématurés et par des coûts élevés qui restreignent l'accès des citoyens ordinaires à la justice.

- LA POLITISATION DE LA JUSTICE

Dans une société stable comme l'était la société traditionnelle, la Loi et les jugements des tribunaux reflètent des valeurs partagées de façon presque unanime par la population. Cette stabilité est ébranlée lors des périodes

révolutionnaires, lorsque des minorités contestataires entreprennent d'imposer leur hégémonie sur la société. C'est ce que s'est efforcée de faire la mouvance politiquement correcte à compter de la fin des années 1980. Prenant la relève du mouvement marxiste après sa déconfiture, les activistes de la rectitude politique ont réussi à noyauter des rouages-clés de la société, comme les médias, les industries du spectacle et de la publicité, les universités, les écoles, et les syndicats, et ils ont entrepris d'imposer leur idéologie à leurs concitoyens. Par intérêt ou par lâcheté, d'autres acteurs de la société, comme les grandes entreprises, les administrations publiques et les formations politiques du centre et de la gauche, se sont rangés de leur côté.

Cette mise au pas politiquement correcte n'a pas épargné le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Les parlements ont adopté des chartes de droits donnant un point d'appui aux revendications des divers groupes de pression regroupés sous la bannière de la rectitude politique, ainsi que des législations criminalisant toute une série de comportements réprouvés par celle-ci, même lorsque ces comportements étaient considérés sans gravité par la population en général, voire tout à fait normaux. On peut même penser que cela s'est traduit par une disparition de l'égalité devant la Loi, les délits affectant les femmes, les LGBT et les minorités visibles étant désormais considérés plus graves que ceux commis contre le reste de la population. S'appuyant sur le caractère constitutionnel accordé aux chartes de droits, l'activisme judiciaire de certains tribunaux a conduit au développement d'une jurisprudence qui a encore aggravé la transformation politiquement correcte du cadre législatif. Se permettant d'invalidier les lois adoptées par les élus du peuple lorsqu'elles ne leur apparaissaient pas conformes aux chartes, ces tribunaux activistes se sont ainsi érigés en un gouvernement des juges qui a dépossédé le peuple de sa souveraineté. Les tribunaux sont devenus un instrument de répression des gestes non conformes à la rectitude politique et quand les tribunaux réguliers ne montrent pas assez de zèle à cet égard, on crée alors des tribunaux spécialisés. Cette transformation des juges en agents de la rectitude politique s'est faite progressivement. Le financement abondant des organisations d'inspiration gauchiste (cotisations syndicales obligatoires, subventions etc.) leur a permis d'embaucher des avocats en grand nombre et plusieurs d'entre eux ont fini par être nommés juges, apportant avec eux les convictions acquises dans leurs emplois précédents. La magistrature a été ainsi contaminée de plus en plus par l'idéologie politiquement correcte, de sorte qu'elle a cessé d'être un rempart contre la déraison gauchiste. Toutefois, l'adhésion de la population à la doctrine politiquement correcte est loin d'être complète, tant plusieurs de ses aspects s'écarteraient du bon sens le plus élémentaire. La propagande intense de la rectitude politique est peut-être parvenue à pousser une part importante de la population, celle qu'on appelait naguère les suiveurs, à donner une adhésion passive et superficielle, mais il subsiste une minorité non négligeable qui continue à résister à la mainmise politiquement correcte sur la société.

Cette minorité, les activistes de la rectitude politique cherchent à la réprimer de toutes les manières possibles, au point qu'on peut parler de guerre civile larvée. En plus de pratiquer une censure presque sans faille grâce à sa domination des médias établis, la mouvance politiquement correcte a recours, par le biais de ses ailes radicales wokes ou antifa,



à des tactiques violentes, comme les manifestations agressives, l'intimidation physique des personnes d'opinion différente, ou même des attentats. Ces tactiques provoquent parfois des répliques de la part des adversaires les plus résolus, voire des actes terroristes dans le cas de certaines personnes moins équilibrées mues par le désespoir. Toutefois, les pouvoirs publics et les tribunaux ne font pas preuve de la même sévérité, selon que les personnes visées sont des adeptes ou des adversaires de la rectitude politique, et on a pu constater au cours des dernières années bien des cas de deux poids deux mesures. Ainsi, aux États-Unis, les participants aux émeutes organisées par Black Lives Matter (BLM) au cours de l'été 2020, qui ont fait plusieurs centaines de victimes, morts ou blessés, et qui ont causé des dommages se chiffant en milliards de dollars (US), ont rarement été condamnés, tandis que les manifestants pro-Trump qui ont fait irruption dans le Capitole de Washington en janvier 2021 ont été poursuivis avec acharnement, malgré le petit nombre de victimes (cinq morts, dont quatre parmi les manifestants et trois en raison de crises cardiaques) et le peu de dommages matériels. Le Canada n'a pas été en reste, lorsqu'on voit avec quelle indulgence ont été traités les activistes se réclamant de la cause autochtone lorsqu'ils ont bloqué le réseau ferroviaire pendant des semaines, ou les participants aux manifestations étudiantes du printemps 2012, qui ont paralysé les réseaux universitaire et collégial au Québec et donné lieu à beaucoup de vandalisme (certains d'entre eux se sont même vu accorder, en 2023, des compensations pour avoir été brièvement détenus par la police : un comble!), ou encore les casseurs qui s'en sont pris aux églises et aux monuments dans la foulée des émeutes de BLM aux États-Unis. Par contre, les participants à la manifestation contre les mesures sanitaires excessives, tenue à Ottawa en 2022, ont été visés, en vertu de la Loi sur les mesures d'urgence, par des sanctions de toutes sortes et de multiples poursuites. De même, certains opposants aux grèves étudiantes de 2012 ont reçu des sanctions administratives, tandis que le chef du groupe nationaliste Atalante s'est vu imposer une odyssée judiciaire pour avoir tenu une brève manifestation humoristique, sans dommages ni violence, dans les locaux d'une officine de presse d'extrême-gauche de Montréal.

L'acharnement de la mouvance politiquement correcte à imposer un nouvel ordre conforme à son idéologie et l'utilisation du système de justice pour persécuter ceux qui s'y opposent ne peuvent que rebuter cette partie de la population qui reste attachée à son identité nationale et aux valeurs traditionnelles, et dont l'attitude conservatrice a toujours constitué le principal pilier d'un ordre social respectueux de la Loi. Certains commentateurs se disent surpris de voir les mouvements populistes de droite prêcher la révolte contre les institutions passées sous la domination de la rectitude politique. Ils s'étonnent de les voir abandonner la position dite du « law and order » censée être la caractéristique principale de toute formation de droite. Toutefois, depuis que la mouvance politiquement correcte s'est assurée d'une emprise sur les principaux rouages de la société, la Loi et l'ordre signifient la destruction des Nations, l'éradication des traditions, le rejet du bon sens et, à terme, le remplacement des populations de souche. Le principe de la loi et de l'ordre ne veut pas dire qu'on doive respecter n'importe quelle loi et n'importe quel ordre. Les mouvements populistes de droite ont donc raison de considérer qu'un État et des institutions qui travaillent contre la préservation de l'identité nationale et des valeurs traditionnelles ne méritent pas de subsister.

DES SOLUTIONS?

Que pourrait-on faire pour solutionner les problèmes qui se posent dans les domaines de la sécurité publique et de la justice au Québec? Commençons par les solutions visant à rendre le système actuel plus efficace, soit celles consistant à améliorer son financement, son organisation et son mode de fonctionnement, ainsi que les activités qui complètent son action. Tout d'abord, il y aurait lieu d'accroître les ressources à la disposition des corps policiers, des tribunaux et du réseau carcéral et d'améliorer leur organisation, pour leur permettre de s'acquitter plus adéquatement de leurs responsabilités. Dans le cas des tribunaux, diverses mesures devraient être prises pour en renforcer l'efficacité : embauche de personnel de soutien en nombre suffisant, réduction de la paperasse par une informatisation des dépôts de documents et des archives, révision des procédures, en empêchant notamment les recours dilatoires, de manière à permettre un traitement plus expéditif des cas, réduction des embûches juridiques limitant l'admissibilité des preuves et usage systématique d'outils permettant d'établir plus rapidement l'innocence ou la culpabilité (polygraphe etc.), développement de formules de rechange à la judiciarisation pour les délits mineurs et les causes civiles, comme l'arbitrage. Il faudrait revoir les règles selon lesquelles sont fixées la rémunération et la tâche des juges, afin de mieux contrôler les coûts de la magistrature. Dans le cas du système carcéral, il faudrait prévoir un nombre suffisant de places, tout en développant des formules de détention moins coûteuses que les prisons conventionnelles. Quant aux corps policiers, il y aurait lieu d'améliorer la formation de leurs membres et d'y incorporer des ressources spécialisées pour leur permettre de s'acquitter adéquatement des tâches qui se sont ajoutées à leurs responsabilités, en particulier la répression des crimes par informatique et le traitement des situations liées à des problématiques psychiatriques et sociales. Il faudrait également, pour éviter que ces problématiques finissent par accaparer une part excessive de l'attention des policiers, prévoir des mesures préventives dans des domaines comme l'aide aux personnes souffrant de troubles psychologiques, aux jeunes des milieux défavorisés et aux familles. Dans cette perspective, on devrait remettre en cause la forme extrême qu'a prise la politique de désinstitutionnalisation des personnes atteintes de troubles mentaux et la pratique des portes tournantes qui en est la conséquence. Enfin, il faudrait favoriser au maximum l'accès des garçons aux sports d'équipe, afin de donner à leur agressivité naturelle un exutoire autre que la délinquance et la violence gratuite. Il faudrait cependant éviter que la controverse suscitée par les gestes déplacés posés lors de certaines initiations serve de prétexte pour bannir des sports de contact masculins toute confrontation physique et les assujettir aux règles de la rectitude politique.

Les mesures décrites dans les lignes qui précèdent ne suffiront cependant pas, si on ne s'attaque pas aux fondements socio-culturels et politiques des problèmes vécus en matière de sécurité publique et de justice. Comme pour bien d'autres problèmes de notre société, l'amélioration de la situation passe par une contre-révolution des valeurs mettant fin au renversement des valeurs traditionnelles provoqué par la rectitude politique. La vision ultra-libérale et hédoniste du monde portée par cette dernière doit être remplacée par un retour à des valeurs comme le sens du devoir, la responsabilité personnelle, le respect de l'autorité

et de la Loi. Les idées politiquement correctes débiliteraient devraient retourner au néant dont elles n'auraient jamais dû sortir. Comme la prédominance actuelle de ces idées est la conséquence du noyautage de plusieurs rouages de la société par les adeptes de la rectitude politique, il faudra déloger ces derniers de leurs positions d'influence et remettre en question les mécanismes dont ils se sont servis pour assurer leur emprise sur la société.

Il faudra faire refluer la philosophie libérale qui inspire actuellement l'application de la justice. Le souci premier doit redevenir la protection de la société et des victimes, et non des criminels et des délinquants. Il est correct de privilégier la réhabilitation dans les cas où un délit constitue une erreur de jeunesse ou un accident isolé dans la vie d'une personne, mais les récidivistes doivent être traités avec sévérité, selon le principe qu'un arbre peut être redressé quand il est jeune, mais pas quand il est parvenu à maturité. Ceux qui s'opposent à une plus grande sévérité de la justice cherchent à discréditer cette approche en la qualifiant de vengeance et nient qu'elle puisse avoir un effet dissuasif. Or, la crédibilité de la justice dans la population exige qu'il y ait proportionnalité entre le dommage causé par un crime et sa punition et il est loin d'être clair que la sévérité des peines ne dissuade pas les criminels de passer à l'acte, du moins les moins endurcis. Cependant, les questions de la justice comme vengeance et de son effet dissuasif demeurent des considérations accessoires; l'important, c'est d'empêcher à tout jamais les criminels d'habitude de nuire à la société et aux bons citoyens, de les éliminer du corps social. Cela suppose le recours à de longues peines de prison ferme, ou la déportation dans des régions inhabitées (cette formule a eu de bons résultats dans le cas de l'Australie, car c'est ainsi qu'elle a d'abord été peuplée), voire à la peine de mort dans les cas les plus graves. À ce propos, on ne peut qu'être étonné de voir les adeptes de la rectitude politique, qui acceptent avec tant de légèreté la mise à mort de nombreux enfants à naître, s'indigner du sort des criminels les plus endurcis et condamner comme inhumain le simple fait d'évoquer la possibilité de rétablir la peine de mort pour les crimes particulièrement horribles. Il faut mettre fin au laxisme actuel de la justice, avec ses peines trop légères, ses acquittements injustifiés et ses libérations trop hâtives. Évidemment, les peines les plus sévères devront être appliquées avec discernement et ne viser que les personnes ayant commis de façon délibérée des crimes particulièrement affreux et crapuleux, en particulier lorsqu'il s'agit de récidivistes. La réhabilitation resterait à l'ordre du jour dans le cas des actes de délinquance commis par des jeunes et des crimes de moindre gravité ou comportant des circonstances atténuantes.

En ce qui a trait aux armes à feu, il faudrait éviter de s'en prendre aux honnêtes citoyens qui en possèdent, mais privilégier plutôt une approche ciblant les criminels et les personnes atteintes de troubles mentaux. Il s'agirait de réprimer le commerce clandestin des armes, de confisquer le plus grand nombre possible de celles acquises illégalement et de développer les services en santé mentale. Permettons-nous ici une digression à propos de ce qu'il faudrait faire dans le cas des drogues. La légalisation du cannabis n'a pas solutionné les problèmes qu'elle était censée régler et elle a accéléré la banalisation de la consommation des drogues. Il faut cesser de voir cette consommation comme un simple problème de santé. Certaines drogues sont clairement létales et elles devraient être totalement prohibées, au lieu qu'on en facilite la consommation dans des centres d'injections supervisées. Dans le cas des drogues plus bénignes, on pourrait néanmoins, sans pour autant donner raison à ceux qui prétendent

qu'il est impossible d'en empêcher la consommation, se demander si le développement de certains modes de contrôle social de leur usage ne serait pas plus efficace pour prévenir les abus qu'une prohibition complète. On pense ici aux pratiques de certaines communautés autochtones traditionnelles, dont les rites d'initiation religieuse s'accompagnaient d'un usage strictement encadré de drogues.

Enfin, il faudra prendre plus clairement conscience de la dimension ethnique de la justice et de la sécurité publique. Il faudra reconnaître que plus une société est homogène, plus la criminalité y reste un phénomène marginal et donc conclure, en toute logique, que l'immigration doit demeurer peu nombreuse et provenir pour l'essentiel de peuples étroitement apparentés, ethniquement et culturellement, susceptibles de s'assimiler complètement à l'intérieur d'une ou deux générations. Malheureusement, dans la situation actuelle du Québec et de bien d'autres pays occidentaux, cette condition n'est pas réalisée, car les politiques d'immigration malavisées des gouvernements ont fait en sorte que les minorités allogènes représentent une part croissante de la population. Dans ce contexte, il faut apprendre à voir l'immigration pour ce qu'elle est, une invasion pouvant conduire au remplacement du peuple d'accueil, si celui-ci ne fait rien pour se défendre. Dans ce que certains peuvent qualifier de guerre de races, la police constitue un rempart essentiel pour la défense des habitants de souche d'un pays. Ces derniers sont donc malvenus de contribuer à son affaiblissement en critiquant ses méthodes et en appuyant ceux qui l'accusent de brutalité ou de profilage racial. Certes, il est souhaitable que le recrutement et la formation des policiers soient organisés de façon qu'ils sachent s'acquitter de leurs fonctions avec professionnalisme et en évitant l'usage excessif de la force, mais il importe de ne pas paralyser leur action par des critiques constantes. De plus, il est essentiel qu'au Québec, le contrôle des corps policiers demeure entre les mains de Québécois de souche. Or, on a mis en place au cours des dernières années des politiques de recrutement diversitaires, parfois jusqu'aux plus hauts échelons. Certes, le nouveau chef de police de Montréal, Fahdi Dagher, apparaît compétent et digne de respect et ce n'est pas une mauvaise chose que des policiers appelés à intervenir dans les quartiers ethniques en soient issus, mais ce mouvement vers la diversité ne doit pas dépasser certaines limites. Si les corps policiers cessent d'être composés majoritairement de Québécois de souche, notre peuple se retrouvera sans défenseurs face à ceux qui voudraient agir en prédateurs et accélérer le grand remplacement par la violence et l'intimidation.





LE QUÉBEC PEUT-IL TIRER SON ÉPINGLE DU JEU MONDIAL DANS L'ÈRE POST-COVID ? 2020 EST L'ANNÉE QUI A TOUT CHANGÉ. LA PANDÉMIE DE COVID-19 A EXACERBÉ DES TENSIONS DÉJÀ PRÉSENTES ENTRE LES ÉTATS-UNIS, LA CHINE ET LE RESTE DU MONDE. LES AMÉRICAINS QUE NOUS VOYONS DÉJÀ AFFAIBLIS DÉMONTRENT UN PEU PLUS LEUR INCAPACITÉ À CHAQUE JOUR À CONTENIR QUANTITÉ DE CONFLITS DANS LE MONDE QUI SE MULTIPLIENT. DANS UN TEL CONTEXTE, EST-CE POSSIBLE MALGRÉ TOUT QUE LE QUÉBEC TIRE SON ÉPINGLE DU JEU ? OUI, CELA EST PARFAITEMENT POSSIBLE. ET NOUS ALLONS VOIR POURQUOI.

Le premier conflit de cette nouvelle ère, qui est caractérisée par la fin de l'hégémonie américaine, est la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Au début, si l'offensive russe a pu être contenue par les Ukrainiens et les bailleurs de fonds occidentaux, il semble maintenant que l'on se retrouve avec un scénario du type Corée. C'est-à-dire un pays divisé en deux entités politiques par des occupants aux intérêts divergents. La Russie n'a peut-être pas réussi à renverser le régime « nazi » de Kyiv, il demeure néanmoins qu'ils ont probablement gagné par l'usure pour de bon la Crimée et les territoires du Donbass.

L'autre conflit, c'est entre le Hamas et Israël. Bien sûr, il est encore trop tôt pour estimer les conséquences à long terme sur Israël, mais ce que nous pouvons déjà constater, c'est que les tentatives de normalisation des relations avec le monde arabe sont à l'arrêt, que l'opinion publique mondiale s'est retournée massivement contre Israël, et que la génération Z n'est plus aucunement favorable à l'État hébreu et son offensive à Gaza. Ce qui a fait dire à un lobbyiste pro-Israël que ce n'est pas l'algorithme de TikTok qui est le problème, mais que la jeune génération est massivement pro-Palestine.

Sans compter ces plus petits conflits en arrière-plan : Arménie contre Azerbaïdjan, qui mériterait une chronique à lui tout seul sur le génocide à petit feu des chrétiens d'Orient. Mais qu'est-ce que ces conflits ont en commun ? C'est qu'ils sont possibles maintenant que les Américains sont incompetents à être les gendarmes du monde. Maintenant que l'Empire est inapte à même gérer son propre terrain, les conflits se multiplient partout et il semble que rien ne pourra arrêter cette chute des dominos.

Au Québec, nous possédons bien évidemment avec les États-Unis une longue frontière. Mais cela ne devrait pas nous empêcher de penser à la suite : nous pouvons parfaitement tirer notre épingle du jeu dans cette nouvelle ère post-Covid. Le Canada a décidé de se suicider par l'immigration massive, la consommation libre de toutes les drogues, dont nous voyons les ravages dans les grandes villes comme Toronto, Ottawa et Vancouver. Et la guerre de tous contre tous qui se profile au Canada anglais, conséquence d'une politique d'immigration suicidaire qui n'a pas pris en compte les intérêts nationaux, le nombre d'immigrants qui deviennent de véritables diasporas ainsi que le plus

important : la compatibilité civilisationnelle. Lisez les journaux anglophones pour vous rendre compte de la rivalité qui touche les hindous et les sikhs de la région de Toronto. C'est vraiment ça que nous voulons pour notre Québec ?

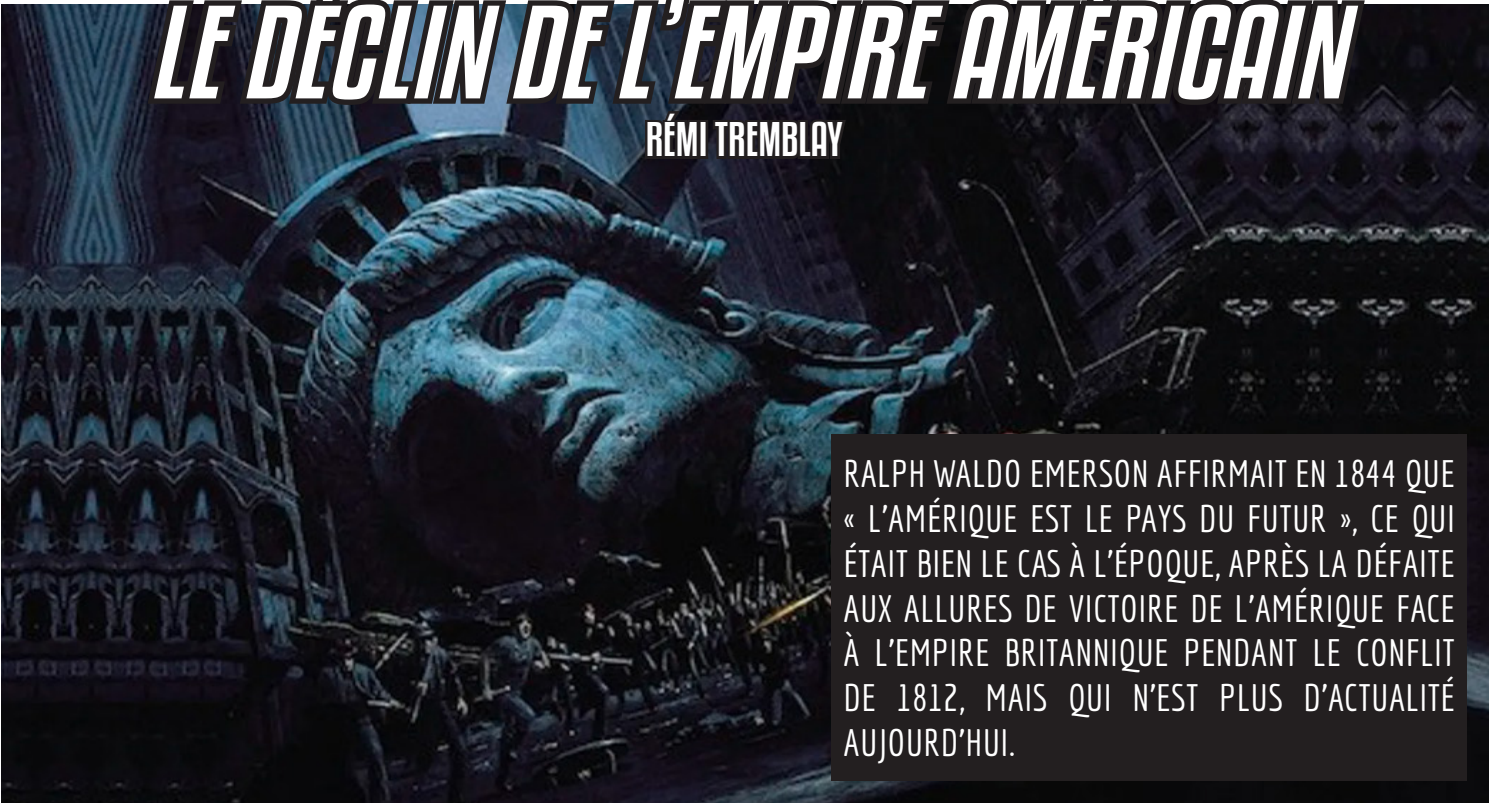
Le libéralisme de Justin Trudeau est décrié à travers le monde, et maintenant, le Canada a cette image d'un État colonial, ultralibéral, qui a des milliers de sans-abri drogués dans ses rues. Des enfants de responsables politiques chinois qui conduisent des Lamborghini dans les rues de Vancouver, des compagnies minières prédatrices qui mettent en danger l'environnement en Amérique du Sud, des sikhs à turban portant fièrement l'uniforme de la police montée. C'est surtout un pays quitté par de plus en plus de nouveaux citoyens, qui vont voir ailleurs, car les prix du logement sont délirants.

Si le Canada a choisi de se suicider par son ultralibéralisme libertaire, le Québec n'a pas besoin d'accepter cette fatalité et nous pouvons déclarer notre indépendance sans que personne ne puisse dire quoique ce soit contre nous. D'un côté, avec la partition de l'Ukraine, dénoncée par les Occidentaux, qui oserait appuyer le Canada s'il voulait faire la même chose avec le Québec ? Cela serait tout simplement indéfendable. Tout comme bon nombre d'États seront prêts à travailler avec nous. Les ennemis du libéralisme. Vous les connaissez. Mais s'il faut choisir ses alliés avec parcimonie pour ne pas finir humiliés et vaincus, les États-Unis ont même intérêt à la création d'un Québec indépendant. De toute façon ils ne pourront rien faire contre. Comme ils n'ont jamais réussi à reconquérir Cuba.

Ceux-ci ont tout intérêt à une intégration des provinces canadiennes dans leur empire. Qui pourrait les aider pendant un temps avant le grand naufrage. Peu de choses distinguent les États du nord-est des Maritimes, du Montana et de l'Alberta. De même que la Colombie-Britannique ressemble beaucoup à l'Oregon ou à la Californie. Le Québec étant cet ovni culturel, il serait mieux pour eux qu'il forme un État indépendant, avec qui les Américains pourront développer des relations cordiales. Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve, mais le Québec a le choix entre mourir ou vivre. Et le contexte mondial nous est favorable. Ne perdons pas cette chance.

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN

RÉMI TREMBLAY



RALPH WALDO EMERSON AFFIRMAIT EN 1844 QUE « L'AMÉRIQUE EST LE PAYS DU FUTUR », CE QUI ÉTAIT BIEN LE CAS À L'ÉPOQUE, APRÈS LA DÉFAITE AUX ALLURES DE VICTOIRE DE L'AMÉRIQUE FACE À L'EMPIRE BRITANNIQUE PENDANT LE CONFLIT DE 1812, MAIS QUI N'EST PLUS D'ACTUALITÉ AUJOURD'HUI.

Sans tomber dans les prophéties, qui en disent habituellement plus long sur le degré d'optimisme ou de pessimisme de leur auteur, on ne peut que constater que les États-Unis, l'Empire par excellence de la période ayant débuté après la Seconde guerre, est en phase terminale. La question n'est plus de savoir si Washington pourra continuer à tenir sa position hégémonique dans les prochaines décennies, mais si les états resteront réellement « unis » ou s'ils éclateront, l'État central devenant de plus en plus incapable de maintenir des services et un sens de cohésion.

Ce dernier scénario peut sembler hautement improbable, tout comme l'éclatement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques semblait n'être qu'une prédiction farfelue en 1989. Les générations qui ont grandi dans l'ombre de l'Oncle Sam n'ont connu que le statu quo, cette stabilité assurée par l'Empire américain. Sa chute devrait convaincre les plus dubitatifs de l'inévitabilité de changements drastiques à venir.

Pour expliquer ou du moins convaincre le lecteur du déclin actuel de l'Empire américain, on pourrait recourir à l'histoire et dresser des parallèles intéressants avec la chute de l'Empire romain. Il serait facile de lier le destin des deux entités, devenues trop grandes et métissées pour assurer une cohésion interne, mais aussi trop hédonistes pour assurer la poursuite d'entreprises de grandeur. Toutefois, inutile de retourner si loin en arrière, une simple photo de nos voisins du Sud nous donne l'heure juste sur le bilan catastrophique des États-Unis.

Tout d'abord au niveau des frontières, la situation est encore plus critique aux États-Unis qu'au Canada. Ici nous avons eu droit à l'arrivée

programmée de dizaines de milliers de clandestins à l'invitation de Justin Trudeau, mais il est bon de rappeler qu'aux États-Unis l'immigration illégale atteint des proportions complètement hallucinantes, avec plus de 2,8 millions de clandestins ayant traversé en 2023. C'est ce qui avait motivé Donald Trump à lancer un projet pour la construction d'un grand mur, mais là aussi le manque de motivation était flagrant : un président voulant enrayer l'immigration illégale pourrait le faire avec quelques mesures vigoureuses.

Dans plusieurs régions, l'État a complètement perdu le contrôle et une société parallèle s'est développée en marge de la société légale. Les clandestins travaillent, se logent et vivent sans jamais être inquiétés, en dépit des lois. On imagine mal un État incapable de s'imposer sur son propre territoire aller imposer sa volonté aux quatre coins du globe.

Pas étonnant que partout dans le monde les conflits se multiplient : le policier mondial n'a plus les moyens de ses ambitions. On peut s'attendre à ce que la Chine finisse par annexer Taiwan ou que d'autres conflits d'importance éclatent à moyen terme. L'invasion de l'Ukraine a prouvé au monde que le géant américain avait des pieds d'argile.

Côté économique, la situation n'est rien de moins que catastrophique. Bien que Washington continue de distribuer des dizaines de millions à Kiev et Tel Aviv, il ne s'agit même pas, contrairement à ce que clament certains chroniqueurs conservateurs, de l'argent des contribuables. Il s'agit de monnaie-dette. Washington ne survit que sur des dollars empruntés aux générations futures. En fait, l'argent est surtout emprunté à la Chine et

au Japon, les deux plus grands créanciers de l'Amérique, ce qui donne à ces derniers un pouvoir incroyable sur Washington. En théorie, ce sont les petits-enfants des Américains d'aujourd'hui qui devront éponger cette dette colossale, mais plus personne ne croit que cette dette ne se rembourse un jour; elle est simplement le symptôme d'un système en déroute et tout le monde s'attend à l'écrasement éventuel du système. Aucun analyste sérieux ne parle plus aujourd'hui de concepts comme le déficit zéro ou le remboursement de la dette.

Les Républicains sont heureux de dénoncer l'endettement irresponsable, car ils se trouvent sur les bancs de l'opposition et s'adressent à un électorat partisan et amnésique. Mais force est de constater que ce n'est pas Joe Biden, avec son déficit montant à ce jour à 3 700 milliards de dollars qui a creusé la tombe des États-Unis, ce fut un long processus. Donald Trump avant lui avait accumulé 8 200 milliards \$ de déficit, pratiquement autant qu'Obama (8 590 milliards \$). La spirale a commencé avec l'ancien champion des conservateurs, Richard Nixon, premier président en temps de paix à passer les 100 milliards de dettes. Auparavant, seul Franklin D. Roosevelt avait atteint de tels sommets durant la Seconde guerre mondiale, ce qui se comprend assez bien rétrospectivement. L'abandon du dollar américain comme monnaie d'échange internationale, processus amorcé par les pays du BRICS et accéléré par l'expulsion de la Russie du système SWIFT ne fera qu'hâter le déclin déjà amorcé. Il ne s'agit plus d'une éventualité hypothétique. Le mouvement est marche. Le sacro-saint dollar US recule partout.

Même le *soft power*, concept défini par le politologue Joseph Nye, est aujourd'hui en perte de vitesse. Plus personne ne rêve de McDonald's et d'Hollywood. Certes, certaines plateformes comme Netflix continuent de se maintenir au sommet, mais justement, Netflix n'est pas tant un produit américain. La série la plus vue sur cette plateforme est certes *La Chronique des Bridgerton*, mais est talonnée par *Casa de Papel*, une production espagnole. Notons que la série coréenne *Squid Game* est aussi en bonne place.

Pour le journal suisse *Neue Zürcher Zeitung*, « l'image des États-Unis est en déclin ». Cette assertion repose non seulement sur les sondages d'opinion, mais également sur des données chiffrées. En analysant les statistiques les plus récentes concernant les étudiants et les touristes étrangers visitant les États-Unis, ainsi que les investissements directs étrangers au cours des cinq dernières années, une image émerge des États-Unis qui, bien que ne représentant pas un décrochage complet, traduit un ralentissement de l'attrait de la première puissance mondiale.

Jack Thompson écrivait quant à lui dans un autre journal suisse, *Le Temps*, que « le leadership mondial des États-Unis se révèle moins prégnant, de sorte que le pays se classe désormais au même niveau que la Chine et la Russie. »

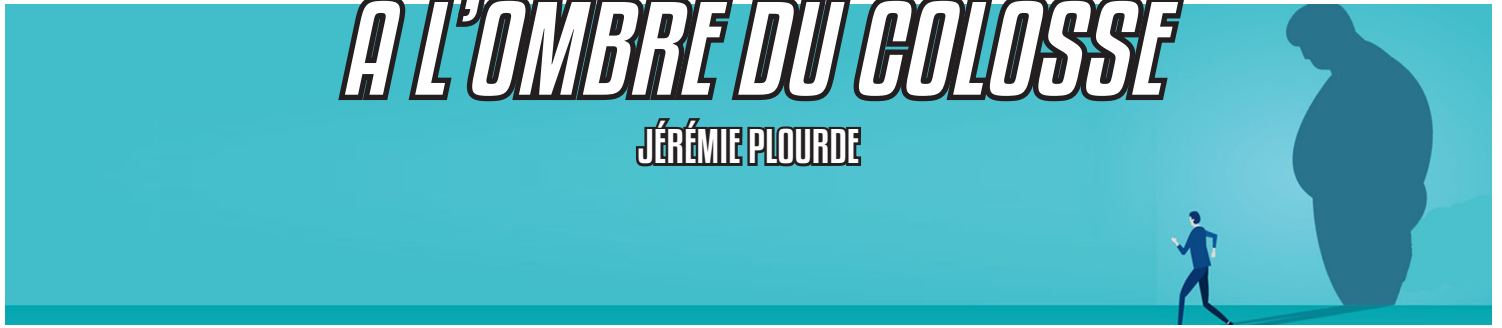
Incontestablement *l'American Way of Life* a conquis le monde bourgeois occidental par son appel à la paresse et la facilité, mais au niveau du

contenu, l'Orient est en train de supplanter les USA. Quand on regarde la jeunesse actuelle, elle ne se nourrit plus à la mamelle hollywoodienne, mais bien de K-Pop (musique coréenne), de mangas et de d'animés japonais et a remplacé les burgers et hot-dogs par les sushis et ramens. La culture orientale, homogène, virile et affirmée semble donc plus séduisante que la culture LGBTQ2 issue des studios américains. Reste à savoir s'il s'agit d'une simple mode passagère ou si le centre de gravité est réellement en train de se déplacer vers l'Est. Dans tous les cas, le Québec est encore malheureusement à la remorque, peinant à imposer chez nous une culture qui lui soit propre et qui attire les jeunes.



À L'OMBRE DU COLOSSE

JÉRÉMIE PLOURDE



IL N'AURA ÉCHAPPÉ À PERSONNE QUE LE QUÉBEC BORDE LES ÉTATS-UNIS ET PAR LE FAIT MÊME NE POURRAIT DÉVELOPPER UNE INDÉPENDANCE RÉELLE FACE À L'OGRE AMÉRICAIN. COLLÉ SUR LE CŒUR DE L'EMPIRE, UN QUÉBEC SOUVERAIN POURRAIT ASPIRER AU MIEUX À UNE CERTAINE NEUTRALITÉ, MAIS NE POURRA JAMAIS CHOISIR SES ALLIÉS SANS QUE CELA NE CRÉE DE RÉELS PROBLÈMES DESQUELS NOUS PÂTIRIONS.

Petite nation nichée sur les frontières états-uniennes, la *realpolitik* force nos dirigeants actuels et futurs à ménager notre voisin avec lequel les liens économiques sont trop forts pour ne pas nous pénaliser si nous avons un réel contentieux. Ne nous leurrions pas, si par le passé plusieurs chefs du Parti québécois ont mis leur anti-américanisme sous le boisseau, c'est au nom de l'impératif national : un Québec américanophobe n'existerait pas longtemps. Ce serait un baroud d'honneur inutile, une folie qui mettrait en jeu notre existence même.

Un Québec indépendant se rapprochera probablement de la France, selon le souhait général de Gaulle, qui avait une place importante au Québec qui était devenu un acteur international, au moins symbolique à cette époque. La Francité, voire la Francophonie, peut devenir un pôle intéressant culturellement, politiquement et économiquement, mais jamais le Québec ne saurait aller de front contre Washington. Les seuls tenants d'une telle opposition sont les plus délurés représentants de Québec solidaire, portés par un romantisme cégéprien aux accents cubains. Dans notre milieu, nous avons certes quelques fanatiques qui du fin fond de leur sous-sol espèrent une alliance russo-vénézuélo-québécoise, mais il s'agit d'un fantasme entretenu par des gens qui n'auront jamais de prise sur le réel.

Obligé d'être dominé par les États-Unis, que peut faire le Québec, s'il ne souhaite pas rester un simple vassal, mais un acteur à part entière de son destin?

C'est vers l'indépendance qu'il faut se diriger, non seulement d'Ottawa, mais aussi des États-Unis. Nous devons multiplier les partenaires extérieurs pour ne pas mettre tous nos œufs dans le même panier et chercher à nous émanciper de la dépendance au marché américain. La parenthèse Donald Trump nous a montré que du jour au lendemain le marché américain pouvait se montrer nettement moins accueillant à nos produits et ce malgré l'ALÉNA. Nous ne sommes pas des amis des États-Unis, il faut le garder en tête. Washington n'a aucun ami, ni allié, seulement des intérêts. Quand les nôtres coïncident avec les leurs, tout va bien, mais si nos intérêts venaient à diverger, il est probable que le Québec et son économie en prendraient un coup, ce qui se solderait par des pertes d'emploi, des faillites, des drames personnels.

Nous pourrions même vivre de tels désagréments si les États-Unis venaient à être frappés par une crise, qui par effet domino s'étendrait rapidement sur notre territoire, comme ce fut le cas des crises économiques du passé, la dernière datant de 2008. La fin de la domination mondiale du dollar pourrait entraîner pour nous des conséquences incroyables qu'on peine à imaginer, mais qui ne sont pas improbables. Est-ce à dire que nous devons appuyer Washington et ses politiques? Bien sûr que non, mais il est plus que temps de prendre conscience de l'importance

d'avoir une bouée de sauvetage dans le bateau. Une fois celui-ci coulé, il sera trop tard pour aller en acheter une.

En ce moment, les États-Unis représentent 72% du marché de nos exportations, avec en deuxième place l'Europe à 6%. Les autres pays, ne représentent qu'une minime fraction de ce que le Québec exporte. Bref, si du jour au lendemain les États-Unis voulaient mettre de la pression sur un Québec libre en boycottant certains de ses produits ou si le dollar américain dévaluait et rendait les importations moins rentables, le Québec serait pris à la gorge. Avec une telle dépendance au marché états-unien, toute velléité d'indépendance n'est que chimère.

Certains des produits exportés aux États-Unis sont nécessaires, peu importe la situation, notamment l'électricité, qui se place en 10^e position dans nos exportations, et qui représente un produit dont tout le monde profite avec Hydro-Québec. L'aluminium québécois, notre première exportation, pour laquelle nous figurons en première place du palmarès mondial, est aussi nécessaire à l'économie américaine, ce qui est heureux vu que son exportation représente 30% du PIB québécois. Seulement, les autres importations vers les États-Unis n'ont pas cette importance stratégique. Pensons au second produit le plus exporté, le papier journal, qui est en sursis avec le virage numérique.

Le gouvernement devrait, avant de penser créer de nouvelles usines, aider les Québécois à développer de nouveaux marchés pour leurs produits. Les produits que nous exportons le plus, comme les simulateurs de vol, les chlorates et perchlorates, les poudres propulsives les avions, hélicoptères et autres véhicules aériens ou spatiaux ou encore les alkylbenzènes pourraient intéresser les marchés émergents comme le fameux BRICS, composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. Ce marché représente plus de deux milliards de consommateurs.

En s'intéressant à de nouveaux marchés, il ne s'agit pas de trahir nos partenariats avec les États-Unis, qui n'ont aucun état d'âme quand on parle de commerce, mais d'éviter de mettre tous nos œufs dans le même panier. De même, on pourrait penser à renforcer les liens économiques avec la Francophonie et également – les perturbations avec les chaînes d'approvisionnement au cours des dernières années ayant démontré la nécessité de le faire – de penser à limiter nos exportations dans les domaines vitaux comme l'alimentation.

Au niveau politique, un retrait unilatéral de l'OTAN serait risqué, mais un retrait des *Five Eyes*, fort probable, car le petit *pea-soup* ne sera probablement même pas invité dans ce club ethnocentré anglo-saxon.

L'IMPÉRIALISME CULTUREL DANS LA MUSIQUE

ALBERT STEPHEN



PHÉNOMÈNE COMPLEXE ET OMNIPRÉSENT, SOULÈVE DES INTERROGATIONS CRUCIALES SUR LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET L'AUTHENTICITÉ ARTISTIQUE. D'UN CÔTÉ, LA DIFFUSION MONDIALE DE GENRES DOMINANTS PEUT CRÉER UNE HOMOGENÉISATION, ÉRODANT LES PARTICULARITÉS LOCALES AU PROFIT DE NORMES PRÉCONÇUES. CELA PEUT ENTRAÎNER UNE PERTE DE DIVERSITÉ MUSICALE, CHAQUE RÉGION CHERCHANT À S'ALIGNER SUR LES STANDARDS MONDIAUX.

En outre, l'impérialisme culturel musical peut exercer une pression sur les artistes locaux pour conformer leur travail aux normes globales, parfois au détriment de leurs racines culturelles profondes. Cela soulève des questions cruciales sur la préservation des identités musicales locales et la nécessité de protéger la créativité artistique authentique.

L'impact croissant des réseaux sociaux sur la scène musicale suscite des questions pertinentes quant à l'équilibre entre la présence en ligne des artistes et le temps dédié à la création musicale. De plus en plus, la réussite d'un artiste semble dépendre de sa visibilité et de son engagement sur les plateformes numériques, ce qui soulève des préoccupations quant à la qualité artistique réelle par rapport à la popularité virtuelle.

D'un côté, les réseaux sociaux offrent une vitrine mondiale pour les artistes, permettant une visibilité instantanée et une interaction directe avec les fans. Cela peut être considéré comme une opportunité unique pour les artistes émergents de se faire connaître et de construire une base de fans solide. Cependant, cette opportunité s'accompagne souvent d'une pression accrue pour maintenir une présence constante, souvent au détriment du temps consacré à la création musicale authentique.

La question cruciale est de savoir si la quête perpétuelle de likes, de partages et de commentaires ne détourne pas l'attention des artistes de l'essence même de leur métier : la musique. Le temps passé à perfectionner une image en ligne ne devrait-il pas être équilibré par un investissement équivalent dans l'affinement des compétences musicales et la création artistique ?

Dans un monde de plus en plus axé sur la visibilité numérique, il devient

impératif de trouver un équilibre entre l'attrait des réseaux sociaux et la véritable substance musicale. Il est essentiel de ne pas sacrifier la qualité artistique au profit de la notoriété en ligne, afin de préserver l'intégrité de la musique dans un paysage numérique en constante évolution.

La préservation des identités musicales locales face à l'impérialisme culturel émerge comme un impératif crucial pour maintenir la diversité culturelle et nourrir une créativité artistique authentique. Les traditions musicales régionales sont des joyaux culturels qui incarnent l'histoire, les coutumes et les valeurs d'une communauté spécifique.

En résistant à l'homogénéisation imposée par des influences culturelles dominantes, la préservation des identités musicales locales devient une forme de résistance artistique. Elle permet de protéger des trésors sonores uniques, souvent enracinés dans des pratiques séculaires. Cela favorise une connexion plus profonde entre la musique et son contexte culturel, préservant ainsi la richesse des expressions locales.

En outre, la préservation des identités musicales locales est essentielle pour garantir une véritable diversité sur la scène mondiale. Chaque culture apporte une perspective unique à l'univers musical, enrichissant ainsi le patrimoine sonore global. La perte de ces identités au profit d'une standardisation globale priverait le monde de ses multiples voix musicales.

Dans cette optique, la promotion et la sauvegarde des traditions musicales locales devraient être activement encouragées. Les institutions culturelles, les gouvernements et les artistes ont la responsabilité de veiller à ce que ces identités musicales ne soient pas éclipsées.

LE GABARIT DE LA TERREUR, JFK ET LE 11 SEPTEMBRE

PIERRE SIMON



La terreur est un théâtre... L'escroquerie du théâtre. Vous savez ce que ça veut dire ! Un tour de passe-passe ? Vous avez été trompé.

John Le CARRÉ

La petite fille au tambour, 1983

La première chose à retenir de l'assassinat de JFK et de l'attentat du 11 septembre est que les Juifs globosionistes et leurs alliés non juifs ne reculeront devant rien pour atteindre leurs objectifs hégémoniques. Comme le dit Michael Higger dans son livre *The Jewish Utopia* (L'utopie juive), « il s'avère que les Juifs, lorsqu'ils sont capturés par l'idéologie messianique, peuvent devenir de grands meurtriers, parmi les plus grands connus de l'histoire moderne ». (1) Et plus ils pensent être proches de leur objectif final, plus ils deviennent audacieux.

Deuxièmement, ces crimes font partie des mensonges et des stratégies du « choc et de la stupeur » utilisés par le peuple élu pour asservir l'humanité, ou ce qu'il en reste post-COVID, dans le jardin d'Eden qu'ils veulent créer pour eux-mêmes : propos haineux, antisémitisme, négationnisme, génocide, assassinats, racisme, climat, homosexualité, transgenrisme, pandémies, terrorisme, tout est bon pour servir leur cause.

Troisièmement, ces deux crimes sont des attentats sous faux drapeaux. « Dans chacun de ces cas, écrit le journaliste d'investigation Michael Collins Piper dans son livre *False Flags* (Faux drapeaux), les opérations israéliennes contre des cibles américaines ont été menées en se greffant à des opérations du renseignement américain déjà existantes et impliquant les individus qui étaient depuis le début liés à ces crimes. (2) Dans le cas de l'attentat d'Oklahoma, par exemple, le plan initial a été lancé par la CIA afin de discréditer le nationalisme et renforcer la sécurité intérieure. Il n'y avait aucune intention de tuer qui que ce soit. Pour ce faire, la CIA a incité Timothy McVeigh, le prête-nom des nationalistes blancs, à fabriquer et à placer une bombe destinée à l'immeuble Alfred P. Murrah situé à Oklahoma City, mais sans la faire exploser. L'opération d'infiltration a mal tourné lorsqu'une véritable bombe, ou plusieurs, a explosé. « Par la suite, souligne M. C. Piper, les Israéliens ont déployé des efforts considérables pour rejeter la responsabilité sur les

Arabes et les Musulmans qu'ils ont essayé en plus de relier à McVeigh. » (3) C'est ce que M. C. Piper définit comme le « gabarit de terreur » du Mossad : ils s'appuient sur une opération sous fausse bannière planifiée par quelqu'un d'autre, comme la CIA, et la détournent à leurs fins. Pour ce faire, ils doivent évidemment être de mèche avec les agences de renseignement impliquées ou avec la CIA.

Quatrièmement, comme l'a souligné entre autres M. C. Piper dans son livre cité ci-dessus, la plupart des enquêteurs sur ces événements se concentrent, à dessein dans la plupart des cas, sur la manière dont ces crimes ont été commis au lieu de découvrir qui les a commis et pourquoi. Par conséquent, même si quelques mots seront consacrés aux méthodes utilisées, les questions de savoir qui a planifié ces crimes et pourquoi seront au centre des explications ci-dessous.

ASSASSINAT DE JOHN F. KENNEDY

Qui : David Ben-Gourion, Premier ministre et ministre de la défense d'Israël de 1948 à 1963, le vice-président Lyndon B. Johnson (LBJ) en contact étroit avec Tel Aviv, le Mossad israélien, des agents de haut niveau de la CIA comme l'idiot utile Jim Angleton, des officiers hauts placés de la Marine inféodés à LBJ, la police de Dallas, de puissants hommes d'affaires juifs du Conseil des citoyens de Dallas qui ont préparé l'embuscade, Abraham Zapruder qui a filmé l'événement, la mafia juive ou sioniste dirigée par Meyer Lansky, et Jack Ruby, né Rubenstein, l'homme de main de la mafia juive, celui qui a tué Harvey Oswald pour l'empêcher de parler. (4) Pourquoi : L'objectif principal était de mettre au pouvoir l'impopulaire et inéligible globosioniste pur et dur, le crypto-juif, Lyndon B. Johnson. Dès qu'il est devenu président, la nuit-même où JFK a été assassiné, Johnson s'est assuré que personne ne découvrirait la vérité ; toutes les personnes clés de la commission d'enquête

Warren qu'il a mise en place étaient soit des ennemis de Kennedy, soit des sionistes purs et durs ; il a également commencé à inverser toutes les politiques de JFK qui étaient préjudiciables aux intérêts israéliens et juifs. (5)

Comme son père Joseph, et tous les Kennedy d'ailleurs, JFK n'était pas un ami d'Israël et des Juifs. En tant que pro-arabe, il n'aimait pas la façon dont les Juifs volaient les terres des Palestiniens ; il était pour le droit des réfugiés palestiniens à retourner sur leurs terres ancestrales ; il voulait réduire l'influence corruptrice du lobby juif sur la politique étrangère, freiner la mafia juive, mettre fin à la guerre du Vietnam qui profitait indirectement à Israël, et plus important encore, « Kennedy, qui avait fait du désarmement nucléaire sa mission historique, écrit Laurent Guyénot, était déterminé à empêcher Israël d'obtenir la bombe atomique. » (6) Comme le note M. C. Piper, qui fut l'un des premiers journalistes à accuser Israël dans son livre phare *Final Judgment* (Jugement final) (7), JFK était convaincu que la possession par Israël d'un arsenal nucléaire constituait, selon les termes de Sandler, l'éditeur du livre, *The Letters of John F. Kennedy*, « une menace sérieuse pour la paix mondiale » (8). Comme l'a révélé Seymour Hersh dans son livre *The Sampson Option* (L'option Sampson), il s'agit là du principal motif de l'assassinat de JFK. (9) Ben Gourion était convaincu qu'Israël ne pourrait pas survivre sans la bombe. Si les Arabes gagnaient la guerre, affirmait Ben Gourion, « ils feraient aux Juifs ce qu'Hitler a fait ». (10)

Comment : Harvey Oswald n'a jamais tiré un seul coup de feu. Il n'était pas censé tuer JFK. En tant que bouc émissaire, son rôle était d'imputer une tentative d'assassinat à Cuba et à Castro, afin de justifier une guerre avec Cuba et un changement de régime. Mais le Mossad, suivant son "modèle de terreur" défini plus haut, a pris en charge cette opération sous fausse bannière pour assassiner JFK et faire avancer sa cause. Le plan consistait à tirer sur Kennedy à l'arrière de la tête pour faire croire qu'Oswald avait tiré depuis le Texas School Book Depository (position A sur le schéma ci-dessous), mais le tireur d'élite situé de l'autre côté de la rue dans le bâtiment Dal-Tex a manqué son coup, obligeant le tireur d'élite de renfort à tirer la balle fatale depuis l'arrière de la clôture située sur la « butte herbeuse » (Grassy knoll, position B sur le schéma ci-dessous), frappant la tête de Kennedy de face. D'où la nécessité de voler le corps de Kennedy à l'hôpital et de fabriquer un faux rapport d'autopsie. La voiture qui avait transporté le Président vers sa mort a également été lavée et le pare-brise, percé de deux trous de balle, a été changé. (11)

Conséquences : Le frère de JFK, Robert, a été assassiné lorsqu'il a décidé de se présenter à l'élection présidentielle. Les globosionistes craignaient qu'il ne rouvre l'enquête sur le meurtre de son frère John. Pour ce faire, ils ont utilisé un pigeon palestinien, Sirhan Bishara Sirhan, mais aucun de ses tirs n'a tué Robert. Robert a été assassiné par un autre tireur situé dans son dos. En jetant l'opprobre sur un Arabe, le Mossad préparait déjà le terrain pour les faux drapeaux suivants, l'attentat d'Oklahoma et le 11 septembre 2001. (12) Selon l'essayiste français Laurent Guyénot, il y a beaucoup de bonnes raisons de croire que John Jr, qui se préparait à briguer le même siège de sénateur qu'Hilary Clinton, a également été assassiné pour les mêmes raisons que son oncle Robert. Les assassins de son père craignaient qu'il ne se présente à l'élection présidentielle et ne rouvre les enquêtes sur les deux assassinats. C'est ainsi que lui, sa belle-sœur et sa femme enceinte, qui se rendaient à Martha's Vineyard, ont été victimes d'un étrange et mystérieux accident. Leur avion, piloté par John, un pilote expérimenté et sérieux, a soudainement piqué du nez dans la mer. Ils se sont tous noyés. Aucune autopsie n'a été pratiquée, même si un témoin a affirmé avoir entendu une explosion avant le crash ; ils ont été incinérés par la Marine et leurs cendres dispersées en mer, une façon très inhabituelle d'enterrer un catholique irlandais comme John Jr. qui aurait dû être enterré avec son père. (13)

LE 11 SEPTEMBRE ET LA « GUERRE CONTRE LA TERREUR ».

Qui : le Mossad israélien sous les ordres du parti d'extrême droite, le Likoud, dirigé par Benjamin Netanyahu et Ehud Barak, les globosionistes juifs et non-juifs dans les rangs supérieurs de l'appareil de sécurité nationale et de renseignement américain, la plupart juifs, comme Paul Wolfowitz, William Kristol, Richard Perle, Robert Kagan, Lewis Libby, Elliott Abrahams ; des alliés non juifs comme George Bush, Dick Cheney, Donald Rumsfeld, John Bolton, Lindsey Graham, John McCain, Barack Obama, Hilary Clinton, etc. Retenez leurs noms, ceux qui sont encore en vie n'ont pas encore été jugés pour haute trahison et crimes contre l'humanité. (14)

Pourquoi : « Les preuves indiquent », écrit Christopher Bollyn dans son livre *The War on Terror. The Plot to Rule the Middle East* (La guerre contre la terreur. Le complot pour diriger le Moyen-Orient),

que le 11 septembre était une opération militaire sous faux drapeau extrêmement sophistiquée, une atrocité terroriste conçue pour infliger un choc et une stupeur au public afin d'instiller la peur et la rage dans leurs cœurs. L'objectif des attaques terroristes était de contraindre l'opinion publique américaine à soutenir un programme de guerre à durée indéterminée connu sous le nom de « guerre mondiale contre la terreur » ... Les cerveaux terroristes à l'origine de la guerre contre la terreur savaient qu'un acte terroriste massif et spectaculaire serait nécessaire pour amener les États-Unis à combattre leurs ennemis, et ils ont donc commencé, manifestement dans les années 1970, à planifier l'attaque qui a frappé les États-Unis le 11 septembre 2001. (15)

Cette guerre contre la terreur « et le plan d'assujettissement des peuples arabes est tout simplement une adaptation modifiée et modernisée du rêve sioniste historique du Grand Israël, ajusté pour répondre aux exigences des compagnies pétrolières internationales, qui sont, à leur tour, tout à fait prêtes à partager l'objectif de dominer les États producteurs de pétrole du monde arabe en partenariat avec l'État d'Israël », écrit Michael Collins Piper dans son livre *The High Priests of War* (Les grands prêtres de la guerre). (16)

Le problème avec ce plan, aussi connu sous le nom de « plan Yidon », est que le glorieux royaume de David et Salomon, la terre promise s'étendant de l'Euphrate au Nil (1R 5:1), que les terroristes sionistes ont voulu recréer avec le 11 septembre et la guerre contre la terreur qui s'en est suivie, est une fabrication totale. Salomon et son royaume n'ont jamais existé. Même l'idée que Jérusalem ait été la capitale d'Israël est fautive. L'archéologie moderne a complètement démolie ces mythes. (17) Comme le dit Laurent Guyénot dans son livre *Notre Dieu est aussi votre Dieu mais il nous a choisis. Essais sur le pouvoir juif*,

Lorsque Ben-Gourion déclara devant la Knesset, trois jours après avoir envahi le Sinaï en 1956, que l'enjeu était « la restauration du royaume de David et de Salomon », et lorsque les dirigeants israéliens continuent à rêver d'un Grand Israël aux proportions bibliques, ils ne font que perpétuer une tromperie vieille de deux mille ans - une auto-déception peut-être, mais une tromperie tout de même. (18)

Comment : L'État profond américain avait planifié des attaques sous faux drapeaux à une échelle limitée (faux attentats aériens contre le Pentagone et à Shanksville) dans le but de justifier une invasion de l'Afghanistan, mais leur plan a été repris par des agents infiltrés du Mossad qui, en suivant leur « modèle faux drapeaux », tel que défini ci-dessus, avaient un objectif beaucoup plus ambitieux. (19)

Il existe différentes théories pour expliquer comment les tours ont été détruites, mais celle-ci est la plus plausible : Les tours se sont effondrées par démolition contrôlée



; les Israéliens ont fait exploser les bombes qu'ils avaient placées sur les poutres de soutien des bâtiments lorsque les avions se sont écrasés. (20) Les avions ont été contrôlés à distance et redirigés vers les tours à l'aide d'un dispositif de guidage situé dans chaque bâtiment, exactement à l'endroit où les avions se sont écrasés. (21)

Les terroristes islamistes n'y sont pour rien. Oussama Ben Laden, El Qaïda, ou tout autre groupe terroriste d'ailleurs, n'ont pas été impliqués dans le 11 septembre. Ils ont été instrumentalisés dans le cadre d'une opération de propagande orchestrée par la CIA et les médias contrôlés par les Juifs pour justifier l'invasion américaine de l'Afghanistan, la guerre contre l'Irak et d'autres pays arabes autour d'Israël tels que la Syrie, le Liban, la Somalie, le Soudan, le Yémen et la Libye. Saddam Hussein n'avait pas d'armes de destruction massive, Bachar Assad n'a jamais gazé son propre peuple, Khadafi ne bombardait pas son peuple, lorsque leurs pays ont été attaqués prétendument pour défendre les innocents et leur offrir les merveilles de la démocratie. En ce qui concerne l'Iran, ce pays n'a jamais eu l'intention de fabriquer une bombe atomique. Les Iraniens essaient simplement de développer leur industrie de l'énergie atomique à des fins domestiques.

Les conséquences : Bien que les juifs globosionistes et leurs alliés non-juifs aient pu détruire l'Irak et la Libye, et déstabiliser la Syrie, leur ennemi juré, l'Iran, est hors d'atteinte et se renforce chaque jour avec la naissance d'un monde multipolaire et son alliance avec la Chine, la Russie, et maintenant, l'Arabie Saoudite. L'Afghanistan et les talibans sont également remis sur les rails et la Syrie, avec l'aide de son allié russe, est sur le point de reprendre le contrôle de l'ensemble de son territoire.

Personne, cependant, n'oubliera jamais la misère et la douleur infligées aux peuples du Moyen-Orient à la suite de ce nouveau « Pearl Harbor » qui leur a été imposé par la ruse, tout comme le premier Pearl Harbor qui a donné à Roosevelt l'excuse dont il avait besoin pour s'engager dans la guerre contre l'Allemagne. Trois mille personnes sont mortes dans les tours en tant que telles, mais des millions d'autres sont mortes dans la guerre contre la terreur, des millions ont été déplacées et forcées de fuir leurs pays appauvris par la destruction de leurs industries et infrastructures et les sanctions qui leur ont été imposées, et qui sont encore en vigueur aujourd'hui. Nombre d'entre eux croupissent encore dans de sordides camps de réfugiés. Des centaines de milliers d'enfants sont morts de faim et d'infections à cause des sanctions. Personne n'oubliera

jamais l'interview de la secrétaire d'État globosioniste Madeleine Albright avec Leslie Stahl lorsqu'elle a affirmé que la mort de 500 000 enfants irakiens en valait la peine. Pour qui cela en valait-il la peine, Mme Albright ? Cette guerre contre la terreur a coûté aux contribuables américains des milliers de milliards de dollars et des milliers de soldats courageux qui sont morts en combattant pour un pays étranger, alors que cette entité sioniste n'a pas fourni un seul soldat pour cette guerre sans fin, pas un seul avion, pas un seul shekel, tout en recevant des montants toujours plus importants d'aide et de soutien de la part des États-Unis et de leurs alliés. Comment cela est-il possible ? Il n'y a qu'une seule réponse : Ces crimes n'ont été possibles que parce que le gouvernement américain et ses alliés occidentaux sont entièrement entre les mains des auteurs de ces crimes et du réseau étroitement lié aux familles ploutocratiques des Rothschild qui dominent les systèmes bancaires et financiers ainsi que le complexe militaro-industriel-médiatique occidental. (22)

Références

1. Michael Higger, PhD, *The Jewish Utopia (L'utopie juive)*, The Lord Baltimore Press, 1932.
2. Michael Collins Piper, *False Flags. Template for Terror (Faux drapeaux. Un gabarit pour la terreur)*, American Free Press, 2013, p. 17.
3. Ibid, p. 19.
4. Laurent Guyénot, *La vérité inavouée des Kennedy*, 2021, p. 67.
5. Ibid, p. 35.
6. Ibid, p. 26.
7. Michael Collins Piper, *Final Judgement. The Missing Link in the JFK Assassination Conspiracy (Jugement final. Le lien manquant dans le complot pour assassiner JFK)*, America First Books, 2005.
8. Michael Collins Piper, *False Flags (Faux drapeaux)*, p. 10.
9. Seymour M. Hersh, *The Sampson Option. Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy (La solution Samson. L'arsenal nucléaire israélien et la politique étrangère américaine)*, Random House, 1991.
10. Laurent Guyénot, ouvrage cité, p. 29.
11. Michael Collins Piper, *False Flags*, ouvrage cité.
12. Laurent Guyénot, ouvrage cité, chapitre 1.
13. Ibid, pp. 105-109.
14. Michael Collins Piper, *Final Judgement. The Missing Link in the JFK Assassination Conspiracy*, America First Books, 2005.
15. Christopher Bollyn, *The War on Terror. The Plot to Rule the Middle East (La guerre contre la terreur. Le complot pour diriger le Moyen-Orient)*, p.39.
16. Michael Collins Piper, *The High Priests of War (Les grands prêtres de la guerre)*, American Free Press, 2004, p. 19.
17. Israel Finkelstein et Neil Asher Silberman, *David and Solomon : In Search of the Bible's Sacred Kings and the Roots of the Western Tradition (David et Salomon : à la recherche des rois sacrés de la Bible et des racines de la tradition occidentale)*, Free Press, 2007.
18. Laurent Guyénot, *Notre Dieu est aussi votre Dieu, mais il nous a choisis. Essais sur le pouvoir juif*, 2020, p.21.
19. Laurent Guyénot, *De Yahvé à Sion. Dieu jaloux, peuple élu, terre promise... Choc des civilisations, Sifting and Winnowing Books*, 2018, p. 386. (Traduit du français à l'anglais par Kevin Barrett).
20. *Architects and Engineers for 9/11 Truth (Architectes et ingénieurs pour la vérité sur le 11 septembre)*.
21. *cigpapers, 911 Twin Towers Terrorist Attack: 20 Amazing Facts Attaque terroriste sur les tours jumelles: 20 faits étonnants*, 22 décembre 2013.
22. Michael Collins Piper, *The New Babylon: Those Who Reign Supreme, a Panoramic Overview of the Historical, Religious, and Economic Origins of the New World Order (La nouvelle Babylon. Ceux qui règnent en maîtres, un panorama des origines historiques, religieuses et économiques du Nouvel Ordre Mondial)*, American free Press, 2009.

LES CANADIENS FRANÇAIS EN AMÉRIQUE

SYLVAIN GAUTHIER



PRESQUE CENT ANS APRÈS L'ÉPOPÉE DES PATRIOTES, L'UN DE NOS PLUS ÉMINENTS NATIONALISTES ET HISTORIENS, LIONEL GROULX, PUBLIAIT EN 1932 UN OUVRAGE REMARQUABLE : « LE FRANÇAIS AU CANADA ». DERRIÈRE CET OUVRAGE SE CACHE L'HISTOIRE DE SURVIVANCE D'UN PEUPLE ÉPRIS D'AMOUR POUR SES TRADITIONS ET SES RACINES FRANÇAISES ET CATHOLIQUES.

La grandeur de la culture française s'est exportée dans une contrée autrefois inconnue et infinie. Un pays, diront certains, de glace et de neige. Des pionniers qui, par un désir sincère de préserver leur héritage culturel et familial, ont permis à la langue française et au catholicisme de poursuivre leur parcours nord-américain et même de s'épanouir – en dépit d'une volonté menaçante et répétée d'assimilation du conquérant britannique. Leur langue et leur foi, si chères à leur cœur et à leur âme collective, étaient le socle de leur identité, de leur courage, de leur résilience et de leur détermination. Pour que cette belle nation canadienne-française ne disparaisse jamais, nos ancêtres-bâtisseurs ont rapidement pris conscience de l'importance à accorder à la transmission de nos traditions et à l'établissement d'un réseau scolaire francophone et catholique – une éducation professée dans des conditions tantôt misérables et minimalistes. Rien n'allait les empêcher d'agir comme des libérateurs de peuple et des patriotes acharnés. Le clergé contribua, lui aussi, malgré son ton parfois autoritaire, à garder bien en vie la nation canadienne-française : il était l'artisan de notre « revanche des berceaux » et il agissait comme le gardien de nos mœurs et de nos coutumes.

Nos compatriotes des autres provinces canadiennes, et tout particulièrement les Acadiens, ont eux aussi mené des luttes épiques. Comment oublier par exemple la question des écoles manitobaines de la fin du 19^e siècle ? Ils ont fait preuve d'une force de caractère exceptionnelle, d'ingéniosité et d'une fierté à toute épreuve. Les Canadiens français, bien qu'isolés dans cette mer anglo-saxonne, sont toujours là : dans le navire amiral qu'est le Québec de souche européenne, il va de soi, mais également un peu partout au Canada, éparpillés ici et là dans des communautés tissées serrées qui tentent tant bien que mal de conserver leur mode de vie dans un Canada de plus en plus multiethnique

et réfractaire au fait français.

Les orangistes d'hier prennent aujourd'hui la forme de mondialistes décomplexés, de Canadiens anglais aveuglés par la Charte des droits et des libertés dans laquelle est enchâssée un multiculturalisme institutionnalisé et d'immigrants qui viennent au Québec vivre leur rêve nord-américain. L'histoire, la culture et les enjeux identitaires des Québécois n'intéressent tout simplement pas ces immigrants qui s'établiront chez nous sans parfois même interagir avec la société d'accueil.

Il n'est pas rare de lire et entendre les médias et les politiciens anglophones laisser sous-entendre que le gouvernement québécois – en somme les Québécois eux-mêmes – est, par ses pratiques et ses récentes lois (avec entre autres la loi 21 et la loi 96) raciste et intolérant et qu'il persécute avec véhémence les minorités ethniques. Une affirmation loufoque et fallacieuse alors que le nationalisme caquiste ne repose que sur de l'électoratisme et des concepts flous et très modérés. Les sermons anglo-saxons ont de quoi nous faire sourciller. Ne passons pas sous silence le comportement douteux du conquérant britannique qui dès la Conquête de 1759 a tenté, par son génie créatif, de folkloriser voire anéantir le peuple canadien-français, c'est-à-dire le peuple fondateur du Canada. Plusieurs nationalistes canadiens-français ont d'ailleurs rapidement décelé le piège de l'entente constitutionnelle qui allait éventuellement mener à la Confédération canadienne de 1867. La critique du pacte fédératif s'est poursuivie bien des années plus tard avec un Lionel Groulx incisif : l'égalité qui liait supposément les Canadiens français et les Canadiens anglais et qui prétendait protéger les droits des minorités dans chacune des provinces a vite tournée au vinaigre quand le fanatisme orangiste s'est attaqué aux minorités françaises. C'était les débuts d'une désillusion constitutionnelle

DOSSIER DU MOIS

qui culminera avec la naissance du mouvement souverainiste. L'esprit vif de Groulx a pavé la voie à un nationalisme enraciné avant d'être progressivement dépouillé de son sens par les héritiers de la Révolution tranquille qui en firent au mieux un « nationalisme » civique insupportable.

Sans l'héroïsme et le patriotisme de nos ancêtres bien-aimés, la langue française serait, à l'exception d'un Québec qui lui aussi depuis plus de 250 ans navigue en eaux troubles, totalement disparue d'un Canada pourtant découvert, exploré, défriché et construit par les nôtres, autour d'hommes et de femmes plus grand que nature qui ont défendu et aimé ce sol d'où émane tant de beautés mais aussi tant de sacrifices et de douleurs. Notre richesse culturelle et notre histoire n'avaient aucune valeur aux yeux des Britanniques et c'est pourquoi nos droits ont été constamment bafoués, ridiculisés, banalisés et tassés du revers de la main – à commencer par des politiciens québécois qui surent nous poignarder dans le dos.

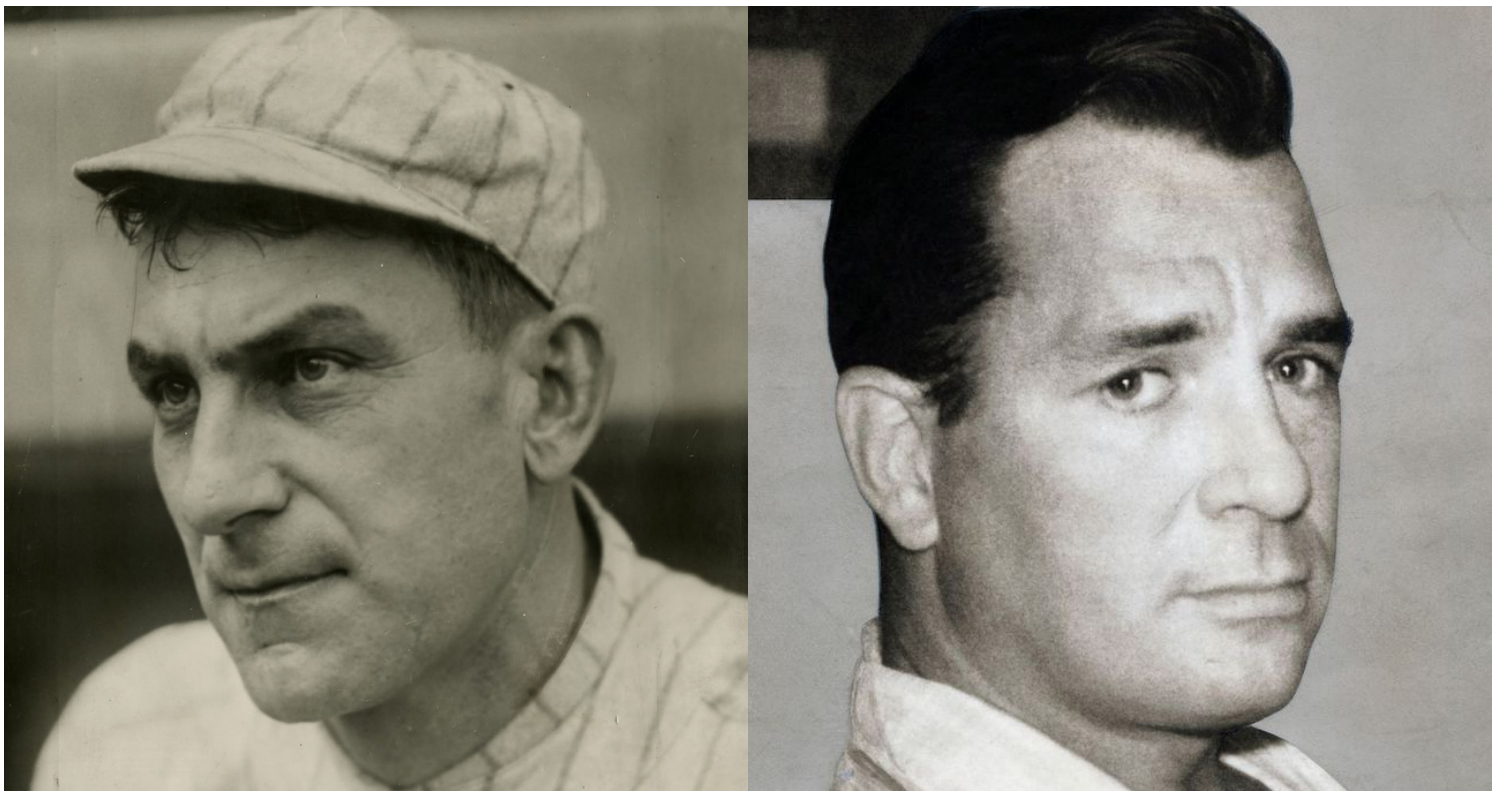
L'histoire atteste que dès 1867, les droits scolaires et linguistiques de la minorité anglophone et protestante du Québec furent non seulement respectés et valorisés, mais traités d'une manière admirable et exemplaire. Elle a toujours pu profiter d'une sorte de liberté académique. Le Québec est à l'avant-garde d'un humanisme et d'un progressisme – le vrai, pas celui de la gauche radicale moderne – dont se réclament ironiquement les Canadiens anglais.

Nous n'avons donc ni à écouter ni à tolérer le blabla bien-pensant d'anglophones enragés et d'immigrants indifférents et hostiles à nos combats politiques – à savoir ici la pérennité et l'épanouissement de notre beau peuple. Les mesures identitaires prises par nos gouvernements (incluant la loi 101) se veulent des remparts, des actes défensifs, contre notre mort souvent

annoncée. Allons-nous reprocher à ce petit village gaulois d'Amérique de chercher à protéger ses arrières ?

Dans son bouquin, Groulx plaça l'éducation au centre de nos priorités nationales. Sans elle, le conquérant britannique nous aurait avalé tout rond. Le Canadien français des années 2000 ne serait qu'un résidu d'une autre époque bon à remplir les musées et les livres d'histoire. Les États-Unis comptaient, il n'y a pas si longtemps, une Louisiane francophone florissante et une masse imposante d'émigrés canadiens-français. Le nord-est états-unien voyait nos compatriotes vivre et prospérer en français et en bons catholiques. Les décennies passèrent et le « rêve américain » s'est transformé en cauchemar assimilateur. Nous constatons, avec une tristesse renouvelée, qu'outre certaines traces symboliques (des noms de famille – souvent anglicisés – et la toponymie), l'essence française de jadis s'est envolée pour toujours. Et nous le savons trop bien, le rouleau compresseur hollywoodien est maintenant là pour corrompre notre âme collective.

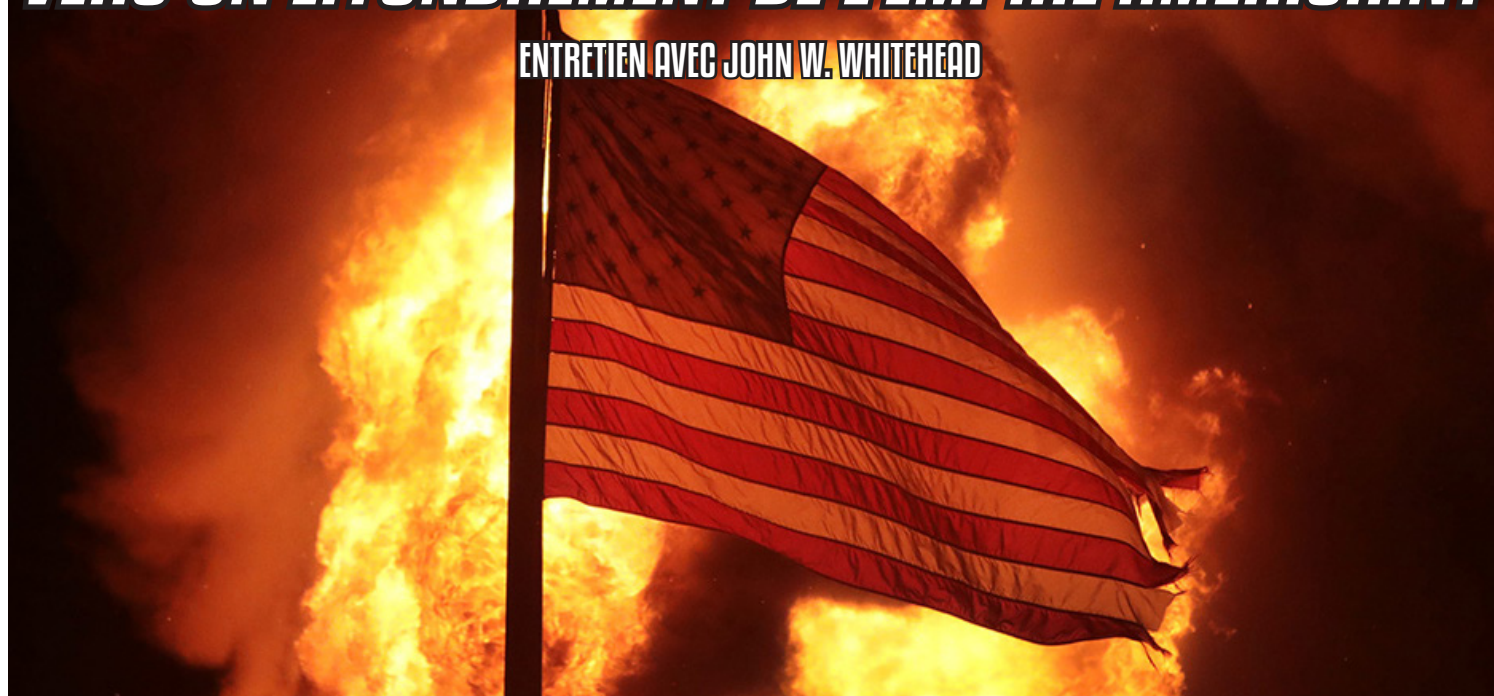
Si les aléas de l'histoire ont fait de l'anglais la langue du commerce internationale et des affaires, c'est la disparition des écoles francophones qui aura été l'élément déclencheur du déclin des communautés francophones aux États-Unis et dans le reste du Canada. Pour paraphraser Groulx, la survie de notre nation passait, passe et passera par l'éducation – une éducation nationaliste de qualité qui doit désormais sortir, et vite, du prisme mondialiste actuel, celui doté d'un appel à la diversité, au multiculturalisme et à l'immigrationnisme. Salut à Groulx qui, par ses lumières et ses réflexions, nous infuse encore une mégadose de patriotisme à propager de génération en génération – malgré un 21^e siècle aseptisé qui a normalisé la rectitude politique et l'ethnomasochisme.



Expatriés canadiens-français : Napoléon Lajoie, première grande vedette du baseball majeur et Jack Kerouac icône littéraire du XX^e siècle.

VERS UN EFFONDREMENT DE L'EMPIRE AMÉRICAIN?

ENTRETIEN AVEC JOHN W. WHITEHEAD



LES ÉTATS-UNIS SONT UN GÉANT AUX PIEDS D'ARGILE, DONT L'ÉQUILIBRE TIENT SUR UN MINCE FIL. SI CE N'ÉTAIT DE SES POSSIBILITÉS D'ENDETTEMENT QUI LUI PERMETTENT DE RESTER À FLOTS ET DE SES ALLIÉS QUI N'OSENT ENCORE LE CONFRONTER OUVERTEMENT, LE GOUVERNEMENT DE WASHINGTON SERAIT EN FAILLITE ET SERAIT CONSIDÉRÉ COMME UN PARI SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE.

Les grandes heures de l'Amérique arbitre du monde sont bien révolues comme l'ont démontré la victoire talibane en Afghanistan et la fronde russe en Ukraine. Cette chute s'accompagne aussi d'une inévitable libanisation intérieure du pays, marquée par un pas vers la tyrannie dans un pays dont la Constitution, anciennement respectée, n'a plus aucune valeur. L'avocat John W. Whitehead, fondateur du Rutherford Institute et auteur prolifique, nous dresse un portrait de ce pays en voie de militarisation rapide.

Harfang - Ce que nous voyons actuellement aux États-Unis, vu de l'extérieur, c'est une nation divisée comme jamais auparavant. Est-ce une bonne évaluation de la situation actuelle ?

John W. Whitehead - Oui, la situation est grave. Depuis des décennies, les universités, et maintenant les écoles publiques, dénigrent la civilisation occidentale et détruisent la confiance des Blancs. Les Américains blancs ont été endoctrinés sur le fait qu'ils étaient racistes et responsables de l'esclavage. En conséquence, les Américains blancs ont accepté

pendant un demi-siècle ou plus une discrimination raciale à leur encontre dans les admissions à l'université, l'emploi et la promotion. Et la situation empire. Les écoles encouragent les jeunes enfants à croire qu'ils peuvent naître dans le mauvais corps physique, d'où le mouvement transgenre et les tentatives de changer le sexe physique et mental des enfants.

Les gens normaux sont opposés à ce qui se passe, mais ils n'ont pas de leaders, à l'exception de Donald Trump, au niveau national, et l'establishment au pouvoir (les deux partis politiques) a mis Trump sous le coup de quatre fausses inculpations. Les vrais leaders du peuple sont étouffés. Les présidents qui ne représentent pas l'élite dirigeante sont éliminés d'une manière ou d'une autre. Parmi les gouverneurs des 50 États, seuls 2 ou 3 se sont réellement opposés aux mesures Covid et aux confinements, ainsi qu'à la théorie critique de la race et au lavage de cerveau transgenre des enfants dans les écoles. Le gouverneur Ron DeSantis de Floride est celui qui a le mieux défendu les valeurs des citoyens américains traditionnels et leurs libertés

civiles.

Alors que les Démocrates et les Républicains sont des partis de l'establishment représentant une élite riche, les Démocrates sont devenus un parti idéologique et ont adopté la position des Woke qui dénoncent les Américains et leurs « valeurs racistes » ainsi que la Constitution américaine « antidémocratique » qui protège leurs libertés civiles. (Voir, par exemple, <https://www.theepochtimes.com/us/in-depth-law-schools-promote-idea-that-us-constitution-should-be-scrapped-5430884>) La Constitution américaine est présentée à tort dans les universités américaines comme un « document du privilège blanc ».

Si l'on considère le fait que la Constitution américaine est le document fondateur et directeur des États-Unis, les attaques vicieuses contre la Constitution, qualifiée de « raciste » et « antidémocratique » par les facultés de droit de Harvard, de Yale et d'une grande majorité des autres universités américaines, indiquent que nous avons, dans les sièges de l'éducation, un enseignement de la haine des États-Unis. Comme les États-



Unis reposent sur la Constitution, l'enseignement universitaire aux États-Unis consiste en des attaques contre les États-Unis. En l'absence de Constitution, cet espace géographique serait un pays différent. Sans la Constitution, il n'y aurait pas d'États-Unis d'Amérique.

Les États-Unis ne disposent pas de médias objectifs et indépendants. Les médias américains servent uniquement de ministère de la propagande pour le pouvoir en place. Seuls les récits officiels sont autorisés à être rapportés. Tout le reste, en particulier la vérité, est qualifié de désinformation, et sa divulgation est en train de devenir un crime - l'une des accusations portées contre Donald Trump. L'objectif évident de l'élite dirigeante est de retirer le pouvoir au peuple et de l'exercer elle-même.

H - Vous avez écrit à l'été 2023 que les États-Unis suivaient le modèle de 1984. Quelles similitudes voyez-vous ?

JWW - L'espionnage universel des citoyens américains est connu, et ce, sans motif ni mandat, et rien n'est fait pour y remédier. L'espionnage est à la fois illégal et inconstitutionnel, mais les tribunaux l'autorisent et le Congrès ne légifère pas à ce sujet. Le problème est que le pouvoir en place ne croit pas en la Constitution et aux libertés civiles qu'elle garantit aux citoyens. L'histoire est constamment réécrite pour s'adapter à la narration officielle. Ce qui est considéré comme la vérité n'a plus rien à voir avec la réalité.

H - Plusieurs commentateurs se sont plaints de la « politisation » des forces de l'ordre, en particulier du FBI. S'agit-il d'une tendance croissante ?

JWW- Dans mon livre *The Tyranny of Good*

Intentions (La tyrannie des bonnes intentions), publié il y a 23 ans et toujours en circulation, j'expliquais que l'État de droit aux États-Unis avait été remplacé par la militarisation du droit afin de condamner plus facilement les accusés. Le droit, expliquais-je, ne sert plus de bouclier au peuple et est devenu une arme contre le peuple. Le FBI, la CIA, les procureurs, le Congrès, la Maison Blanche et les agences fédérales, ainsi que les tribunaux sont au service de l'élite dirigeante, et non de la loi. L'élite dirigeante entend rester l'élite dirigeante. Par conséquent, toute personne, comme Trump, qui tente de représenter le peuple est éliminée d'une manière ou d'une autre.

H - Les procès du J6 (les manifestations du Capitole du 6 janvier 2021) ainsi que les persécutions du Convoi de la Liberté au Canada semblent tirés par les cheveux, et pourtant personne ne se plaint... Comment expliquer la passivité des gens ?

JWW - Les gens se plaignent, mais personne ne les représente, ni les médias, ni « leur » gouvernement. Par conséquent, le peuple n'a pas de voix. Le seul moyen qu'il lui reste pour se plaindre est la révolution violente. Ses maîtres attendent cela avec une riposte toute prête contre le peuple.

H - D'ailleurs, nous avons entendu dire que les forces de l'ordre américaines étaient en train de constituer un arsenal considérable.

JWW - Pour réprimer la population qui dispose encore du deuxième amendement.

H - IA, Big Data, identification numérique... qui profite de la technologie, le gouvernement ou les citoyens ?

JWW - Le gouvernement profite de l'espionnage et du contrôle de la population que la révolution numérique lui permet d'exercer. Les entreprises en profitent, car la révolution numérique leur a permis d'imposer au consommateur tous les coûts liés à leurs relations avec la clientèle. Aucune entreprise ne répond plus au téléphone. Les clients doivent utiliser des sites internet souvent mal conçus pour tenter d'obtenir et de corriger des informations sur leurs services et leur facturation. Ce qui, dans ma jeunesse, ne prenait que trois minutes par téléphone - on répondait à la troisième sonnerie - peut maintenant prendre une heure ou plus à cause des sites en ligne et des « services à la clientèle » qui ne répondent pas. Ce que j'adore, c'est quand j'appelle parce que l'internet est en panne et qu'on me dit de contacter l'entreprise via l'internet.

H - D'une manière générale, avez-vous l'impression que les États-Unis suivent la Chine en ce qui concerne la manière dont ils traitent leurs citoyens ?

JWW - Superficiellement, c'est ce qu'il semble. Mais il y a une énorme différence. Le système de contrôle de la Chine vise à assurer l'unité afin que le gouvernement puisse se concentrer sur l'amélioration de la vie du peuple chinois au lieu d'avoir à réprimer toutes sortes de mouvements de protestation orchestrés par Washington.

Aux États-Unis, la révolution numérique est utilisée pour réprimer tous les citoyens et les empêcher de s'exprimer. L'accent est mis sur la désunion entre les Américains, en particulier sur les différences raciales et sexuelles, afin d'empêcher le peuple américain de se rassembler pour s'opposer au gouvernement et à ses politiques qui servent l'establishment plutôt que les intérêts des citoyens.



RENÉGATS AU POUVOIR, LA SUITE

G-E BOILARD



DANS UN ARTICLE PUBLIÉ PEU APRÈS LES DERNIÈRES ÉLECTIONS, ON SE DEMANDAIT SI LES PARTIS QUI SOLLICITENT LE VOTE DES QUÉBÉCOIS DE SOUCHE NE SE COMPORTENT PAS EN RENÉGATS SUR DES QUESTIONS COMME L'IMMIGRATION. DANS LE CAS DES PARTIS PROFESSANT OUVERTEMENT L'IDÉOLOGIE POLITIQUEMENT CORRECTE (WOKE), COMME QUÉBEC SOLIDAIRE OU LE PARTI LIBÉRAL FÉDÉRAL, LA RÉPONSE EST CLAIREMENT OUI. EN PRÉCONISANT UNE IMMIGRATION MASSIVE, CES FORMATIONS SE FONT LES ARTISANS D'UN REMPLACEMENT DES QUÉBÉCOIS DE SOUCHE, RÉALITÉ QU'ILS S'EFFORCENT DE CACHER EN TRAITANT DE COMLOTISTE QUICONQUE TENTE D'ALERTE SES COMPATRIOTES AU DANGER QU'ELLE POSE

Au cours de l'année 2022, le gouvernement Trudeau a montré qu'il entendait persévérer dans sa volonté de provoquer la noyade démographique de notre peuple, en fixant pour les prochaines années une cible annuelle d'immigration de 500 000 personnes pour le Canada, ce qui correspondrait à un peu plus de 110 000 personnes pour le Québec. Contraint de mettre fin au scandale de la passoire du chemin Roxham, il s'est empressé d'annuler l'effet de ce resserrement en allégeant en catimini les exigences pour les visas de touristes, de sorte que c'est désormais comme touristes que les pseudo-réfugiés continuent d'envahir notre pays.

Le cas de la Coalition Avenir Québec et de son chef est plus ambigu. Plusieurs observateurs de la scène politique sont enclins à leur prêter de bonnes intentions. François Legault serait sincèrement nationaliste et ce ne serait que par inconscience ou pusillanimité qu'il en viendrait à plier sous la pression des groupes de pression immigrationnistes et des médias. À la lumière des gestes posés par le gouvernement de la CAQ au cours de l'année qui a suivi sa réélection, ce jugement apparaît trop indulgent. Ainsi, lors de la consultation de l'été 2023 sur les cibles d'immigration permanente pour les prochaines années, deux options seulement étaient proposées, soit le maintien du nombre actuel de 50 000 arrivants par année, ou une augmentation progressive à 60 000. Le premier ministre Legault avait pourtant déclaré, lors de la dernière campagne électorale, que l'accueil de plus de 50 000 immigrants par

année menacerait l'existence même de la Nation québécoise, affirmation qui pêchait d'ailleurs par excès d'optimisme, considérant que selon une étude publiée en 2020, le maintien d'un niveau annuel d'immigration de 50 000 rendrait les Québécois de souche minoritaires au Québec en deux décennies. Aujourd'hui, son gouvernement semble avoir gobé tous les bobards du lobby immigrationniste voulant que l'immigration soit la panacée à la pénurie de main d'œuvre et à la diminution du poids politique du Québec à l'intérieur du Canada, et qu'il serait possible de franciser une immigration allogène massive. De plus, la consultation de l'été 2023 ne proposait rien pour solutionner les problèmes causés par l'immigration temporaire et l'afflux de faux réfugiés, qui contribuent aussi à déposséder les Québécois de souche de leur patrie. Le gouvernement de la CAQ a posé d'autres gestes allant à l'encontre des impératifs de la survie nationale des Québécois de souche. Ainsi, en juin 2023, la ministre du Tourisme a forcé le Palais des Congrès de Québec à annuler la tenue dans ses locaux du colloque d'une association pro-vie. Appelée à justifier cette atteinte flagrante à la liberté d'opinion, elle a déclaré que l'avortement était une valeur fondamentale des Québécois et que son gouvernement était pro-choix, un euphémisme pour désigner une politique pro-mort sapant le dynamisme démographique des Québécois de souche. Cette position se marie bien avec celle qui propose d'élargir le plus possible l'accès au suicide assisté ou de favoriser la vasectomie écolo. L'abandon du projet de troisième lien autoroutier, si essentiel au développement économique

le l'agglomération de Québec, est une autre décision de la CAQ qui reflète son attitude de capitulation devant la mouvance politiquement correcte.

Comment expliquer cette dérive contraire aux intérêts nationaux du Québec? Autant une telle attitude apparaît naturelle chez un caméléon woke comme Trudeau, qui a la trahison programmée dans ses gènes, autant elle surprend chez un parti comme la CAQ, qui s'affiche comme nationaliste. Certains ont comparé François Legault à Maurice Duplessis, mais ce dernier ne mérite pas d'être ainsi dénigré. On a reproché à Duplessis d'être insuffisamment nationaliste parce qu'il n'était pas indépendantiste, car il estimait qu'un respect intégral du pacte confédéral canadien laissait au gouvernement du Québec l'autonomie et les pouvoirs lui permettant d'assurer la survie nationale des Canadiens-français. De la façon dont il a exercé ses pouvoirs, le gouvernement Duplessis a contribué, plus que tout autre avant ou après lui, au renforcement du Québec et de la Nation canadienne-française. Pendant la période où l'Union nationale a dirigé le Québec, ce dernier a connu un développement économique plus rapide que le reste du Canada, particulièrement dans le domaine industriel, et le poids des Canadiens-français dans la population canadienne a augmenté, en dépit de l'immigration. Contrairement à ses successeurs, Maurice Duplessis n'a jamais perdu de vue que la survie nationale des Québécois passait par la préservation de leur dynamisme démographique et des valeurs traditionnelles qui le rendaient possible.



Belle métaphore...

François Legault se présente comme nationaliste, mais il s'agit dans son cas du pseudo-nationalisme civique hérité de la révolution tranquille, dépouillé de son caractère ethnique. Ses convictions politiques sont tributaires d'une vision étroitement économique acquises alors qu'il était chef d'entreprise et des valeurs débilantes devenues prédominantes au cours des années 1960. François Legault s'est souvent vanté de trouver inspiration dans ses discussions avec ses garçons, mais cela est loin d'être rassurant, considérant qu'ils font partie d'une génération qui a subi le lavage de cerveau politiquement correct depuis le berceau. Dans le choix des priorités de son gouvernement, il semble moins guidé par les impératifs véritables de la survie nationale des Québécois de souche, que par ses marottes économiques, par les sondages et par les avis de ses conseillers en communication. Son parti n'a pas d'idéologie bien définie et il ne comporte pas de corps de militants actifs susceptibles de lui demander des comptes si son gouvernement s'écarte de certains principes. Il s'agit plutôt d'un club d'admirateurs qu'on réactive aux quatre ans lors des élections. Son groupe parlementaire et son conseil des ministres constituent une coalition disparate d'ambitieux recrutés en fonction de leur notoriété et de leur acceptabilité pour les médias politiquement corrects et poursuivant chacun ses projets personnels. C'est ainsi que la CAQ comptait parmi ses candidats, aux dernières élections une organisatrice syndicale noire, une journaliste de la tribune parlementaire et une avocate spécialisée en immigration. On ne se surprendra donc pas de voir, par la suite, la nouvelle ministre de l'Immigration, dont toute la carrière a consisté à faciliter au maximum l'immigration, proposer une révision à la hausse du quota annuel d'immigrants et soulever des doutes quant à l'opportunité de fermer le chemin Roxham, en contredisant la position adoptée jusqu'alors par le premier ministre. De même, on ne s'étonnera pas de voir la ministre du Tourisme et celle de la Condition féminine faire obstacle à la tenue d'un colloque pro-vie en présentant le discours pro-avortement de la mouvance woke comme une valeur québécoise.

Le manque de profondeur idéologique de la CAQ et de son chef en fait la proie des médias et des groupes de pression politiquement corrects, au mépris des aspirations des patriotes québécois dont le vote leur a donné le pouvoir. Il serait tentant, dans ces conditions, de « flusher les CAQ-as » aux prochaines élections, mais on doit se demander par qui les remplacer, considérant que les autres partis sont tous, à des degrés divers, sous l'emprise de la rectitude politique, comme d'ailleurs plusieurs institutions de notre société. Ainsi, le mouvement Desjardins, créé à l'origine pour libérer les Canadiens-français de l'emprise de la finance juive et anglaise, s'est mis à réclamer une augmentation de l'immigration. Dans ces conditions, la lutte pour sauver notre Nation doit continuer de se faire au quotidien, en convainquant une personne à la fois, mais il faudra bientôt songer à mettre sur pied un parti authentiquement nationaliste.

SOUVENIRS 6 – LES GRANDES DÉCEPTIONS (1980-1985)

PIERRE TRÉPANIÉ

Michel a en effet promu Fabien de simple petit homme à icône de l'ancien monde, cette matrice rurale et catholique d'où ont émergé quelques rouspéteurs nationalistes qui, pendant un demi-siècle, ont réclamé l'indépendance politique comme des adolescents réclament le respect. Et ils n'ont obtenu ni l'indépendance ni le respect, et certainement pas celui du camp vainqueur, car il y a eu un vainqueur.

Carl Leblanc, *Rétroviseur*, Montréal, Boréal, 2022, p. 54.

*que demander au passé
ce pingre
sinon de l'avenir*

François Hébert, *Si affinités*, Montréal, L'Hexagone, 2023, p. 26.



Après l'Acadie de l'espoir, le Québec de la morosité : le désespérant spectacle de l'échec ; l'affligeant spectacle du déclin. De l'un à l'autre, tant de liens.

Le référendum du 20 mai 1980 me laisse humilié, honteux, écœuré : 40 % de oui, 60 % de non. Et encore à une question alambiquée et faiblarde : « Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples ; cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté, et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie ; aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum ; en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada ? » Mon analyse de l'époque ne s'embarrassait guère de nuances. On s'est empressé d'imputer l'échec aux Anglais et aux capitalistes, à la propagande mensongère du gouvernement fédéral. Je pensais plutôt que, en réalité, les Canadiens français s'étaient battus eux-mêmes ; ils ont eu peur, surtout les femmes, et ont suivi piteusement des traîtres : Pierre Elliott Trudeau et Claude Ryan, en particulier. J'étais persuadé que ce rendez-vous manqué avec le destin se paierait très cher ; je doutais qu'il pût y avoir une seconde chance. « Indépendance nécessaire, mais impossible », avait enseigné Maurice Séguin. L'hiver de la survivance s'étirerait interminablement. La Révolution tranquille aurait-elle été un

marché de dupes ? Moderniser, non pas pour émanciper la nation, mais pour la fondre plus sûrement dans le Canada et l'Amérique, dans le matérialisme ambiant. Ce résultat désastreux était d'autant plus à craindre que la démographie jadis planche de salut se transformait en piège. Le taux de natalité de 30/ en 1955 s'effondrait à 15/ en 1980. L'indice synthétique de fécondité en 1955 était de presque 4 enfants par femme ; en 1980, 1,6 enfants par femme. Le solde des migrations internationales était devenu nettement positif en 1980.

Quelques autres dates balisent le déclin, cette fois de l'École historique de Montréal, dont le maître et fondateur avait été Lionel Groulx. Le 28 août 1984, à 65 ans, trois mois après sa retraite, meurt Maurice Séguin, qui avait souffert d'ennuis de santé récurrents depuis les années 1970. Il n'est pas sans intérêt, il est même révélateur de relever au passage que l'itinéraire de la famille de Séguin résume en quelque sorte l'histoire de beaucoup de Canadiens français : émigration hors du Québec, naissance du petit Maurice dans un milieu rural agricole dans le Sud-Ouest de la Saskatchewan, à Horse Creek, rapatriement au Québec, établissement à Montréal dans la paroisse ouvrière de Saint-Vincent-de-Paul. Le 4 septembre 1985, à 68 ans, décède à son tour Michel Brunet, à la retraite depuis 1983. L'École historique de Montréal, pessimiste mais indépendantiste, est décapitée. En fait, elle était en décroît au sein même du département d'histoire depuis quelques années. Ainsi la contestation n'était pas qu'extérieure ; des défections la minaient de l'intérieur. Constatation douloureuse pour moi, qui pensait me joindre à une pléiade d'historiens nationalistes et néotraditionalistes, au nombre non pas de sept comme l'étaient les poètes

SOUVENIRS D'UN HISTORIEN ENRACINÉ



d'Alexandrie ou ceux de la France de la Renaissance autour de Du Bellay, mais de cinq ou six. Or Guy Frégault, Jean-Pierre Wallot, Jean Blain et Pierre Tousignant, pour des raisons diverses et parfois contraires, ne voulaient pas ou ne pouvaient pas préserver la vigueur de l'École qui les avait tant influencés.

Pour dire les choses un peu brutalement, deux d'entre eux désertèrent le département d'histoire de l'Université de Montréal. Frégault et Wallot privilégieront leur carrière au détriment de l'École, la privant de la masse critique dont elle aurait eu besoin pour se renouveler, s'affiner, perpétuer son influence. Au moins Frégault, le plus doué littérairement parlant du trio d'origine, désormais professeur à l'Université d'Ottawa, se mettra-t-il au service du Québec. Notre historiographie sera privée de son style somptueux mais sans grandiloquence. Georges-Émile Lapalme vient l'y chercher. Il sera grand commis de l'État, aux Affaires culturelles. Organiser le ministère, en concevoir la grande politique, relancer les relations France-Québec, tendre la main aux groupes acadiens et canadiens-français hors Québec, voilà une grande œuvre de nationaliste.

Wallot, auteur de publications importantes, voulait mobiliser les ressources de l'histoire quantitative et de la modélisation pour consolider et rénover de l'intérieur l'École historique de Montréal. Mais son ambition le pousse vers l'administration, à l'Université de Montréal et ailleurs. Le poste convoité d'Archiviste national du Canada couronnera sa carrière.

Pierre Tousignant restera à l'Université de Montréal jusqu'à sa retraite. Il veillera sur la mémoire de Séguin avec une ardeur confinant au fanatisme, publiant *Les Normes* du maître. Des âmes peu charitables voient en lui le type même de l'épigone, poussé jusqu'à la caricature. Quand on touchait à l'arche sainte, au néonationalisme dans sa version séguinienne, c'était de sa part des explosions d'émotivité, des transes empêchant toute discussion un peu rationnelle. Ainsi laisser entendre que, sur certains points, Groulx pouvait égaler ou même dépasser Séguin le mettait en rogne. Toute interprétation historique s'éloignant un tant soit peu de celles de Séguin ou mettant en doute sa modernité déclenchait un tir de barrage. On pourrait citer à l'appui certaines soutenances de thèse qui menaçaient de virer au

mélodrame. Nul n'avait le droit de prétendre que *Les Normes* de Séguin portait encore l'empreinte des cours de philosophie thomiste qu'il avait suivis au collège. La foi et le traditionalisme de Groulx lui paraissaient, à lui laïque, athée et moderne à la façon de la Révolution tranquille, des vices rédhibitoires qui grevaient son œuvre d'historien. Cela ne l'empêchait pas d'admirer l'action de Groulx et ses réalisations : acheminement vers la professionnalisation du métier d'historien, fondation de l'Institut et de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*. Pourtant, en dehors de ses sautes d'humeur, Tousignant était de commerce aisé, poli, affable, sensible aux malheurs des autres, heureux de leurs succès.

Autant il révérait le maître, autant il cachait mal l'exaspération que soulevait en lui Michel Brunet. Pour ma part, j'eus tôt fait de détecter le mépris voilé ou la commisération amusée que des collègues réservaient à Michel Brunet. Je dois dire que le professeur Brunet m'a toujours traité avec beaucoup d'égards. Je lui ai succédé dans le cours d'Histoire du Canada depuis 1867, un enseignement de première année. Sa lettre au sujet de mon *Siméon Le Sage. Un haut fonctionnaire québécois face aux défis de son temps* (1979) est d'une grande bienveillance : « Merci pour le livre et merci pour la dédicace qui l'accompagne. J'avais déjà lu avec grand intérêt vos articles de l'*Action nationale*. Les pages que vous offrez dépassent l'histoire étroitement administrative. Vous nous plongez dans l'histoire des mentalités. C'est la seule qui mérite notre attention. Je ne crois pas me tromper en croyant que nous sommes sur la même longueur d'ondes. »

Le 16 février 1981, pour la première fois, je siége au sein d'un jury avec Michel Brunet et René Durocher. Brunet me trouve trop sévère. Il se tourne vers moi et, l'air de dire que le temps corrigera ce défaut de jeunesse, m'excuse : « Mais je vous comprends, c'est que vous êtes plein d'enthousiasme. » Nos bureaux étaient voisins. De temps à autre, il frappait à ma porte, me demandait si j'étais libre, n'attendait pas ma réponse, décidait que je l'étais, s'asseyait et lançait la conversation, ou plutôt son monologue. J'en ai entendu de toutes sortes. J'ai souvent regretté de ne pas avoir noté ses réflexions, ses saillies, ses bons mots, ses confidences et même ses invectives. Son état coutumier était la bonne humeur. Parçait parfois une certaine lassitude. « C'est toujours la même chose », a-t-il confié un jour à Pierre Savard. Je crois que le feu de la bataille, la griserie des polémiques, les escarmouches verbales ou écrites lui manquaient. Sans jamais me l'avouer, il devait penser qu'une page avait été tournée définitivement, que l'heure de l'École historique de Montréal était passée. Il avait sans doute le sentiment pénible d'avoir été rétrogradé au rang des quantités négligeables. Que lui restait-il de son autorité intellectuelle et morale ?

Pour comprendre le destin de l'École historique de Montréal, il faudrait évoquer l'impérialisme croissant de l'histoire sociale, qui reléguera dans la marge l'histoire politique et nationaliste à la Séguin, ainsi que l'éclatement du champ historique sollicité par de nouvelles causes, tel le féminisme. Le récit historien se compartimente, le roman national perd de son

lustre, la société se fragmente en de multiples communautés, la nation perd sa cohésion. L'interprétation de Séguin risque d'être frappée de caducité. Je préfère évoquer la figure de Jean Blain, sorte de microcosme idiosyncratique où se lit comme dans un miroir le sort du séguinisme au département d'histoire de l'Université de Montréal, doctrine où il n'a jamais été parfaitement à l'aise, où il s'est toujours senti tiraillé.

Personnalité agréable, attachante, bon vivant, esthète, grand amateur d'opéra, il était le directeur du département au moment de mon entrée en fonction. Il a été le premier collègue à m'inviter au restaurant. Au fil des mois et des années, j'ai pris conscience de son évolution. Il avait tourné le dos au nationalisme indépendantiste. C'était désormais un libéral-conservateur au cynisme souriant, une sorte d'adepte fervent passé désormais dans le camp de l'agnosticisme politique. Il recourait à l'occasion à un psychologisme décevant chez un intellectuel aussi doué, aussi brillant, aussi cultivé. Ainsi il comprenait mon option pour la vraie Droite plutôt que le centre droit, là où lui-même logeait, comme une réaction de peur devant la liberté et le changement. Cette explication était commode : nul besoin de réfuter mes raisons. Tout le département aimait Jean Blain. Je ne faisais pas exception.

Dans les années 1960, Blain était un chaud partisan de la démocratie et du progrès social, de la Révolution tranquille, de la laïcité et du nationalisme souverainiste. Il s'agissait de rendre à l'État et à la société civile tout ce qui, en somme, est de leur ressort, tels le mariage et l'état civil, en vue d'opérer une nette distinction entre le sacré et le profane. La déconfectionnalisation des écoles lui semblait une nécessité. Mais déjà se manifestait une réticence à l'égard de tout ce qui était embrigadement, mouvement structuré, parti, même s'il reconnaissait que l'action collective organisée était nécessaire. Il n'aimait pas la politisation des idées, qui finissait toujours par les affaiblir ou les dévoyer parce que la politique est de tout temps indissociable du compromis et sans doute aussi parce qu'elle finit toujours par contraindre l'individu.

L'indépendance politique était pour lui une doctrine et un besoin ; sa fin était le bien de la nation. L'obstacle à surmonter était précisément la dépendance, qui empêchait de penser clairement et de revendiquer haut et fort l'indépendance. À ses yeux, l'interprétation de Maurice Séguin avait le suprême mérite d'en finir avec les équivoques de l'historiographie traditionnelle, même groulxiste : la Conquête et la domination anglaise ont plongé les Canadiens français dans un état de minorité colonisée. La conscience accrue de l'état de dépendance place l'homme d'action devant la nécessité de la réalisation de l'indépendance. Pourtant, dans la vision des choses de Blain, persistait une tension mal résolue. Si la Révolution tranquille avait relancé et revigoré le combat national, c'était paradoxalement parce qu'elle avait axé sa politique davantage sur la personne que sur la communauté nationale. Autant dire que pour Blain, le bien commun politique, auquel on se rapporte, ne s'imposait pas vraiment face à l'intérêt général et à l'intérêt particulier, que l'individu rapporte à lui-même, le général autant que le particulier. Je crois que là gît la racine de

l'évolution de Blain. Pour lui, l'épanouissement de la personne se réalisera en plénitude dans l'indépendance nationale, et cette dernière dans le cadre de la démocratie, ce qui frappe de nullité tout projet indépendantiste de droite.

C'est à Jean Blain qu'on a demandé de préfacer le manifeste de René Lévesque, *Option Québec*, paru en 1968. Le préfacer n'assume plus le terme d'indépendance, qu'il associe aux extrémistes brutaux, où on reconnaît le Front de Libération du Québec, et aux irréalistes de droite et de gauche, le Ralliement national et le Rassemblement pour l'indépendance nationale. Pour ce qui est de la thèse du statut particulier, elle lui apparaît comme « l'expression de la peur devant l'inévitable », « l'hésitation irréfléchie devant le choix final », « le rejet du risque mesuré ». Seule reste la souveraineté à la Lévesque, audacieuse mais réaliste, soucieuse de l'épanouissement social et personnel. « Mais cette souveraineté, elle n'est pas une fin en soi. Elle est le chemin inévitable par lequel doit passer l'avenir du Québec. [...] elle représente assez bien cette convergence du social et du national qui est le phénomène le plus important de ces dernières années au Québec. » Et l'on sait que dans l'esprit de Blain le social doit servir la personne, l'individu : il souscrit au libéralisme progressiste dans sa version modérée. (Il faut se rappeler que le libéralisme du XIXe siècle était volontiers nationaliste et anticlérical, du moins dans la mesure où étaient saufs les intérêts du capitalisme et de la propriété.)





Jean Blain a aussi signé la préface de l'édition de 1970 de la thèse de doctorat de Maurice Séguin soutenue en 1947, *La Nation « canadienne » et l'agriculture (1760-1850)*. Au fond, ce texte intitulé « Maurice Séguin ou la rationalisation de l'histoire nationale » nous en apprend autant sur Blain que sur Séguin. Encore séguiniste à sa façon, c'est-à-dire critique et non pas de stricte observance comme Tousignant, Blain, de manière plus ou moins discrète, rangera bientôt le séguinisme au rang des pensées irréalistes, insuffisantes, là où ce dernier ira rejoindre le groulxisme et toutes les variétés du nationalisme canadien-français et québécois. Son libéralisme de plus en plus individualiste s'affirmera de même que son repli sur le privé. Il admet l'État-providence, mais sans excès, appuyé sur l'impôt progressif. Blain a-t-il jamais cru à la nation comme être collectif, comme tout d'ordre pour parler comme les aristotélistes ? Ou n'a-t-elle été pour lui qu'une vue de l'esprit, un être de raison sans autre ancrage dans le réel qu'une collection d'individus en interaction. Son libéralisme devait appeler tôt ou tard son anationalisme, puis son antinationalisme. Blain, comme d'ailleurs l'unité d'enseignement et de recherche où il œuvrait, délaissera le paradigme national pour le paradigme social, ses travaux explorant de plus en plus l'économie et la société de la vallée du Saint-Laurent. (Après sa retraite, on ira plus loin encore et la normativité des préoccupations sociétales évincera celle de la nation.) L'historiographie libérale, à la Fernand Ouellet ou non, et les problématiques socio-économiques triomphent désormais, même à l'Université de Montréal. La dénationalisation de la pratique historique

entraînera son émiettement de sorte que ni la nation, ni la cause de l'indépendance ne pourront compter sur les historiens de Montréal pour trouver leurs fondements, leurs repères et leurs objectifs.

Pour Blain, le séguinisme se présente comme une doctrine nationaliste, comme une interprétation historique et, dans une moindre mesure, comme un faisceau de problématiques que la recherche empirique doit valider ou rejeter. En 1970, il accepte encore la première composante du séguinisme. Ce que cette doctrine avait de trop systématiquement pessimiste lui semble corrigé par la marche en avant de la Révolution tranquille et la montée vers la souveraineté. Ces deux évolutions mettaient en valeur la pertinence du séguinisme et son rôle d'aiguillon de l'action. L'essoufflement de la première et surtout l'impasse de la seconde le détacheront de la doctrine, qu'il mettra au rancart, entre autres raisons parce que la défaite référendaire la rendait obsolète, d'une part, et, d'autre part, la confirmait dans ses excès de pessimisme, qui risquaient de devenir démobilisateurs. L'anationalisme qui s'infiltrait dans la pensée de Blain annonçait le retour en force de la vision du monde libérale et individualiste.

En revanche, la fragilité de la deuxième et de la troisième composantes lui apparaîtra de plus en plus manifeste au point de vue de la discipline historique et de ses méthodes. Quant à l'œuvre de Séguin en tant qu'historien professionnel, l'effet de mode ne jouant plus, elle n'était plus désormais qu'un chapitre de l'historiographie québécoise, et un chapitre jugé de plus en plus déficient ; elle se retrouvait au cimetière de l'historiographie canadienne-française, mais au rang des œuvres des plus grands devanciers, les Garneau et les Groulx.

La grande déception de Blain restait perceptible à l'observateur attentif, sous la désinvolture souriante et l'adhésion au libéralisme philosophique et social. Chez lui l'individuel a pris le pas sur le national, évolution quasi obligée compte tenu de sa formation et de son point de départ idéologique.

Mes déceptions à moi étaient plus grandes encore étant donné mon attachement à la tradition nationale et ma conviction que la Cité ou la Nation est une réalité, un tout d'ordre différent de la somme des individus qu'elle réunit, et qui appelle le service du bien commun, son fondement. La révolution tranquille est un rattrapage, un déblocage pour reprendre le mot de Jean Blain, mais elle est aussi, hélas ! un oubli et une trahison. De la défaite référendaire, j'étais tout bonnement inconsolable. Nous avions tellement besoin d'une grande victoire, la première de notre histoire, d'un vrai triomphe collectif pour une fois, d'une éclatante confirmation que n'avait pas été vaine la survivance, la résistance où s'était acharné le long courage de nos ancêtres. Au lieu de quoi nous apprenions que le supplice de Sisyphe était pour nous, avec en prime le déshonneur et la honte.

Crédit photographique

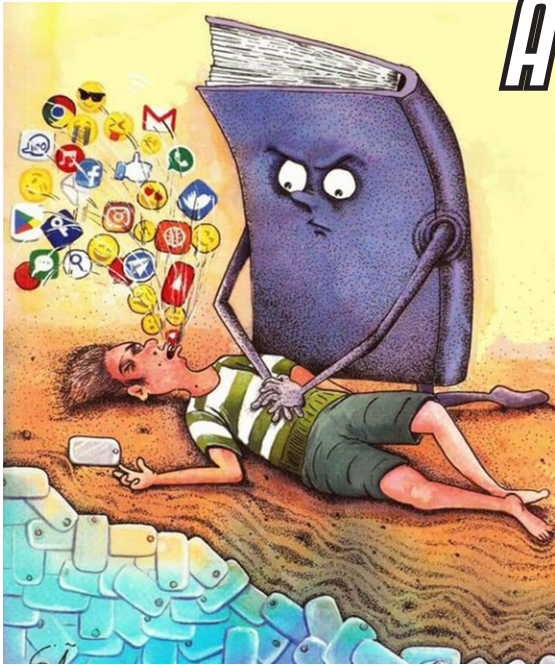
p.32 - Maurice Séguin, U de M, P0136/1fp02887

p. 33 - Michel Brunet, U de M, D0067c6229

p. 34 - Jean Blain, photo fournie par Claude Morin

À CONSIDÉRER

ROCK TOUSIGNANT



LA PROPOSITION FORMULÉE PAR DES ENSEIGNANTS DE FRANÇAIS DE «RAMENER LES CLASSIQUES DANS NOS ÉCOLES» MÉRITE CONSIDÉRATION, ELLE MÉRITE AUSSI ET SURTOUT DE FAIRE L'OBJET D'UNE VÉRITABLE DISCUSSION.

La première question que soulève cette proposition est évidemment celle de savoir ce qu'est un «classique»? Question subsidiaire: qui décidera quels sont les classiques qui seront éventuellement proposés aux élèves québécois? « Il faut mettre sur pied, avec des experts en littérature et pédagogie et des enseignants, un répertoire argumenté d'oeuvres tirées de la littérature québécoise et universelle, mais assez vaste pour qu'il reste une liberté pédagogique aux profs», a lancé Lili-Marion Gauvin-Fiset (fer de lance de la proposition, NDA) qui enseigne le français à l'école Joseph-François Perreault à Québec.» (Lecture: des profs veulent ramener les classiques dans nos écoles, TVA Nouvelles, 15 août).

Déjà l'idée de confier le choix des classiques à proposer aux élèves québécois à des experts en littérature et pédagogie m'apparaît inquiétante. J'ai personnellement développé le goût de la lecture en me plongeant au primaire dans la lecture des Bob Morane, un personnage qui ne trouverait probablement pas grâce aux yeux des experts en pédagogie et littérature et des enseignants qui devraient baliser les choix de lecture des élèves québécois. De plus, dans le climat actuel et la fièvre woke qui sévit présentement, n'y a-t-il pas lieu de craindre que certaines oeuvres soient écartées parce que politiquement incorrectes; Les Trois mousquetaires pourraient-ils être considérés comme l'expression d'un masculinisme avéré. Expression du suprémacisme blanc, Le dernier des Mohicans de Fenimore Cooper? Tristan et Yseult expression la plus achevée de l'amour courtois, amour courtois qui demeure le creuset des relations homme-femme en Occident sera-t-il condamné comme sexiste? Pour de tels motifs, combien d'oeuvres seront susceptibles d'être laissées sur le carreau. Foin des experts en pédagogie et littérature, pourquoi ne pas se fier à la sagesse des siècles et à l'intelligence des lecteurs nous ayant précédé? Aurait ainsi droit au titre de «classique» les oeuvres ayant survécu au temps et constamment réédité depuis leur publication. Autre critère pouvant être retenu et suggéré par des enseignants

de Joseph-François Perreault: «Un classique, c'est un texte fondateur ou un texte phare qui a ouvert la voie à des centaines d'oeuvres dans un même genre, comme les Sherlock Holmes pour les romans policiers.» Pour n'être pas parfait, ces critères valent celui utilisé par certains enseignants: «[...]Beaucoup de profs font lire des traductions de livres qui ont été adaptés à l'écran pour intéresser les étudiants», a constaté une autre enseignante de la même école, Julie Leblanc.» (Lecture: des profs veulent ramener les classiques dans nos écoles, op.cité). Propos qui me rappelle ceux d'un ami, propos tenus il y a déjà quelques années; cet ami me disait: «nous n'avons pas lu les grandes oeuvres, nous les avons vu», propos pleins de sens, combien de nos contemporains ont lu Les Misérables ou Les Trois Mousquetaires, s'ils connaissent ses oeuvres c'est probablement à travers leurs adaptations cinématographiques, idem pour Dracula et Frankenstein.

Autre question qui doit être posée à ces enseignant(e)s: pourquoi faire lire des «classiques» à nos étudiants du secondaire? Les enseignant(e)s de Joseph-François Perreault ne répondent pas à cette question, pour avoir des éléments de réponse à cette question, il faut se tourner vers le sociologue et chroniqueur du Journal de Montréal, Mathieu Bock-Côté: «À l'instar de plusieurs enseignants du secondaire, Mathieu Bock-Côté est d'avis qu'il devrait y avoir davantage de classique de la littérature obligatoires dans les cours de français au Québec. «Renouer avec les classiques, c'est renouer avec le coeur même du sens de l'école, c'est à dire la transmission d'une tradition culturelle fondamentale qui lie les générations qui fournit un fond commun pour l'imaginaire de ceux qui arrivent » affirme le chroniqueur en entrevue à LCN. Ce dernier juge important d'exposer les jeunes à des livres peut-être moins récents, mais qui font partie d'un bagage culturel qui transcende les générations. Il n'y a rien de mal à être exigeant envers les plus jeunes. De toute façon, c'est en étant exigeant qu'on va les pousser ensuite à vouloir lire autre chose que l'arrière d'une boîte de Froot Loops!

RÉFLEXIONS ET ANALYSES

Quand aux livres plus populaires que pourraient préférer les jeunes, Mathieu Bock-Côté estime que ceux-ci peuvent exister et être lus par ces jeunes, mais ne peuvent constituer le seul type de lecture consommé par les élèves québécois.

Il n'y a pas de mal à manger de temps en temps au Mc Donald's. Il ne faut simplement pas placer sur le même plan Archie, Manga ou G.I. Joe et puis les classiques de la littérature. Il n'est pas interdit d'avoir de la junk food dans sa vie, mais si on a que de la junk food et on laisse de côté le reste et qu'on ne prend que de la malbouffe, ça finit par déformer le corps et l'esprit illustre Mathieu Bock-Côté. Histoire de fournir quelques pistes de lectures intéressantes, le chroniqueur a proposé cinq ouvrages qui, selon lui, devraient être enseignés dans les écoles secondaires dans les écoles secondaires du Québec. Voici ses suggestions:

L'homme rapaillé, Gaston Miron

Mémoires d'outre-Tombe, Châteaubriand

Les illusions perdues, Balzac

1984, George Orwell

Les fables de La Fontaine» (Les suggestions de lectures scolaires de Mathieu Bock-Côté, TVA Nouvelles, 15 août).

S'il faut souhaiter que les élèves québécois s'intéressent à la lecture des classiques, les enseignant(e)s de l'école Joseph-François Perreault et Mathieu Bock-Côté ne mettent-ils pas la charrue devant les boeufs? Avant de souhaiter que les élèves du secondaire du Québec plongent dans la lecture des classiques, ne faut-il pas d'abord développer chez eux le goût de la lecture. C'est ce goût qui les conduira à la lecture des classiques. Afin de développer ce goût de la lecture chacun pourra y aller de ces suggestions. Celles de Mathieu Bock-Côté sont intéressantes.

À mon tour de plonger. Je reprends certains textes mentionnés plus haut: les romans policiers m'apparaissent susceptibles de développer le goût de la lecture, dans ce corpus de romans je place au premier rang Sherlock Holmes, dans ce corpus, le personnage créé par Conan Doyle serait accompagné par Miss Marple et les créations d'Agatha Christie. Le domaine français, lui, nous offre Arsène Lupin. Une autre oeuvre susceptible de donner le goût de la lecture aux jeunes lecteurs québécois, oeuvre que certains qualifieront peut-être déjà de «classique», je pense à l'oeuvre de J.R.R. Tolkien, Le seigneur des anneaux. Dans les livres incontestablement tenus pour un «classique» selon mes critères évoqués plus haut (le passage du temps et rééditions), difficile de ne pas penser à L'île au trésor de Robert Stevenson. Je m'en voudrais d'oublier dans cette nomenclature personnelle; L'appel de la forêt et Croc Blanc de Jack London. Impossible de laisser de côté Le livre de la jungle de Rudyard Kipling. Pour suivre les suggestions de Mathieu Bock-Côté; je suis de ceux qui préfère suggérer Le meilleur des mondes d'Aldous Huxley au 1984 de George Orwell. Petit retour en arrière, déjà entré dans le panthéon des classiques, il n'y a aucun mal à mettre Les trois mousquetaires, les Misérables et Le Comte de Monte Cristo entre toutes les mains.

Dans ces suggestions, il y a place pour les grands titres de la bande dessinée européenne; je pense évidemment à Tintin et Astérix, sans oublier pour autant Blake et Mortimer de Edgar Jacobs, sommet de la «ligne claire», au rayon des bandes dessinées difficile de ne pas faire une place au Blueberry, fringant lieutenant de la U.S. Cavalry, mais originaire du Sud né de la collaboration de Jean-Michel Charlier et Jean Giraud. Bande dessinée de création plus récente et favori personnel, Le Thorgal de Jean van Hamme et Grzegorz Rosinski. S'il s'agit de discuter d'oeuvres devant donner le goût de la lecture aux jeunes Québécois; il ne faut pas oublier l'indéniable succès des dernières années à ce chapitre, force est d'admettre qu'Harry Potter a sa place dans cette liste.

Revenons aux classiques dont ils faut souhaiter la lecture. S'adressant peut-être à un public plus âgé, mon épouse suggère la lecture des romans de Jane Austen. Finesse des analyses psychologiques et portrait incomparable des moeurs des premières années du règne de la reine Victoria.

Suggestion personnelle de lecture aux jeunes Québécois, Comme le temps passe et Les Sept couleurs de Robert Brasillach. Si ces jeunes lecteurs ont un tant soit peu la fibre poétique, la lecture des Poèmes de Fresnes devrait les enchanter et les plonger dans les tourments vécus par la France entre 1940 et 1945. Le maudit que fut Brasillach saura les émouvoir.

Voilà pour mes propositions, la rédaction du Harfang est intéressée à connaître vos suggestions, elles pourront faire l'objet d'un article publié subséquentement.



LA GUERRE FROIDE, UNE EXPORTATION CANADIENNE

RÉMI TREMBLAY



LA RÉCENTE SORTIE DU BLOCKBUSTER AMÉRICAIN OPPENHEIMER A RELANCÉ L'INTÉRÊT SUR LA GENÈSE DE LA BOMBE ATOMIQUE ET DU RÔLE JOUÉ DANS SON DÉVELOPPEMENT PAR CERTAINS SCIENTIFIQUES PROTO-COMMUNISTES, SOUVENT JUIFS, DONT ROBERT OPPENHEIMER LUI-MÊME. UNE PARTIE DE CETTE HISTOIRE À L'ORIGINE DE LA GUERRE FROIDE S'EST DÉROULÉE ICI-MÊME, À OTTAWA ET À MONTRÉAL. C'EST LE PRÉTEXTE PARFAIT POUR RÉEXPLORER LA GENÈSE CANADIENNE DE CE CONFLIT MONDIAL.

Bien que la Guerre froide ait été le facteur principal dans la refonte de la carte du monde durant la seconde moitié du XXe siècle, très peu de gens savent comment tout a commencé, comment l'URSS, « l'ami courageux » de l'Amérique, est devenue l'incarnation du croquemitaine. La plupart seraient surpris d'apprendre que cela n'a pas commencé à Washington, ni à Moscou, mais à Ottawa, dans le calme canadien. Et cela a commencé avec un seul homme. Un homme simple. Un petit employé d'ambassade. Voici l'histoire d'Igor Gouzenko, l'homme qui a changé le cours de l'histoire.

En 1945, la démocratie était enfin en sécurité, du moins le pensions-nous. Le Japon avait enfin capitulé le 2 septembre 1945, et le rêve d'une paix durable semblait enfin possible. Après tout, c'est ce qui avait motivé les puissances occidentales à permettre à l'URSS d'asservir la moitié de l'Europe. Mais peu de temps après, le rêve d'une fraternité mondiale avait pris fin. Non, les hommes étaient toujours des hommes, des loups pour leur propre espèce, et certains alliés n'avaient peut-être pas été aussi bien intentionnés qu'il y paraissait. C'est ce qu'Igor Sergeyevich Gouzenko, un employé de l'ambassade soviétique à Ottawa, révéla au

monde entier à l'automne 1945.

Le rêve d'une fraternité universelle devrait attendre.

Jusqu'à cet automne fatidique, Gouzenko travaillait pour le Glavnoye razvedyvatel'noye upravleniye (GRU), un service de renseignement militaire soviétique. Officiellement employé par l'ambassade, son travail consistait à chiffrer et déchiffrer des communications secrètes pour le GRU. Brillant étudiant, il avait été recruté par le NKVD lorsque la guerre avait éclaté et avait été envoyé à Ottawa en 1943 pour sa première et dernière mission à l'étranger.

Il travaillait pour le colonel Nikolai Zabolotnikov, officiellement attaché militaire soviétique pour le Canada, mais travaillant clandestinement comme chef d'un réseau d'espionnage. Gouzenko apprit en septembre 1944 qu'il serait rapatrié en URSS. À ce moment-là, il commença à craindre d'être torturé, emprisonné ou envoyé dans les goulags pour des erreurs qu'il avait commises, comme avoir oublié un document confidentiel par terre, une erreur signalée par la femme de ménage. En fait, le colonel Mikhail Mil'shtein, un officier du GRU venu inspecter les opérations de l'ambassade, avait émis des soupçons sur Gouzenko, car il ne vivait pas

dans les mêmes habitations que les autres employés soviétiques, vivant plutôt seul avec sa femme et son bébé. C'est Mil'shtein qui avait décidé de le renvoyer à Moscou. Zabotin parvint à repousser la date d'extradition.

Même si le rapatriement avait été indéfiniment reporté, Gouzenko et sa femme Anna ont décidé de faire défection, quels que soient les risques pour leur sécurité personnelle. Contrairement à Walter Krivitsky, qui avait fait défection avant la guerre, et à Viktor Kravchenko, qui avait fait défection l'année précédente aux États-Unis, Gouzenko avait décidé de ne rien précipiter, afin d'avoir suffisamment de temps pour rassembler des informations et des documents susceptibles d'être utiles au gouvernement canadien. N'ayant rien d'autre à offrir que de vagues témoignages, leurs histoires avaient été accueillies avec scepticisme. Les documents qu'il allait offrir seraient sa garantie. Malheureusement pour lui, il n'y a pas grand-chose de secret au Canada. Le Kremlin avait concentré sa collecte de renseignements sur la bombe atomique et le Canada n'avait joué qu'un rôle mineur dans son développement. Pourtant, les agents soviétiques aimaient exagérer leur travail, question d'avoir une chance de rester au Canada. S'ils n'avaient pas réussi à recueillir des renseignements, ils auraient été rapatriés en URSS, où la vie était bien moins agréable. Les agents soviétiques au Canada avaient réussi à obtenir des informations sur des usines d'explosifs, des systèmes radar, des tubes radio et des micro-ondes. Mais parmi ces renseignements plus ou moins intéressants, il y avait une exception, un espion très précieux : un scientifique britannique faisant partie du réseau canadien, Alan Nunn May, avait fourni des informations sur la bombe atomique et même de l'uranium 233.

Le 5 septembre 1945, Igor Gouzenko et sa femme Anna, enceinte, ainsi que leur bébé de 15 mois, passèrent officiellement à l'Ouest.



Igor Gouzenko en entrevue en 1968

Il se rendit d'abord à l'Ottawa Journal, suivant l'exemple de Kravchenko, mais prend peur avant de parler à qui que ce soit, rentre chez lui et revient une seconde fois. Soumis à un stress intense, il eut du mal à s'exprimer clairement dans son anglais approximatif et, ne comprenant pas ce qu'il voulait, les journalistes l'envoyèrent au bureau de la GRC, situé dans le même bâtiment que le ministère de la Justice. Là, Gouzenko demanda à parler lui-même au ministre, mais on lui dit de revenir le lendemain matin. Très stressé, il dut se résoudre à retourner à son appartement. Le lendemain, le ministre refusant de recevoir le transfuge soviétique, il retourna à l'Ottawa Journal. L'histoire qu'il leur raconta leur paraissant trop farfelue et susceptible de créer des problèmes diplomatiques, ils refusèrent de la publier et le renvoyèrent à la GRC. Nullement préparée à un tel témoignage, la police refusa de l'aider. La police pensait également qu'il inventait des choses et que le simple fait d'interagir avec lui aurait pu causer des problèmes diplomatiques avec les Soviétiques.

Comme il l'avait prévu, son témoignage fut accueilli par des doutes, mais les documents qu'il avait rassemblés effaceraient tous les soupçons si quelqu'un voulait bien l'écouter.

La soirée du 6 septembre 1945 commença de la même façon. Gouzenko et sa femme se terraient dans leur appartement. L'inquiétude grandit lorsqu'ils aperçurent deux hommes qui surveillaient leur maison et qu'ils entendaient des coups et une voix à la porte. Gouzenko reconnut la voix d'un autre agent soviétique. Ils coururent se réfugier chez un voisin, membre de l'Aviation royale canadienne (ARC). Le membre de l'ARC proposa d'aller chercher de l'aide auprès de la police.

Deux agents de la police d'Ottawa arrivèrent et interrogèrent Gouzenko, qui leur dit être en possession d'informations secrètes extrêmement importantes pour les Soviétiques. Les agents acceptèrent de surveiller l'immeuble pendant la nuit. Peu avant minuit, des ombres et des lumières furent aperçues dans l'appartement de Gouzenko. La police intervint et découvrit quatre employés soviétiques, dont le deuxième secrétaire, à l'intérieur de l'appartement.

Le lendemain matin, intrigués par ce qui s'est passé pendant la nuit, les agents de la GRC acceptèrent finalement d'écouter Gouzenko et de consulter ses documents.

Immédiatement, la GRC décida de contacter les services secrets britanniques et américains.

Les révélations faites aux policiers canadiens étaient choquantes et dépassaient le cadre de la sécurité nationale du Canada. Ils espéraient également obtenir des conseils sur la manière de traiter un transfuge, car c'était la première fois qu'ils étaient confrontés à un tel cas.

Le FBI dépêcha immédiatement un agent pour un contre-interrogatoire de Gouzenko. Herbert Hoover, le légendaire directeur du FBI, avait toujours soupçonné une

infiltration russe et pensait que le président Harry Truman était trop laxiste à l'égard du communisme. Gouzenko semblait détenir les preuves dont il avait besoin.

Quant aux Britanniques, c'est Kim Philby, du MI6, qui reçut l'information. Étant lui-même un agent soviétique, Moscou comprit immédiatement que leur agent au Canada avait fait défection.

Après avoir tenté de récupérer Gouzenko par la force avec une escouade, l'ambassade soviétique tenta ensuite d'utiliser les voies diplomatiques, affirmant que Gouzenko avait volé de l'argent et qu'il devait être arrêté et expulsé vers l'URSS en tant que « criminel capital ». Pour gagner du temps, la GRC expliqua que les Gouzenko étaient très instables et qu'ils s'étaient enfuis. Ils diffusèrent d'ailleurs des avis de recherche. Mais les Soviétiques ne tombèrent pas dans le panneau : Philby ne cessait de les mettre sur la piste et le jeu de dupe diplomatique qui se jouait ne trompait personne.

À partir de ce moment, pour la GRC, Gouzenko devint Corby. Gouzenko révéla d'abord que l'obtention d'informations sur la bombe atomique était la priorité de l'espionnage soviétique en LESOVIA, le nom de code soviétique pour le Canada. Il décrivit également le recrutement de traîtres locaux, mais aussi la manière dont les espions soviétiques pouvaient entrer dans le pays en passant inaperçus. Jusqu'alors, personne au Canada, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne n'avait réalisé à quel point les activités d'espionnage des Soviétiques en Occident étaient sophistiquées et étendues.

Le 11 septembre, le Premier ministre Makenzie King écrivit dans son journal : « Cette révélation nous donne une vision du monde nouvelle et plus effroyable que jamais... Je ne peux pas croire que cette information me soit parvenue par hasard. »

Les documents fournis sur le réseau d'espionnage contenaient plusieurs noms de code, et il était difficile de savoir qui était qui. Heureusement, Gouzenko put fournir la véritable identité de nombreuses personnes cachées derrière un nom de guerre.

Selon les documents de Gouzenko, au Canada seulement, vingt fonctionnaires travaillaient pour Moscou. Malgré la diversité des profils, le Premier ministre Mackenzie King nota dans son journal que « c'est une chose assez extraordinaire que la plupart de ceux qui sont pris dans ce filet soient juifs ou aient des épouses juives ou (soient) d'origine juive ». Richard Nixon fera plus tard des commentaires similaires sur le caractère juif de l'infiltration communiste en Amérique.

Dans le réseau d'espionnage, qui s'étendait jusqu'à la Suisse, Gouzenko mentionna également un scientifique britannique travaillant au Canada qui avait travaillé à l'université de Chicago sur la séparation de l'uranium. Pire encore, il y avait, selon Gouzenko, un espion soviétique au sein des services de renseignement britanniques sous le nom de code « Elli ». Malheureusement, les Britanniques prirent cette information à la légère, préférant se concentrer sur le scientifique plutôt que sur « Elli ».



Ambassade soviétique à Ottawa

Rétrospectivement, on peut imaginer qu'« Elli » était probablement Philby lui-même, bien que certains éléments ne concordent pas parfaitement. Quoi qu'il en soit, beaucoup ont soupçonné à tort Roger Hollis, directeur du MI5, d'être « Elli ». Philby ne fut arrêté qu'après avoir pris sa retraite du MI6, en 1963.

Le scientifique britannique était Alan Nunn May, qui avait été recruté comme espion au Canada, mais était devenu communiste dans ses jeunes années à Cambridge, comme Philby et plusieurs autres. Ses penchants communistes n'étaient pas inconnus : il était même allé à Leningrad avec d'autres diplômés de Cambridge, mais avait néanmoins pu rejoindre le programme atomique britannique en 1942.

Le 10 septembre, les autorités canadiennes commencèrent à suivre May, considéré comme le plus dangereux de la liste des suspects. Il retourne en Angleterre, et reste libre. Le MI5, effrayé à l'idée de l'arrêter sans aucune preuve, le suivait constamment, essayant de le prendre en flagrant délit. Philby avait prévenu May qui, dès lors, évita tout contact avec les agents soviétiques. Pourtant, lorsqu'il fut finalement arrêté, May était complètement désespéré, ne sachant que faire ni que répondre.

Le réseau canadien s'étendait également aux États-Unis. Dans le réseau qui opérait aux États-Unis, l'un des espions était l'assistant d'un secrétaire d'État adjoint. Pour le FBI, il ne pouvait s'agir que d'Alger Hiss, un New Dealer qui figurait déjà sur la liste de surveillance du FBI. Après des enquêtes approfondies, le FBI était certain de sa trahison au profit de Moscou, mais ne pouvait que le faire condamner pour parjure, tout comme un autre espion soviétique, William Remington, ancien employé du War Production Board.

Tout comme les Britanniques, Hoover voulait attendre d'avoir suffisamment de preuves pour procéder à des arrestations. C'est ainsi

qu'Ignacy Witczak, qui figurait sur la liste fournie par Gouzenko, put échapper à la surveillance et finalement disparaître.

Les informations révélées par Gouzenko furent d'abord tenues secrètes. La GRC et ses homologues alliés voulaient vérifier toutes les informations et rassembler les preuves qui leur permettraient d'arrêter et de condamner les espions.

Politiquement, il s'agissait aussi d'une patate chaude : l'URSS est encore officiellement leur alliée.

Tout était gardé secret. King voyagea à Washington pour rencontrer Truman, et il visita également Clement Attlee. Fait intéressant, Winston Churchill, qui avait été évincé du pouvoir, avait été prévenu et déclara ne pas être surpris par les révélations. Néanmoins, cela contribua peut-être à façonner son célèbre discours de Fulton dans lequel l'analogie du Rideau de Fer fut utilisée pour la première fois.

Un nouveau chapitre s'ouvrit le 7 novembre 1945, lorsque Elizabeth Bentley, une espionne soviétique basée à New York, contacta le FBI pour la troisième fois. Elle n'avait pas été prise au sérieux les deux fois précédentes, mais cette fois, à la lumière des révélations de Gouzenko, le FBI s'intéressa vivement à son propre récit. Elle désigna Fred Rose comme un agent travaillant au Canada, ainsi que Hazen Sise, un architecte juif basé à Montréal, tous deux ciblés par les enquêtes de Gouzenko. Comme Gouzenko, elle donna également des informations vagues sur Hiss, informations confirmées par un autre transfuge, Whittaker Chambers. Parmi les autres personnalités mentionnées à la fois par Gouzenko et Bentley figuraient Harry Dexter White et le Dr Arthur Steinberg, un scientifique. Ils furent tous deux placés sous surveillance constante par le FBI. Fait intéressant, malgré les nombreuses mises en garde de Hoover selon lesquelles il était un agent soviétique, Truman nomma White au FMI.

Le FBI mentit à King sur l'étendue des révélations de Bentley, car ils se méfiaient de lui et le trouvaient faible. Ils avaient raison : tandis que les tensions augmentaient, King cherchait à préserver sa relation avec l'URSS et rencontra ouvertement l'ambassadeur soviétique Georgii Zarubin pour discuter de l'espionnage soviétique au Canada, proposant de rapatrier les diplomates qui avaient agi comme espions. Cette démarche irrita fortement Washington et Londres. Les Russes savaient alors exactement ce que les Occidentaux avaient dans leur jeu. En défense de King, avec Philby jouant un double rôle, les Soviétiques purent toujours savoir tout ce que les puissances occidentales prévoyaient à l'avance.

En utilisant le temps à leur avantage, les agents communistes cessèrent leurs activités et, en décembre, les espions russes, comme le chef du GRU américain Pavel Mikhailov, furent renvoyés en Russie où ils seraient à l'abri des représailles occidentales. Gouzenko espérait que d'autres espions soviétiques suivraient son exemple et feraient défection, mais la plupart avaient peur des répercussions sur leurs familles à la maison. Une femme ou une mère laissée derrière elle aurait pu être envoyée au goulag

en représailles.

Les espions locaux ne furent pas aussi astucieux : après avoir appris la défection de Gouzenko, Fred Rose avait dit à tout le monde de rester calme. Selon lui, rien ne se passerait. Rassuré, le réseau devint dormant, mais personne ne chercha à fuir.

Ils étaient rassurés : l'affaire traînait en longueur et les services de renseignement étaient de plus en plus mécontents.

Le 3 février 1946, Drew Pearson, un populaire journaliste américain, révéla l'affaire à la radio, forçant ainsi les gouvernements à réagir rapidement. Qui divulgua l'information à Pearson ? Probablement Hoover lui-même. Il l'avait nourri d'informations sur les Américains pro-allemands pendant la Seconde Guerre mondiale et il avait peur de la stratégie de King et pensait que l'inaction jouait contre eux. En informant Pearson, il voulait forcer la question. La semaine suivante, Pearson aborda à nouveau le sujet et fit le lien entre l'espionnage au Canada et l'espionnage aux États-Unis. Le 15 février, les Canadiens passèrent enfin à l'action et arrêtaient onze espions. Le lendemain, deux autres furent arrêtés.

Fait intéressant, comme pour montrer sa faiblesse, la première chose que fit King après les premières arrestations fut de s'excuser personnellement auprès de l'ambassadeur soviétique.

Suite à ces révélations, il devint évident pour tous que l'URSS n'était pas un ami, mais un ennemi. Les amis ne s'espionnent pas mutuellement et le fait qu'elle souhaitait acquérir les secrets de la bombe atomique effrayait le monde.

C'est cette affaire qui mit fin à la coopération mondiale sur la bombe atomique. Pourquoi les États-Unis partageraient-ils leur secret avec un partenaire aussi peu fiable ?

Jusque-là, Staline avait été considéré au Canada comme un ami et plusieurs organisations faisant la promotion de relations amicales entre Moscou et Ottawa avaient prospéré pendant la guerre. La chaîne de magasins Eaton, prédécesseur canadien de Walmart, arborait même le marteau et la faucille sur sa façade ! Dans les cercles diplomatiques d'Ottawa, les diplomates soviétiques étaient des invités en vue, en particulier Zabolotny, le chef du GRU.

En fait, c'est la sympathie généralisée envers l'URSS et le communisme en général qui avait permis aux agents soviétiques de recruter de nouveaux espions, car leurs viviers de recrutement étaient des organisations de façade communistes comme la Ligue contre le fascisme et l'Union des libertés civiles.

Le mathématicien Israel Halperin, qui utilisait le nom de code Bacon, était l'un de ces gauchistes devenus traîtres. Rares étaient les traîtres authentiques, comme le professeur de McGill, Raymond Boyer, qui avait rejoint ouvertement le Parti communiste avant de devenir espion à la demande de son ami Fred Rose. C'est à McGill que Boyer avait recruté de nombreux autres espions, parfois avec l'aide de sa femme, issue de la

communauté juive. Après avoir appris que six des espions arrêtés étaient des diplômés de McGill, un journal québécois avait commenté avec une pointe d'humour : « Vous envoyez votre fils à McGill en tant que démocrate canadien, et il en sort un communiste international. »

Les révélations entourant l'affaire horrifièrent la population : le mirage de la paix tant recherchée disparaissait tandis qu'une nouvelle menace émergeait. La Guerre froide, pour reprendre l'expression de Walter Lippmann, venait de commencer.

Au Canada, une commission royale fut mise en place pour enquêter sur l'affaire des espions et entendre les différents acteurs impliqués. À l'issue de cette enquête, plusieurs espions furent inculpés pour ne pas avoir respecté la Loi sur les secrets officiels, mais les accusations de trahison étaient trop difficiles à prouver.

Certains furent jugés et emprisonnés, comme Boyer, condamné à deux ans de prison pour avoir rompu son serment de secret en révélant aux Russes la composition de l'explosif RDX, et Harold Gerson, ingénieur géologue, condamné à cinq ans. En Grande-Bretagne, May fut condamné à dix ans de travaux forcés.



L'espion soviétique Fred Rose (né Fischel Rosenberg), seul membre du Parti Communiste à être élu au Canada.

Les cas les plus intéressants furent peut-être ceux de Fred Rose, surnommé Debouz, et de Sam Carr, deux membres influents du Parti communiste. Fait intéressant, comme l'activiste de B'nai Brith, Avedis Desrounian, aux États-Unis, ils avaient diffamé des patriotes de droite tels que le père Charles Coughlin, Paul Bouchard, les frères O'Leary et le père Lionel Groulx avant la guerre, les qualifiant d'« agents d'Hitler » ou de « nazis ». Si aucun de ceux qu'ils avaient accusés d'espionner pour l'Allemagne n'avait jamais fait une telle chose, leurs accusateurs avaient eux-mêmes espionné pour Moscou !

Malheureusement, Gouzenko n'avait pas fourni suffisamment de preuves pour arrêter Rose. Cependant, les espions arrêtés racontèrent que Rose avait été l'agent soviétique de liaison, recrutant et transmettant des informations pour le GRU.

Le procès de Rose défraya les gros titres dans le monde entier : un élu qui espionnait pour les Soviétiques était une première. De plus, le fait qu'il soit un leader du Parti communiste démontrait à quel point les Partis communistes dits "nationaux" étaient dépendants de Moscou.

Le procès de Rose fut la première apparition publique de Gouzenko. Après seulement 30 minutes de délibération, le jury déclara Rose coupable et il fut condamné à 6 ans de prison. En dernier recours, il se plaignit que l'antisémitisme avait joué un rôle dans son verdict « et cela à peine un an après la victoire sur les barbares nazis qui ont tué six millions de Juifs ! ». Pour la première fois, l'Holocauste était instrumentalisée à des fins politiques.

Sam Carr, né Schmil Kogan en Ukraine, était une autre grande personnalité ciblée par l'enquête. Lorsque le scandale éclata, il disparut et se cacha jusqu'à ce que le FBI l'arrête à New York en 1949. Carr avait longtemps été un agitateur communiste : membre du Parti communiste canadien, il avait étudié à l'Université Lénine de Moscou et avait été emprisonné pendant environ trois ans pour ses activités subversives. Il fut condamné à six ans de prison pour avoir obtenu un passeport contrefait.

Cependant, seuls sept des treize espions visés par des poursuites furent reconnus coupables en justice.

Aux États-Unis, la peur de l'espionnage soviétique augmenta avec ces révélations. Bientôt, la Commission des activités non-américaines (HUAC), qui avait été utilisée pour empêcher la croissance du fascisme aux États-Unis, se saisit de la question de la loyauté des communistes. L'affaire Gouzenko a eu de profondes répercussions sur les relations internationales et a marqué le début de la Guerre froide. Les tensions entre l'Est et l'Ouest se sont intensifiées, et les États-Unis et l'Union soviétique sont devenus des rivaux géopolitiques majeurs.

Au Canada, l'affaire a entraîné une remise en question des liens précédemment amicaux avec l'URSS. L'opinion publique a été choquée par les révélations d'espionnage soviétique et de subversion communiste sur son propre sol. Les sympathies passées envers l'URSS ont été remises

en cause, et la méfiance envers le communisme s'est accrue.

L'affaire Gouzenko a également eu des conséquences sur la politique intérieure canadienne. Le Premier ministre William Lyon Mackenzie King, critiqué pour sa gestion de l'affaire, perdit en popularité. Son gouvernement fut accusé d'avoir été naïf envers l'URSS et de ne pas avoir pris au sérieux les menaces de subversion communiste. L'opposition exigea des réponses et des mesures plus fermes contre l'espionnage soviétique.

Les révélations de Gouzenko ont également entraîné un renforcement des services de renseignement canadiens et une amélioration de la coopération avec les alliés occidentaux pour contrer l'espionnage soviétique.

Sur la scène internationale, l'affaire Gouzenko mit en lumière les enjeux de sécurité liés à la bombe atomique. Les craintes de prolifération nucléaire et d'espionnage nucléaire ont incité les États-Unis à revoir leur politique de partage d'informations sensibles avec d'autres pays. La coopération internationale sur les questions nucléaires s'est refroidie, ce qui a contribué à accroître la méfiance entre les grandes puissances.

Enfin, l'affaire Gouzenko a été un moment clé dans l'histoire du renseignement et de la guerre froide. Elle a mis en lumière l'importance des transfuges et des lanceurs d'alerte dans la lutte contre l'espionnage ennemi. Gouzenko lui-même est devenu un symbole de la lutte contre l'espionnage soviétique et a été protégé par les autorités canadiennes en raison des menaces de représailles.

Quant à Gouzenko, il est resté caché sous la protection de la GRC (Gendarmerie royale du Canada) pendant quelques années, mais

personne ne tenta de le tuer. Staline, qui venait de remporter la guerre contre l'Allemagne et avait réussi à asservir la moitié de l'Europe, voyait toute tentative de le tuer comme une erreur tactique.

Gouzenko changea son nom pour Krysac, qui signifie ironiquement taupe ou rat en tchèque, et inventa une nouvelle histoire. Il prétendait être d'origine tchèque et reprit une vie normale au Canada. Ses huit enfants n'apprirent leur véritable origine que lorsqu'ils étaient adolescents. Cependant, il a vécu sous protection policière jusqu'aux années 60.

Il s'est également impliqué dans la lutte contre le communisme au Canada, en écrivant une brochure intitulée « Trudeau, un Castro potentiel pour le Canada », dans laquelle il affirmait que Lester B. Pearson et Pierre E. Trudeau étaient des sympathisants communistes, des accusations factuelles.

Gouzenko devint un auteur célèbre, avec son autobiographie en 1948, un livre qu'il co-écrit avec Mervyn Black, et un roman intitulé *La Chute d'un Titan*, qui reçut le prix du Gouverneur général en 1954. Ce roman dépeignait la méchanceté du régime soviétique. Son troisième livre, *Océan du Temps*, n'a jamais été terminé. Gouzenko est devenu aveugle en raison du diabète et est finalement décédé d'une crise cardiaque en juin 1982, avant d'avoir pu le terminer.

Sources

Gouzenko, Igor. *The Iron Curtain*, 2nd Hauraki Publishing, 2016.

Knight, Amy. *How the Cold War Began*. Carroll & Graff Publishers, 2005.

Granatstein, J.L. and Stafford, David. *Spy Wars: Espionage and Canada From Gouzenko to Glasnost*, Key Porter Books, 1990.



BELLA CIAO? AVANTI RAGAZZI DI BUDA!

ENTRETIEN AVEC ERGA



LE 1ER DÉCEMBRE TERRE DE FRANCE LANÇAIT L'ALBUM *GE D'OR*, DE LA JEUNE CHANTEUSE FRANÇAISE ERGA. JEUNE ET JOLIE, ELLE A AUSSI UN HUMOUR CINGLANT ET UNE VOIX D'OR. CONNUE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, ELLE EST UNE DES RARES FEMMES DANS LA BATAILLE MÉTAPOLITIQUE QUI SE JOUE, ESPÉRANT RIEN DE MOINS QU'UNE RECONQUÊTE DU DOMAINE CULTUREL. QUESTION DE SALUER LE LANCEMENT DE CE DISQUE QUE NOUS VOUS ENCOURAGEONS À ACHETER, NOUS AVONS DÉCIDÉ D'INTERROGER LA SÉMILLANTE ERGA.

Harfang - Tout d'abord pourriez-vous nous parler de l'album *Âge d'or* lancé chez Terre de France?

Erga - Alors cet album est composé de huit reprises de chants traditionnels et de huit créations originales. Les reprises sont acoustiques (guitare, piano et voix), alors que les compositions sont plus produites, avec des sonorités modernes (électro, trap...)

H - Pourquoi avoir choisi Terre de France, qui en fait n'est pas un label?

E - J'avais rencontré Terre de France l'an dernier à l'Université d'été du Parti Reconquête, et en plus nous habitons dans la même région du sud-est de la Provence. Cette année-là, il voulait promouvoir un artiste

engagé, ce qu'il n'avait jamais encore fait, mais qui lui tenait à cœur. J'avais justement envie de produire des morceaux aux textes engagés, donc nous avons décidé de travailler ensemble sur ce projet.

H - Parmi les compositions du disque, y a-t-il *Avanti Ragazzi di Buda*? Et que représente cette chanson italienne pour vous?

E - Oui elle y est. C'est une chanson que j'ai découverte il y a à peine quelques mois. J'ai toujours aimé *Bella Ciao*, du moins avant d'en connaître la signification et je trouvais dommage qu'il y ait une chanson communiste sans son pendant anti-communiste. C'est pourquoi j'ai appris *Avanti Ragazzi di Buda*, une belle chanson italienne écrite en

hommage à la révolution hongroise de 1956.

H - Si on revient à votre chaîne Youtube, on remarque que les vidéos politiques sont plus populaires que les chansons. Comment expliquez-vous ce phénomène?

E - C'est vrai que j'ai commencé par des vidéos politisées et c'est-ce qui m'a fait connaître, notamment sur Tiktok, car c'est là que j'ai commencé. Ce n'est que pas la suite que j'ai montré mes compétences musicales. C'est vrai que tout ce qui est « clash » marche mieux que la musique généralement. Mais jusqu'ici, mes chansons en ligne étaient surtout des reprises. Les gens attendaient - et on me l'a demandé souvent - mes propres compositions. Il y a très peu de musique



H - Vous avez parlé de combat culturel. Est-ce qu'il y a des artistes de notre mouvance qui vous ont inspirée?

E - Oui, j'ai découvert Kroc Blanc, ou encore Millésime K qui s'est d'abord fait connaître par Tiktok, lui aussi. D'ailleurs c'est surtout du rap, qui se fait. Il y a eu des groupes de rock dans les années 90, 2000 et 2010, mais depuis très peu de choses modernes ont été produites dans notre milieu. Et encore moins de la part d'une femme...

H - Laquelle de vos compositions est la plus importante à vos yeux.

E - Je dirais que c'est la première que j'ai composée. Pour l'anecdote, cela faisait deux ans que je l'avais dans mon placard. Elle me tient à cœur. Le fond musical est un extrait remixé de la Marseillaise. Je trouvais cela assez audacieux et original.

H - Avez-vous un mot de la fin?

E - S'il est important de reconquérir les milieux médiatiques, associatifs, éducatifs, juridiques, etc., il est tout aussi important de reprendre les domaines culturels (cinéma, musique...), d'être à la page artistiquement. C'est de cette manière que nous toucherons notamment les jeunes, qui peuvent être très

influencés par des textes de chansons...parfois pour le pire mais aussi pour le meilleur, en l'occurrence !

J'espère que ce premier album vous plaira, n'hésitez pas à me suivre sur les RS !

<https://terredefrance.fr/pages/erga>

YOUTUBE

https://www.youtube.com/@erga_x

INSTAGRAM

https://www.instagram.com/erga_x/

TIKTOK

<https://www.tiktok.com/@erga.3x>

TWITTER

<https://twitter.com/Erga3x>

TIPEEE

<https://fr.tipeee.com/erga>

engagée, du moins de qualité. La gauche a la mainmise sur le milieu culturel et il serait temps qu'on le reprenne.

H - Quand vous parlez de reprendre le terrain musical, pensez-vous à des spectacles?

E - Oui, tout à fait, une tournée de concerts est prévue. J'y interpréterai les reprises et les compositions de l'album.

H - Est-ce que vous pensez vous produire un jour au Québec?

E - Ce serait avec un immense plaisir! D'autant que je n'y suis jamais allée. Ce sera un moyen de me faire connaître jusque-là.

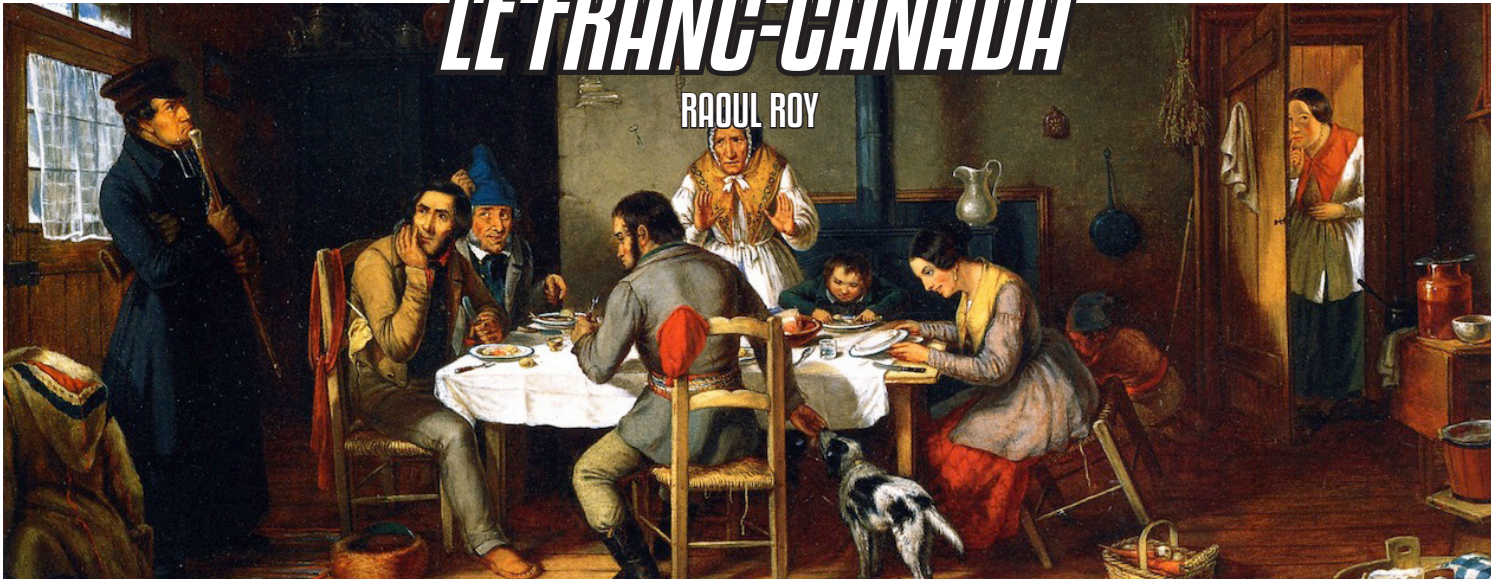


TERRE DE FRANCE

Notre cœur bat pour nos campagnes.

L'É FRANCO-CANADA

RAOUL ROY



ON LIT DANS LES DOCUMENTS DU TEMPS DE LA GUERRE D'INDÉPENDANCE AMÉRICAINE QUE LES FRANCOPHONES DU SAINT-LAURENT N'AVAIENT PAS D'AUTRE NOM QUE CELUI DE CANADIENS. DANS L'APPEL QUE LEUR LANCERA D'ESTAING, IL SOULIGNERA L'INJUSTICE IRRÉPARABLE QUE L'ANGLETERRE AVAIT COMMISE EN 1763 EN SUPPRIMANT LE NOM DE LEUR PAYS, CELUI DE CANADA, POUR LUI SUBSTITUER CELUI D'UNE DE SES VILLES, QUEBEC, AFIN D'INCRUSTER DANS LEUR ESPRIT UNE IMAGE RABOUGRIE DE LEUR TERRITOIRE ET POUR LEUR ENLEVER TOUT ESPOIR DE RENAISSANCE.

L'acte de Québec de 1774, s'il agrandissait la réserve des Canadiens, la Province of Quebec, ne leur restituait pas le nom de leur pays. (La traduction juste de « Province of Quebec » en français est tout simplement « colonie de Québec ».)

Le colonisateur visait, par ce tour de passe-passe, plusieurs buts : faire que le colonisé oublie son histoire qui l'ancrait au sol du Canada en tant que Canadien et qu'il s'en coupe à jamais, ce qui devait l'amener à se dépersonnaliser en l'habituant à se désigner d'après la dénomination coloniale de « Québec », et, finalement, l'acculer à s'identifier à lui. Plus tard, voyant que les Canadiens augmentaient en nombre, les anglophones s'emparèrent du nom Canada pour le donner à une partie du territoire originel canadien qu'ils appelèrent le « Canada supérieur » ou le Haut-Canada (l'Ontario actuel), tandis que la « Province of Quebec » devenait le « Canada inférieur » ou le Bas-Canada. L'appellatif de « Canada » fut ensuite transmis au carcan colonial de 1867, la pseudo-confédération de la « British North America », où les seuls et authentiques « Canadiens » furent définitivement mis en minorité.

Les colons anglais qui s'établirent au Canada ne cessèrent cependant de se définir comme « British » et de s'agripper aux jupes de l'Angleterre jusqu'au jour assez récent de l'effolement (thank God) de l'Empire britannique. C'est alors qu'ils se mirent à se dire « Canadiens » et qu'ils redoublèrent d'efforts pour faire perdre leur identité aux Canadiens originels, les authentiques fils du pays, issus des Français et des Canadois (ou Indiens) : le peuple qui s'est mérité le titre de Franc-Canadiens. Les « British » espéraient ainsi que

les vrais Canadiens, les Franc-Canadiens, finiraient par se modeler à leur image et cesseraient de se dire Canadiens, ou Canadiens français, pour enfin s'angliciser.

Les habitants de langue française du Canada originel ont toujours été les seuls à ne s'intéresser qu'au Canada, sans égard pour aucune mère-patrie, pas plus la France qui semblait les avoir oubliés que l'Angleterre qui ne fut pour eux qu'un insupportable marâtre. N'ont-ils pas toujours refusé de se laisser entraîner dans les guerres impériales?

Les « British » et les « British Americans » qui campent ici ont toujours souhaité que les Canadiens, dont l'enracinement sur le Saint-Laurent remonte à 400 ans du côté des Français, et à peu près plus de 10 000 du côté des Amérindiens (qui comptent aussi parmi leurs ancêtres), renoncent à leur marque ethnique d'authenticité historique canadienne pour s'affubler du nom colonial qu'ils leur ont donné, celui de « Quebeckers » ou « Québécois », afin qu'ils puissent être intégrés aisément dans la confédération de la « British North America » et deviennent des « Canadians » à l'égal des Ontariens, des Albertains, des Manitobains, etc.

Jamais les anciens Canadiens n'auraient songé à endosser le sobriquet malsonnant de « Québécois » dans un geste irréfléchi d'auto-désidentification, comme prélude à l'auto-effacement de l'histoire.

Extrait de Raoul Roy, *Les Canadiens français et les indépendantistes américains*, Éditions Franc-Canada, 1977, pp 15-16.

ANESTHÉSIE DANS L'EMPIRE AMÉRICAIN

NËL CHËNE

Ô Saint Empire américain des états dessoudés, qui submerge depuis toujours nos mentalités,
 Qui recouvre de sa violente influence la Terre entière, s'infiltrant du nord au sud, outre-mer,
 Pernicieusement présent dans toutes nos cultures, imprégnant nos cerveaux martelés,
 Passant par nos écoles, les cinémas, nos stations de radio, les modes, il en fait son affaire,
 Ô Canada, Sainte Confédération forcée, molle, imposée par des traîtrises répétées,
 Elle peine à ne pas se laisser saloper par le Saint Empire, Américains nous sommes,
 Par la bande, en somme, dans le giron du plus puissant, au royaume du gigantisme vénéré,
 Provinces assujetties, adhérant moins au fédéralisme ontarien qu'à la tendance qui surconsomme,
 États désunis du libéralisme réclamant une part d'indépendantisme, émulation faiblarde du Québec,
 Attendant que nous passions à l'acte pour emboîter le pas, à moins qu'Ottawa ne les chouchoute,
 Sclérosés pour cause d'anesthésie trop forte, la longue sieste met notre éducation en situation d'échec,
 Impulsion de vie sentie au Canada français, pendant qu'un poids pousse nos institutions à la banqueroute.

Ô Saint Empire états-unien remplacé, votre Californie a refourgué votre Amir
 Attaran à Ottawa,
 Qui attend le Québec dans sa mire, le qualifiant de suprématiste à l'Alabama, nous tirant des balles à blanc,
 Votre Joe Rogan s'est entretenu avec ce Gad Saad, cet étranger crachant sur l'accent québécois,
 Déploré comme affront à la dignité humaine par ce triste Montréalais converti à l'anglais, immigré du Liban,
 Regarde, Saint Empire, comme notre Canada français se fait parfois salement amocher,
 Malmené par la disgrâce de certains immigrants ingrats, incultes de surcroît, comme ce Ray Coehlo,
 Étudiant universitaire, milieu du supposé haut savoir, qui prône trop souvent toutes les libertés,
 Tel que pétitionner, ici pour saboter le nom honorant les grandes découvertes, Cristoforo Colombo.

Ô Saint Empire d'Amérique, Saint Canada travesti, les choses empirent, vous déconstruisez nos origines,
 Du biberon jusqu'à la mort, vous nous fourrez vos idées sensuellement perfides dans la gorge profondément,
 Le rap du banditisme se répand, le rock and roll a fait ses dommages, vos sous-cultures de la laideur nous endoctrinent,
 Votre athéisme contemporain débile, votre suffisance scientifique nous empoisonnent impunément,
 Votre culture de la vengeance engendre la rancune facile, empêche l'apprentissage du pardon,
 Vous faites de l'agressivité une banalité à la portée de nos quotidiens, en vous prenant pour nos patrons,
 Votre wokisme endort nos esprits, nous prêche l'antéchrist par l'avènement du transgénisme,
 Du transgenrisme inclusif, qui exclut toujours la critique se rebellant du politiquement correct,
 Nous sommes bien loin de la Religion de la Vérité, Celle de l'Amour inconditionnel incarnée par Jésus-Christ,
 La bonne nouvelle, c'est que nous sommes près d'une ère de renouveau qui annihilera vos sectes.



ALEXANDRE BELLIARD, UN CHANTEUR PATRIOTIQUE QUÉBÉCOIS À DÉCOUVRIR

ROBERT MARLEAU



ALEXANDRE BELLIARD EST UN CHANTEUR QUÉBÉCOIS SE SITUANT DANS LA MOUVANCE FOLK. IL N'A JAMAIS HÉSITÉ À AFFIRMER SES CONVICTIONS NATIONALISTES ET SON APPUI SANS COMPROMIS À L'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC. IL SE SITUE DANS LA LIGNÉE DES CHANSONNIERS QUÉBÉCOIS TELS QUE FÉLIX LECLERC, RAYMOND LÉVESQUE, CLAUDE LÉVEILLÉ, GILLES VIGNEAULT, JEAN-PIERRE FERLAND, GEORGES DOR, ROBERT CHARLEBOIS.

C'est un auteur-compositeur-interprète, il a composé la grande majorité de ses textes qui sont remplis de poésie. Il est assez éloigné du style des chanteurs et chanteuses populaires modernes qui sont surtout préoccupé-es par leur popularité personnelle et dont les chansons visent surtout à faire danser les gens au lieu de les instruire et les édifier.

Son premier album intitulé *Pièges à con* est sorti en 2005 avec un hommage au poète engagé et au style marginal Denis Vanier, qui a été une de ses influences majeures. Il a aussi dénoncé le cirque parlementaire dans sa chanson *Les affaires étranges* en abordant notamment le thème récurrent de la corruption au sein de la classe politique. Alexandre a rendu hommage au chanteur français Renaud dans son deuxième album *Demain la peur*. Un artiste qui a donc un style résolument engagé et contestataire et qui n'hésite pas à aborder les problèmes de notre société.

Alexandre Belliard est un passionné d'histoire québécoise et de l'Amérique francophone en général. C'est pourquoi il a mis sur pied le projet *Les légendes d'un peuple* (1), une série de huit livres-disques dont le premier a été publié en 2012. Malgré ses tendances de gauche, Alexandre ne méprise pas notre passé, loin de là. Il veut que le peuple québécois découvre et s'approprie son histoire afin de développer une fierté nationale et patriotique. L'amour et la défense de la nation québécoise sont inconditionnelles dans l'œuvre d'Alexandre Belliard. Il a affiché publiquement son soutien au Parti Québécois et a participé à des activités d'organisations indépendantistes comme la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le Rassemblement pour un pays souverain. En 2015, cet artiste proclama son soutien à Pierre-Karl Péladeau à la direction du PQ, malgré le fait que cet homme d'affaires ne soit pas vraiment populaire auprès des gens de gauche. Les intérêts patriotiques avant toutes autres choses!

Le magistral projet *Légendes d'un peuple* vise à mettre en valeur l'histoire de l'Amérique francophone depuis le XVII^e siècle jusqu'à aujourd'hui. On y retrouve des personnages de l'époque de la Nouvelle-France tels que Samuel de Champlain, Paul de Chomedey de Maisonneuve, Cavalier de LaSalle, Pierre Lemoyne d'Iberville, Marie Rollet et bien d'autres. Sans se revendiquer comme étant croyant, Alexandre Belliard reconnaît toutefois l'importance de l'Église catholique dans notre histoire nationale et particulièrement dans l'édification de la Nouvelle-France. Contrairement à beaucoup

de gens de gauche, il ne cherche nullement à rejeter notre passé catholique et il ne sombre pas dans le masochisme national, ces deux articles le démontrent très bien (2). Tout récit historique honnête et soucieux de vérité sur la Nouvelle-France ne peut pas évacuer la dimension catholique de cette époque et le rôle fondamental joué par l'Église catholique pour développer la colonie. Malheureusement depuis les années 60, on cherche à occulter tous les bienfaits que le catholicisme nous a apporté à cause de certains excès montés en épingle par les bien-pensants progressistes.

Alexandre Belliard aborde d'autres personnages importants de notre histoire dans les *Légendes d'un peuple*, le frère Marie-Victorin, la syndicaliste Madeleine Parent, Jacques Parizeau, Pierre Falardeau, l'avocat et policier Pacifique Plante qui a vaillamment combattu le crime organisé à Montréal dans les années 40 et 50 au péril de sa vie. On y retrouve également le soldat Léo Major, Hubert Aquin, Yvon Deschamps, Louis-Joseph Papineau, Louis Cyr, Louis Riel et bien d'autres encore. Un peu pour tous les goûts, car il y a une grande diversité politique et idéologique dans les personnages qu'il a choisis, mais par contre ce sont tous des gens qui ont travaillé à un niveau ou un autre pour le pays du Québec. Cette collection de livres-disques est un trésor inestimable pour quiconque s'intéresse à l'histoire, non seulement du Québec, mais de la francophonie nord-américaine en général. Elle nous offre des textes à lire et des chansons à écouter tout en développant nos connaissances. Elle est aussi très utile pour tous ceux et celles qui militent pour défendre les intérêts de notre patrie et qui veulent en faire un pays réellement indépendant. Pourquoi ne pas encourager un artiste québécois totalement dédié à sa nation, qui est passionné par son histoire plutôt que des "vedettes" totalement absorbées par le star-system anglo-saxon? La musique peut être un excellent outil pour diffuser des idées, des valeurs et des principes. Alexandre Belliard l'a très bien compris.

(1) <https://www.legendesdunpeuple.quebec/>

(2) <https://spec.qc.ca/nouvelle/montreal/-la-folle-entreprise>

<https://le-verbe.com/culture/de-la-memoire-historique-et-de-la-poesie/>

RADIOGRAPHIE DU RÉGIMENT AZOV

GEORGE FELTIN-TRAGOL

Chercheur à Washington et à Paris spécialisé dans les radicalités de droite en Europe centrale et orientale, Adrien Nonjon offre au public francophone la première étude systématique sur le célèbre et très fantasmé Régiment Azov. Conscient des nombreuses inepties qui le concernent, l'auteur s'est rendu plusieurs fois en Ukraine avant la guerre et a établi des contacts assez fructueux avec diverses personnalités du mouvement.

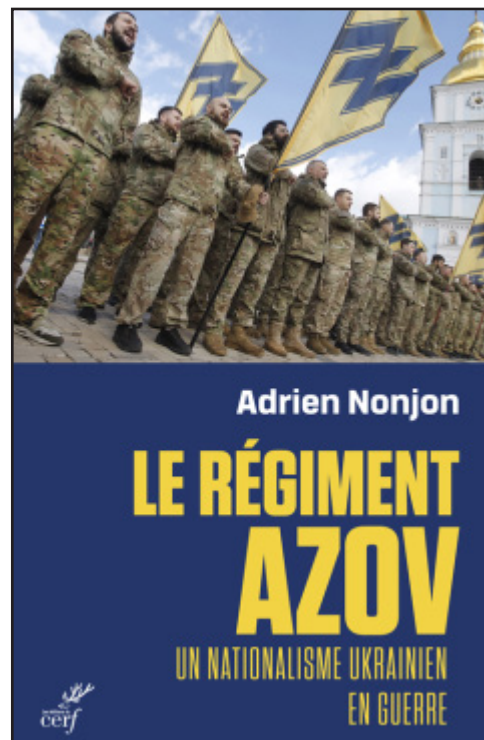
Contrairement au parti *Svoboda* (« Liberté ») d'Oleg Tyahnibok et de Secteur droit, un conglomerat de formations activistes, Azov incarne le nationalisme-révolutionnaire ukrainien avec de forts emprunts idéologiques aux identitaires occidentaux et aux « Nouvelles Droites » européennes. Suite à la crise dans le Donbass et à l'annexion de la Crimée en 2014, des militants nationalistes radicaux convaincus partent pour le front et y constituent le « Corps Noir », ancêtre du fameux régiment.

Si le régiment Azov intègre assez vite la Garde nationale aux ordres directs du ministère de l'Intérieur, ce qui le dépolitise officiellement, ses responsables, aidés des vétérans et d'autres « nationalistes soldatiques », lecteurs assidus d'Ernst Jünger, des *Réprouvés* d'Ernst von Salomon et de l'aventure du *Baltikum*, fondent en même temps différentes organisations plus ou moins sectorielles. Elles appliquent tous volontiers des « travaux pratiques de métapolitique ». Le Corps National en est la manifestation politique. Le Corps Civil est une sorte d'ONG destinée aux Ukrainiens. Le Corps Jeune promeut le « corps jeune, en bonne

santé, renvoyant à des notions de capacités, de volonté et d'action ». La sobriété face à l'alcool, le rejet du tabac et des stupéfiants y sont encouragés. Son pendant immédiat, le Corps Sportif, s'adresse à une jeunesse sans repères qui trouve ainsi un encadrement social pertinent. Le Corps Écologique dénonce la déforestation massive des Carpates, les méfaits de la pollution industrielle et les ravages de l'agriculture intensive. Cette structure « éco-nationaliste » se préoccupe aussi du bien-être animal.

Sous l'impulsion de la brillante Olena Semenyaka, le Club *Plomin* (« La Flamme ») se consacre à l'action culturelle. Il siège à Kyiv dans la Maison Cosaque. L'immeuble s'inspire ouvertement du précédent romain de *CasaPound*. Un impressionnant travail de traduction d'ouvrages français (Dominique Venner), allemands, italiens (Julius Evola) et anglo-saxons complète l'incroyable activité des éditions *Orientyr*. Dommage qu'Adrien Nonjon n'évoque pas les superbes revues à l'esthétique très archéofuturiste qui y gravitent autour...

Si le nationalisme ukrainien se réfère à l'« Idée de Nation » et repose sur le concept de « natiocratie », « Azov souhaite replacer l'Ukraine aux avant-postes des luttes et des défis du monde actuel ». Ainsi exige-t-il une dissuasion nucléaire indépendante. Hostile tant à l'universalisme occidental qu'à l'eurasisme russe, Azov soutient le projet géopolitique de l'Intermarium, cette vieille idée du maréchal polonais Pilsudski d'un espace commun organisé sis entre la Baltique et la mer Noire, voire l'Adriatique.



L'invasion russe de fin février 2022 a déclenché un vigoureux sentiment de « levée en masse » et d'« union sacrée » parmi les nationalistes radicaux ukrainiens. Remisant les divergences politiques envers le régime en place d'essence post-soviétique, les « azovistes » sont nombreux à mourir en première ligne pour une certaine idée de l'Ukraine qui ne peut que déplaire à l'Occident global. Ne faut-il pas craindre que leur sacrifice ultime ne profite finalement qu'aux idéologies cosmopolites ? Adrien Nonjon n'ose même pas aborder cette question cruciale.

Nonjon, Adrien *Le régiment Azov. Un nationalisme ukrainien en guerre*, Éditions du Cerf, Paris, 2023, 271 p. 22 €.

AUX ORIGINES DE LEUR PLAN

MARIE GROULX

Il serait faux de penser que la pandémie covidienne n'a eu que des impacts négatifs. On ne se risquera pas à faire la colonne des plus et des moins, ce qui ne pourra que nous déprimer davantage, mais il faut admettre que le traitement de cette pandémie en a réveillé quelques-uns qui du jour au lendemain (d'accord, cela prit entre un an et deux ans), réalisèrent que les gouvernants n'avaient pas nécessairement à cœur nos meilleurs intérêts.

Depuis des décennies, ces politiciens se servaient dans la caisse, faisaient de l'État leur joujou personnel, nous imposaient insécurité, immigration de masse et censure à tout va, mais c'est finalement la gestion de la pandémie qui pour plusieurs a été le point tournant les menant à réaliser que les politiciens mondialistes avaient d'autres intérêts à défendre que ceux de la plèbe.

Un tel réveil en a poussé plusieurs à un extrême incroyable : les gouvernants seraient des pédophiles adorant Satan dans les sous-sols de l'État profond, tandis que des acteurs incarneraient leur rôle devant la télévision.

Inutile d'aborder ces théories qui ne font que discréditer tous ceux qui s'opposent au mondialisme. Difficile d'accepter d'être dans le même panier que ceux qui refusent le vaccin non pas pour des raisons rationnelles (refus d'être un cobaye, peur limitée de la maladie), mais parce qu'on y injecterait des démons en deux dimensions pour prendre possession de notre âme. Ces gens entretiennent des réticences légitimes envers le vaccin expérimental, mais tombent dans le délire quand vient le temps de justifier leurs positions.

Pour l'essayiste français Pierre Hillard, le projet mondialiste est bien un projet d'essence

démoniaque. Non pas que ceux qui le défende, les Schwab, Soros, Trudeau, Biden et Macron adorent en secret des portraits de Lucifer, mais démoniaque dans le sens où ce projet va à l'encontre de la religion révélée par le Christ. Inspirée par le Talmudisme, déviation de la religion juive née entre le IV et Ve siècle du rejet du Messie, l'idéologie mondialiste évolue depuis des siècles et a atteint un nouveau sommet avec la pandémie.

Voilà l'histoire que raconte Hillard dans *Des origines du mondialisme à la grande réinitialisation*. Catholique traditionnel, Hillard se place dans la lignée de Serge Monast, d'Anthony Sutton et de l'abbé Augustin Lémann.

Le mondialisme est un messianisme athée qui prend racine dans le talmudisme : refusant de reconnaître la nature divine du Christ, qu'ils espéraient guerrier et revanchard, les Juifs ont finalement tourné la page sur les prophéties du passé qui annonçaient la venue d'un Messie, pour incarner politiquement ce rêve messianique sur Terre. En ce sens, ce projet va directement à l'encontre du Catholicisme.

Les rêves messianiques incarnés par les croyances noachiques ont évolué avec plusieurs jalons comme la Révolution française, la Révolution bolchévique et Vatican II. Avec la crise covidienne, le mondialisme en marche a pu franchir une nouvelle étape qui a permis à ses promoteurs d'avoir les mains bien en place sur le volant et d'exercer le plein contrôle. Peu importe ce que chacun pense de cette pandémie, elle fut l'opportunité rêvée pour un accroissement du pouvoir des élites. Au Canada, on n'a qu'à se rappeler que le premier ministre a pu geler les comptes en banque des



dissidents sans que personne ne s'émeuve, une mesure qu'on aurait cru impossible dans un pays « libre et occidental ».

Comme c'est souvent le cas avec ce genre d'œuvres, certains liens évoqués créent parfois une impression trompeuse et il convient d'aborder ce livre avec jugement critique. Certains faits sont présentés sans tenir compte de leur poids et importance relative, ainsi l'auteur passe rapidement sur l'endettement des nations, qui est pourtant un élément clef de ce qui se joue présentement, pour mettre l'emphasis sur des personnages pourtant d'importance moyenne.

Hillard, Pierre. *Des origines du mondialisme à la grande réinitialisation*, Cultures et Racines, 2022, 284 p.

UN NOËL AVEC LES AÎEUX

MARIE GROULX

Noël... sa course effrénée pour des cadeaux souvent tous aussi inutiles que les autres, suivie des maux de tête de janvier pour le paiement des cartes, ses soirées avec ces connaissances et cette parenté qu'on ne côtoie qu'une fois l'an, faute d'affinités. Voilà à quoi rime Noël en 2023. Les plus vieux de nos lecteurs ont évidemment une autre vision en tête, seulement elle semble aussi belle que périmée. Les quadragénaires se rappelleront quant à eux une époque où la messe de minuit était encore une tradition obligatoire, un passage pénible nécessaire pour obtenir les convoités cadeaux sous le sapin. Le ver était déjà dans le fruit.

Est-ce réellement cela le sens de la fête de Noël? Est-ce à quoi nous a convié le Christ par son exemple? Est-ce le meilleur moyen de célébrer celui qui a renversé les tables du temple?

Il faudrait être aveuglé par une poutre dans l'œil pour considérer ce festival consumériste futile comme une célébration du fils de Dieu.

Noël peut et doit être autre chose. Question d'ouvrir vos horizons cette saison et de goûter à la magie de Noël autrement, Étienne Dumas, éditeur, vous propose la réédition d'*Une fête de Noël sous Jacques Cartier*, œuvre du grand oublié Ernest Myrand.

Profitant de la magie de Noël, celui-ci s'est plongé dans le passé, atterrissant à l'hiver 1535 au fort de Jacques Cartier établi à Québec. Accompagné par l'abbé Charles-Honoré Laverdière, clerc, mais surtout historien et archéologue, il découvre et nous fait découvrir la genèse de la Nouvelle-France, les origines de notre histoire. Décédé 15 ans avant la parution de livre, le

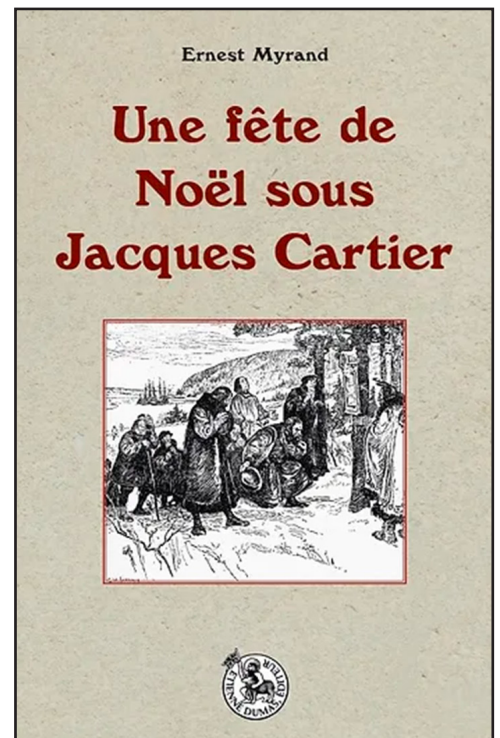
père Laverdière avait su susciter l'intérêt de Myrand pour l'histoire des siens.

C'est autour des célébrations de Noël, à des années-lumière des nôtres, que l'on découvre ces traditions bretonnes que Cartier et les siens transplantèrent en Amérique. Avec Myrand et Laverdière, on s'immerge des mœurs de nos aïeux, on en apprend sur les superstitions du 16^{ème} siècle, qui souvent éclairent certaines coutumes qui ont survécu jusqu'à nos jours, comme la bûche de Noël.

Ce livre est une invitation non seulement à se réapproprier notre histoire, Laverdière ne se gênant pas pour nous livrer nombre d'anecdotes et faits méconnus sur notre passé et pas seulement sur la Nouvelle-France. Jacques Cartier et son équipage nous convient à renouer avec un Noël plus profond, plus chrétien. Ces Bretons échoués sur les rivages canadiens, après autant d'aventures et de risques, n'entretenaient aucun désir matérialiste. Ils célébraient la joie au cœur malgré la mort qui les guettait, avec en leur cœur la noble espérance de revoir les leurs dans ce monde ou celui d'après. Cette leçon d'humilité est un rappel sur ce qui véritablement a de la valeur en ce bas monde.

Il importe aussi de noter qu'*Une fête de Noël sous Jacques Cartier* revêt une importance capitale dans notre histoire littéraire et se doit d'être connu : publié en 1888, il s'agit de la première œuvre littéraire canadienne-française.

Voilà donc une lecture qui est belle et bonne pour un Noël qui ne doit pas se célébrer sous le symbole du dollar, mais qui prend tout son sens sous une croix



et une fleur de lys. Les doutes des marins de Saint-Malo sur cette terre alors hostile sont semblables aux nôtres : plongés dans un monde hostile de contre-valeurs et de mensonges, l'espoir est dur à entretenir. Et pourtant, les souhaits des marins de Cartier ne furent-ils pas exaucés? Leurs espérances ne furent-elles pas comblées? Ne devrait-on pas garder nous aussi la flamme de l'espoir allumée dans cette nuit qui est la plus noire de l'année?

Myrand, Ernest *Une fête de Noël sous Jacques Cartier*, Étienne Dumas, éditeur, 2022, 202 p.

Pour compléter cette lecture, nous vous conseillons la lecture du *Qui Suis-Je?* Jacques Cartier de Rémi Tremblay, paru aux éditions Pardès.

DU FN AU RN, LA LETTRE QUI CHANGE L'ADN

MARIE GROULX

La collection des Cahiers d'histoire du nationalisme n'est plus à présenter. Le format agréable et concis de ses livres, d'environ 200 pages en moyenne avec de nombreuses photos, en ont fait une référence dans notre milieu. L'un des derniers en date est celui consacré au Front National, écrit à l'automne 2022. On soulignait alors le 50ème anniversaire du mouvement, créé le 5 octobre 1972.

Quel parcours que celui de cette formation issue d'Ordre nouveau! D'essence quasi révolutionnaire à ses débuts, elle finit par obtenir 41% des suffrages et 89 députés en 2022, mais à quel prix peut-on se demander! Avant de devenir un parti de pouvoir, prêt à toutes les compromissions, ce fut une coalition visant à détrôner de Gaulle. On alla chercher Jean-Marie Le Pen, ancien député poujadiste à la retraite de la vie publique, pour prendre la barre du Front français pour l'unité française. À cette époque, Le Pen dirigeait une maison de disques, la SERP.

À ses débuts, les succès du FN furent plus que limités (on atteignait rarement la barre du 5%). Pourtant, malgré ce manque d'intérêt populaire, la répression à laquelle le FN faisait face était bien réelle : assassinat de François Duprat, attentat contre la demeure des Le Pen, tentative d'attentat contre le siège social, violences contre les militants, sans compter les procès, les interdictions de salle, les boycotts, etc.

Pourtant, le Front alla de l'avant, lança des journaux (*National Hebdo*, *Identité*, *Année Zéro*), mit sur pied des syndicats, organisa des grandes fêtes (les fêtes Bleu, blanc, rouge)

et continua d'aller de l'avant, remportant finalement ses premiers succès électoraux en 1980.

Comme le mentionne Jacques Mayadoux dans son témoignage, le FN était une grande famille réunissant des mondes que tout séparait : « Les anciens maréchalistes côtoyaient les anciens résistants ou les volontaires de la deuxième division Leclerc, les pieds-noirs proches de l'OAS, les gaullistes rescapés du SAC, les anciens communistes, les comtesses ou marquises désargentées sans oublier les catholiques intégristes avec les athées, les païens ou les protestants. Pour une telle cohabitation, la diplomatie s'imposait comme règle d'or et l'autorité du secrétaire départemental apaisait les conflits potentiels. »

Aujourd'hui, quiconque déroge de la ligne populiste républicaine de Marine Le Pen se voit exclu automatiquement. *Le Harfang* comptait plus d'abonnés et d'amis dans l'ancien FN que dans le Rassemblement national, version édulcorée de l'originale.

Comme tout mouvement d'importance, le FN connut son lot de scissions, la plus importante étant sans contredit celle de Bruno Mégret, le 5 mars 1998. Pourtant, aucun groupe scissionnaire ou même concurrent le FN sur sa droite (pensons à Reconquête d'Éric Zemmour) n'est parvenu à talonner le FN. Les Français ont toujours préféré l'original à la copie et la personnalité haute en couleur du Menhir, Jean-Marie Le Pen, n'y est probablement pas étrangère.

Ce Cahier vient compléter la série entamée avec ceux sur Jean-Pierre Stirbois et François



Duprat, ainsi que celui sur le Parti des Forces nouvelles, concurrent du FN à ses tous débuts. Les photos y sont nombreuses et fort évocatrices, on peut féliciter Guirec Sèvres pour ce travail. On y voit les meetings encore très groupusculaires du début et les affiches ouvertement provocatrices qui feraient frémir Marine. Notons aussi l'excellente contribution de notre confrère George Feltin-Tracol qui décortique les mille et une scissions qui ont affligé le FN. Par contre, petit bémol, ceux qui lisent de façon assidue les Cahiers trouveront plusieurs textes « recyclés », réutilisés après avoir été déjà publiés dans le passé.

Sèvres, Guirec, sous la direction de. *Le Front national, avoir tellement eu raison*. Coll. « Les Cahiers d'histoire du nationalisme », n. 24, 2022, 195 p.

LES MÉMOIRES DE NOTRE AMI ROLINAT

RÉMI TREMBLAY

Jean-Claude Rolinat n'est plus à présenter aux lecteurs assidus du Harfang qui ont pu le connaître avec ses entrevues et collaborations et qui ont certainement lu plusieurs présentations de ses ouvrages. C'est que celui-ci a eu une abondante production livresque ces dernières années avec des titres touchant autant l'histoire du nationalisme (biographies des Peron, de Mannerheim, de Salazar et de Ian Smith) que la géographie (Porto Rico, Chypre, les micro-États, ainsi qu'un livre en partenariat avec l'auteur de ces lignes) ou la politique (*Abécédaire de la décadence*, *La bombe africaine et ses fragmentations*). Mais son dernier ouvrage est sans conteste le plus personnel et le plus marquant, il s'agit ni plus ni moins de ses mémoires politiques.

Il fut tour à tour « membre de la commission de discipline, journaliste à *National Hebdo*, pigiste à *Présent* et à *Français d'abord*, donnant accessoirement des articles à *Ecrits de Paris* et à *Rivarol*, membre du comité central du FN conseiller municipal, assistant puis secrétaire-général du groupe régional FN en Île-de-France, « candidat » potentiel permanent, (il a) presque cumulé toutes les casquettes. » Avec un tel bagage, les anecdotes ne manquent pas.

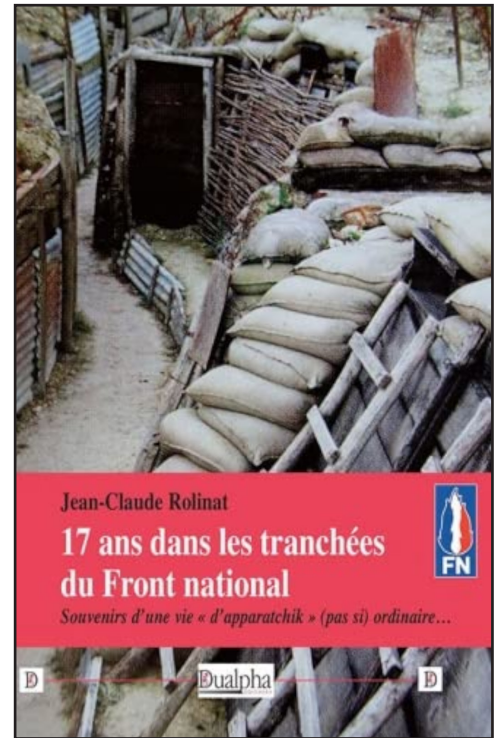
Comme son titre l'indique, il relate d'abord dans ces pages ses 17 ans au Front national; 17 années littéralement au front. Il le rejoignit dans sa jeunesse, lorsqu'il y avait un véritable foisonnement intellectuel et culturel autour du parti. Les artistes et auteurs qui gravitaient autour du FN faisaient sa renommée et lui donnaient une substance qui lui manque terriblement aujourd'hui. Inutile de dire que si Marine Le Pen engrange des millions de votes (tout comme pour Giorgia Meloni qui fut réellement décevante), on ne retrouve plus « la

fraternité », « la solidarité », ou « la fraternelle chaleur du militantisme » qui ont marqué le Front d'hier.

Ce parti n'avait rien de commun avec les partis comme on les connaît au Québec : il avait des journaux, organisait des manifs et des grandes fêtes, ainsi que des collectes de denrées pour les moins nantis... Avant de devenir un parti « normalisé », une formation comme les autres, le Front fut ainsi un organe militant et c'est ce parcours que Rolinat raconte, lui qui fut de toutes les grandes aventures du Front avant de le quitter pour rejoindre le Mouvement national républicain de Bruno Mégret, puis d'autres petits partis avant d'atterrir au Parti de la France de Carl Lang.

Cette histoire nous fait pénétrer dans les coulisses de ce parti atypique que nous aimerions avoir de notre côté de l'océan. Il ne le fait pas à la manière des mémoires de Le Pen; ici, c'est un militant de base qui nous parle; un homme qui gravit les échelons à une époque où il fallait être visionnaire pour comprendre l'ampleur du fléau que représenterait l'immigration de masse. Dès les années 1970, alors que le problème était à des années lumières de la situation explosive actuelle, le FN sonnait l'alarme avec ses campagnes contre l'immigration et l'insécurité.

Les amateurs d'histoire du nationalisme seront ravis, car Rolinat offre au lecteur un autre son de cloche concernant certaines affaires plus ou moins claires comme la mort « accidentelle » de Jean-Pierre Stirbois, grand nom du FN, l'affaire Van Dorne, la fameuse histoire du « détail » de Jean-Marie Le Pen, etc. On remarque rapidement que s'il suivit Le Pen durant des années, il n'a pas été aveuglé et a su conserver un salubre sens critique qui lui fait dire que souvent, « Le Menhir » aurait pu et dû se



retirer pour laisser la place à une relève moins provocatrice, plus apte à gouverner. Sa dernière erreur de jugement fut d'ailleurs de laisser sa place à sa fille plutôt qu'à Bruno Gollnisch, un homme de convictions et de courage. C'est donc par fidélité aux idéaux et non pas par reniement que Rolinat quitta le Front, qui finalement n'avait déjà plus grand-chose à voir aujourd'hui avec ses débuts.

Il revient aussi, trop rapidement toutefois, sur son implication dans la création de « pro-Québec » organisme français en appui à la souveraineté québécoise qui regroupa Martin Peltier, Damien Bariller, Philippe Malaud et feu l'inclassable Rodolphe Crevel. Voilà qui pourrait mériter un article *in extenso* dans nos pages.

Rolinat, Jean-Claude, *17 ans dans les tranchées du Front national*, Éditions Dualpha, 2022, 360 p.

DOCTRINE DU FASCISME CATHOLIQUE

PIERRE TRÉPANIÉ

Fascisme et catholique, deux mots qui s'excluent mutuellement.

Interrogez un catholique de gauche et un catholique libéral-conservateur, presque toujours vous constaterez que vous avez affaire à un démocrate-chrétien. Dans le tréfonds de leurs opinions politiques, vous découvrirez de solides réflexes théocratiques. Nulle contradiction ici car les théocrates de nos jours souscrivent à la démocratie parlementaire, qu'ils appartiennent au magistère moderniste ou au magistère de suppléance. Poursuivez votre enquête et tournez-vous vers un catholique de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X. Même s'il se dit monarchiste le dimanche, le reste de la semaine il fonctionne comme un démocrate-chrétien et est aussi personnaliste que les deux autres. La seule différence est qu'il l'ignore et que les deux autres le savent. Salut à toi, fasciste néopaïen !

Jean-Jacques Stormay est catholique et, qui plus est, de l'espèce traditionaliste. C'est aussi un fasciste revendiqué, le pauvre. Jugez de sa situation ! C'est le temps ou jamais de citer le poète René Lapierre (*Pour les désespérés seulement*) :

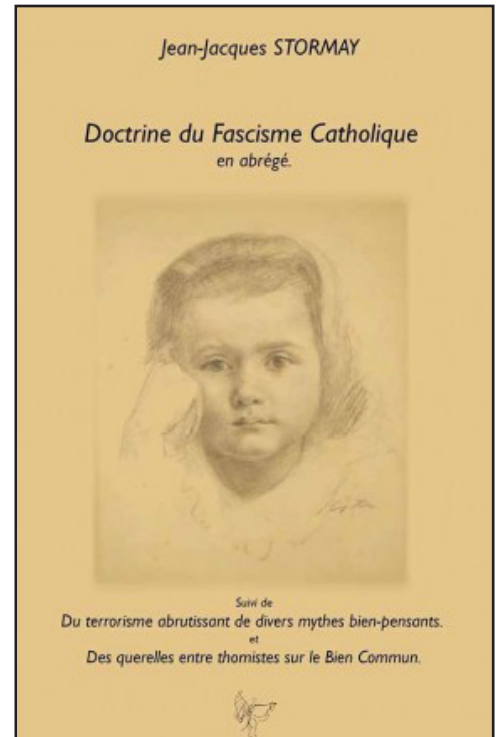
Presque systématiquement j'ai choisi
l'impossible. Le dur, le perdu.

Qu'est-ce que ça mange en hiver, un fasciste catholique ? Pas de souci, sa table est très bien fournie. La lecture de l'abrégé doctrinal de Stormay intitulé *Doctrine du fascisme catholique* (Éditions Chrysalide, 2023) vous révélera la force et la cohérence de cette pensée. Mais je tiens à en avertir le lecteur, surtout s'il est peu ou prou catholique : le risque est grand de se laisser convaincre et d'adhérer à plus ou moins brève échéance à ce corps d'idées aussi bien définies que sulfureuses. Consultez auparavant votre directeur de conscience ou votre confesseur : c'est plus

peccamineux que certains magazines bellement coloriés sur papier glacé, foi de Tartempion (l'un des pseudonymes de l'auteur, voir p. 7). Ce peut être aussi le moyen de retourner votre directeur de conscience, qui sait ?

Un coup d'œil sur « l'index pédagogique » (p. 279) vous persuadera du sérieux de ce livre : cause, identité concrète et dialectique, organicisme, réflexion ontologique, subjectivisme, totalitarisme, volonté générale et surtout bien commun. Le bien commun — entendu dans toute sa rigueur aristotélo-thomiste, et non pas sa version édulcorée démocrate-chrétienne et personnaliste — est le socle même sur lequel s'édifie la doctrine du fascisme catholique. À ce sujet, il faut lire l'annexe particulièrement éclairante (et savante) intitulée « Des querelles entre thomistes sur le Bien Commun » (p. 191-232). Les dits thomistes étant Réginald Garrigou-Lagrange, Jacques Maritain et Charles De Koninck. Stormay met en garde les catholiques contre le danger de glisser insensiblement vers l'augustinisme politique, autrement dit vers l'excès surnaturaliste.

L'auteur, philosophe professionnel, ne délire pas. Il est rationnel. Il réfléchit, il argumente de façon persuasive. Bref, « assuré, écrit-il à la page 179, qu'on ne fait pas de bonne politique sans philosophie politique, et qu'il n'est pas de philosophie politique sans métaphysique, je ne me prive pas de m'efforcer à parler en métaphysicien. » Cet essai, qui est exigeant, n'est pas pour vous si vous êtes de ceux qui ne concèdent pas que l'Occident est en pleine décadence. La conscience de ce déclin tragique de même que celle du tsunami migratoire qui est en train de nous minoriser pour toujours ébranlent la confiance en la démocratie représentative, en sa capacité à réagir victorieusement contre ces périls. La riposte lucide ne doit pas être cherchée dans l'activisme violent ou l'électorisme crédule,



mais dans la formation doctrinale et la mise au point d'un programme sensé de réformes radicales, révolutionnaires même, en attendant une crise, une conjoncture plus propice. « Chaque matin resplendit de colère » (René Lapierre). Accueillons les colères saines, gardons-nous du piège des colères destructrices.

Je ne suis pas d'accord avec la phrase de Maurras que reproduisait *Le Harfang* dans son numéro d'été : « Les nations, par rapport aux hommes, sont immortelles ; brisées et partagées, elles peuvent toujours revivre indéfiniment ». Le même Maurras enseignait aussi : « Tout désespoir en politique est une sottise absolue. » Peut-être. Mais dans la vie des nations comme dans celle des individus, il y a des pessimismes salutaires. C'était la grande leçon de Maurice Séguin.

Stormay, Jean-Jacques, *Doctrine du Fascisme Catholique*, Éditions Chrysalide, 2023. 244 p.

REVUE D'HISTOIRE EUROPÉENNE, NO 16

ROCK TOUSIGNANT

J'ai déjà eu l'occasion de parler aux lecteurs du Harfang de la Revue d'histoire européenne (RHE) (Voir le Harfang, Vol. 10, No 2, Hiver 2022). Depuis la RHE poursuit son bonhomme de chemin. La voilà rendue à son numéro 16. Numéro qui nous offre un fort intéressant dossier sur la «gauche collabo», dossier sous-titré « une histoire gênante ». Dossier qui s'ouvre sur les mots suivants: « D'une façon un peu rapide, et en tous cas, en contradiction flagrante avec la réalité, une idée fausse s'est durablement installée dans l'inconscient collectif national, selon laquelle la politique de collaboration, conduite de 1940 à 1944 prenait assise sur un fond culturel et politique d'extrême-droite, cléricalo-réactionnaire. Ce n'est vrai qu'en partie, car un autre courant tout aussi influent, mais se situant symétriquement à l'opposé de l'échiquier politique a joué un rôle considérable dans la Collaboration, le courant pacifiste de l'entre-deux-guerres qui, lui, plonge ses racines dans les mouvements anarchiste et libertaire, mais plus encore dans les courants socialiste, néo-socialiste et radical de la gauche d'avant-guerre [...] » (du pacifisme à la collaboration, RHE, p. 18) Ceux qui s'intéressent à l'histoire de la France, savent que depuis 1945, la cause est entendue et jugée, c'est la droite qui a collaboré avec l'Allemagne.

La cause est plus complexe et le dossier de la RHE en apporte la preuve; la pièce que verse la RHE au dossier mérite d'être lue sachant que ce vieux mensonge a encore de beaux jours devant lui. En effet, encore récemment c'était la première ministre d'Emmanuel Macron Elisabeth Borne qui était à la tâche: «Elisabeth Borne s'en est prise, dans un entretien à

Radio J diffusé dimanche au Rassemblement national (RN), «héritier de Pétain» et porteur d'une «idéologie dangereuse» (Élisabeth Borne s'en prend durement au RN, un parti héritier de Pétain selon elle, Le Figaro, 28 mai). Autre signe de ce «passé qui ne passe pas» «Jusqu'à aujourd'hui, les références à la collaboration, n'étaient jamais utilisées par la gauche en vue de critiquer un partenaire. Il semble que les temps aient changé. La petite phrase lancée sur Facebook par Sophia Chirikou, députée La France insoumise (LFI) Proche de Jean-Luc Mélenchon, comparant l'actuel secrétaire du Parti communiste français (PCF), Fabien Roussel, au collaborationniste Jacques Doriot, a provoqué un tollé de protestation et une véritable levée de boucliers dans les rangs de la Nouvelle Union populaire, écologique sociale (Nupes) et même au-delà. [...] (En comparant Fabien Roussel à Jacques Doriot, Sophia Chirikou a brisé les règles unissant la gauche, Slate, 26 septembre)

Le dossier de la RHE va ainsi du rappel des négociations du Parti communiste français (PCF) avec l'occupant nazi afin de faire reparaître L'Humanité (c'était l'époque du pacte germano-soviétique). Le dossier de la RHE rappelle aussi que les principales têtes d'affiche de la collaboration parisienne, a ne pas confondre avec Vichy et l'État français, furent Jacques Doriot et Marcel Déat. Le premier, leader charismatique du Parti populaire français (PPF) venait du Parti communiste, le second, chef du Rassemblement national populaire (RNP), sortait des rangs de la Section française de l'internationale socialiste (SFIO). Il y avait aussi à Vichy, autour de René Bélin, de nombreux et influents représentants venus de

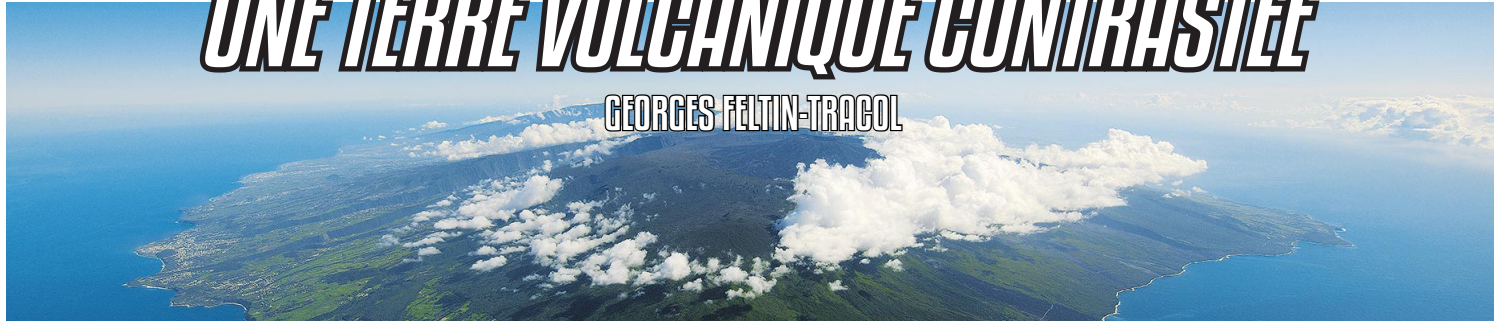


la Confédération générale du travail. Un article évoque la presse de gauche collaborationniste (p. 44) une presse aux titres nombreux et au tirage non négligeable alors même que le papier est rare. Le dossier se conclut par un papier de Philippe Conrad évoquant la surprenante figure de Marc Augier (Saint-Loup en littérature) passant des Auberges de jeunesse à la Waffen SS. Ne reniant pas ses engagements de la guerre, Marc Augier sera l'auteur sous le pseudonyme de Saint-Loup d'une trilogie (Les volontaires, Les Hérétiques, les Nostalgiques) narrant son engagement et celui de ses camarades français, mais aussi européens (notamment Wallons et Flamands) dans les unités militaires du IIIe Reich.

Pour commander des numéros ou s'abonner : <https://www.librairie-du-collectionneur.fr>

UNE TERRE VOLCANIQUE CONTRASTÉE

GEORGES FELTIN-TRACOL



SITUÉE À 9 180 KM DE PARIS, L'ÎLE DE LA RÉUNION APPARTIENT À L'ARCHIPEL DES MASCAREIGNES AVEC LES ÎLES MAURICE ET RODRIGUE DANS L'Océan Indien. L'ENSEMBLE VOLCANIQUE ACTIF À LA ROCHE SOUVENT POREUSE ET FRIABLE DONNE UN RELIEF TOURMENTÉ MARQUÉ PAR DE SUPERBES CIRQUES GÉOLOGIQUES (CILAOS, SALAZIE, MAFATE) TRÈS DIFFICILES D'ACCÈS. LE PITON DES NEIGES CULMINE À PLUS DE 3 000 M D'ALTITUDE. LE CONTRASTE VISUEL EST RÉEL ENTRE LES QUELQUES NEIGES PERMANENTES SUR CE SOMMET ET UNE VÉGÉTATION LUXURIANTE PROPRE AU CLIMAT TROPICAL BALAYÉ SUR SON FLANC ORIENTAL PAR DES ALIZÉES.

Le creuset réunionnais

La topographie accidentée de cette île de 2 500 km² explique la très forte densité de population sur le littoral. On y trouve les principales communes (Saint-Denis, son chef-lieu, Saint-Paul, Saint-Pierre, Le Tampon). À côté des Z'Oreilles (les métropolitains) cohabitent les héritiers des colons européens, devenus les Créoles (des vallées isolées n'ignorent pas les méfaits de la consanguinité), les Noirs, descendants des esclaves, les Malabars (les métis indiens), les Z'Arabes (Indiens musulmans originaires de la côte de Coromandel) et les Chinois installés dès 1860. Le métissage entre les communautés y est fréquent. La Réunion ignore par ailleurs la laïcité et impose le port de l'uniforme aux écoliers, aux collégiens et aux lycéens.

Découverte vers 1513 par des marins portugais, La Réunion devient française vers 1638. Elle s'appelle alors l'île Bourbon. Le décret de la Convention du 23 ventôse an I (13 mars 1793) lui donne son nom actuel en souvenir de la réunion des volontaires marseillais aux gardes nationales la veille du 10 août 1792 et de la prise des Tuileries. Cependant, entre 1806 et 1814, l'île s'appelle « Bonaparte ». Les Britanniques l'occupent de 1810 à 1815.

Aujourd'hui, la sous-industrialisation et la monoculture de la canne à sucre à la place du café en font un espace dépendant des transferts financiers de la Métropole, du tourisme et du secteur tertiaire (administration et secteur public sur-développés). À la fois département et région d'outre-mer avec des assemblées gestionnaires respectives (conseils départemental et régional), le territoire compte plus de 820 000 habitants. Il était prévu d'y créer en 2002 un second département. Le projet n'a jamais abouti. L'Union dite européenne lui verse de nombreuses subventions au titre de régions ultra-périphériques, ce qui favorise une forte corruption au sein de la classe politique locale.

Distinct du PCF et tenant d'une ligne euro-communiste proche des communistes italiens, le PCR (Parti communiste réunionnais) autonomiste a longtemps été puissant sous la direction de Paul Vergès, le frère du « sulfureux » avocat Jacques Vergès. Lié aux Insoumis de Jean-Luc Mélenchon,

le PCR doit maintenant composer avec une scission gauchiste : Résistan's Égalité 974 (numéro de la plaque minéralogique de l'île). Mais la gauche a dû aussi tenir compte de la présence entre 1963 et 1988 de l'ancien premier ministre de Charles de Gaulle, Michel Debré (1916 – 1996). Maire d'Ambroise (Indre-et-Loire) de 1966 à 1989, il fut l'un des députés de l'île. Particularité autorisée par le code électoral parce que le député français représente toute la nation et non pas sa circonscription.

Une île rebelle

Dans les années 1960, Michel Debré incita (obligea même) des enfants réunionnais supposés orphelins à venir s'installer en plein cœur de la « Diagonale du Vide » métropolitaine, principalement en Creuse et en Haute-Vienne. La retraite arrivée, ces enfants et leurs ayant-droits réclament dorénavant de l'État républicain des compensations financières pour le traumatisme subi au cours de cette déportation...

La Réunion est une île paradoxale. Bien que réticente à Jean-Marie Le Pen et au Front national, elle donna au mouvement frontiste son tout premier député en la personne de Jean Fontaine (1922 – 2014). Maire de Saint-Louis de 1977 à 1983 et député de 1968 à 1986, il adhère d'abord au parti gaulliste, puis ensuite à la tendance giscardienne de l'UDF (Union pour la démocratie française). Opposé à la régionalisation de l'île, il lance après 1981 un Front militant départementaliste. Il adhère enfin au FN en novembre 1984 et siège parmi les non-inscrits. Avait-il deviné le caractère réfractaire des Réunionnais ?

La Réunion se porte en pointe dans la contestation des « Gilets jaunes » en 2018 – 2019. Ses habitants se montrent sceptiques et rétifs aux mesures liberticides pendant le covidisme. Au soir du second tour de la présidentielle de 2022, Marine Le Pen obtenait près de 60 % des suffrages après que Jean-Luc Mélenchon a recueilli plus de 40 % au premier tour ! La Réunion n'a pas fini de surprendre si bien que la renommer « Île de la Fronde » ne serait pas farfelue.

*Nous sommes entrés dans un hiver
où l'on construit des maisons sans
cheminées, des villages sans jardins,
des nations sans passé. Nous sommes
entrés dans l'hiver. Nous sommes
quelques-uns qui travaillons au retour
du printemps.*

Jean Mabire

